

RESULTATS T4-21 et 12M-21 du Crédit Agricole

Objectifs PMT 2022 atteints dès 2021, avec un an d'avance

| | GROUPE CRÉDIT AGRICOLE | | CRÉDIT AGRICOLE S.A. | |
|------------------------------|-------------------------------------|-------------------------------------|------------------------------------|------------------------------------|
| | Publié | Sous-jacent | Publié | Sous-jacent |
| Revenus | 36 822 m€ +9,6% 12M/12M | 36 730 m€ +7,9 % 12M/12M | 22 657 m€ +10,5% 12M/12M | 22 651 m€ +9,1% 12M/12M |
| Charges hors FRU | -22 602 m€ +6,3 % 12M/12M | -22 255 m€ +5,1 % 12M/12M | -13 429 m€ +7,8% 12M/12M | -13 082 m€ +5,8% 12M/12M |
| Résultat Brut d'Exploitation | 13 741 m€ +16,8 % 12M/12M | 13 812 m€ +12,3 % 12M/12M | 8 836 m€ +16,1% 12M/12M | 9 047 m€ +13,7% 12M/12M |
| Coût du risque | -2 193 m€ -39,9% 12M/12M | -1 849 m€ -49,4% 12M/12M | -1 576 m€ -39,5% 12M/12M | -1 232 m€ -52,7% 12M/12M |
| RNPG | 9 101 m€ +94,1% 12M/12M | 8 512 m€ + 38,9% 12M/12M | 5 844 m€ x2,2 12M/12M | 5 397 m€ +40,2% 12M/12M |
| Coex (hors FRU) | 61,4 % - 1,9 pp 12M/12M | 60,6 % - 1,6 pp 12M/12M | 59,3% -1,5 pp 12M/12M | 57,8% -1,8 pp 12M/12M |

RESULTATS CASA T4-21 ET 12M EN FORTE HAUSSE DANS TOUS LES METIERS

Résultat publié à 1 428 m€ au T4, à 5 844 m€ en 2021

Résultat sous-jacent +47,2% T4/T4 à 1 435 m€, +40,2% 12M/12M à 5 397 m€

Activité dynamique, +1,7 M nouveaux clients banque de proximité en 2021, équipement en hausse

Revenus +9,1% T4/T4, effet ciseaux positif T4 et 12M

Coefficient d'exploitation hors FRU 57,8% en 2021 (-1,8 pp 12M/12M),

Maintien de dotations prudentes des encours sains dans un contexte d'incertitudes macro.

RENTABILITE ET SOLIDITE PARMIS LES PLUS ELEVEES DU SECTEUR EN EUROPE

| | GROUPE CRÉDIT AGRICOLE | | CRÉDIT AGRICOLE S.A. | |
|-----------|---|-----------------|---|-----------------|
| | Publié | Sous-jacent | Publié | Sous-jacent |
| CET1phasé | 17,5% +8,6 pp au-dessus du SREP | +10 pb déc/sept | 11,9% +4,0 pp au-dessus du SREP | -80 pb déc/sept |

ROTE CASA 12M 13,1%¹, supérieur de plus de 2,6 pp depuis 5 ans à la moyenne de 10 grandes banques européennes

DIVIDENDE 2021 : 1,05€ par action (0,85€ liés au pay-out de 50% et 0,20€ au rattrapage 2019)

OBJECTIFS FINANCIERS PMT 2022 ATTEINTS DES 2021

RNPG² CASA 5,4 Mds€ > 5 Mds€ ; Coefficient d'exploitation³ CASA 57,8% < 60% ;

ROTE¹ Crédit Agricole SA 13,1% > 11% ;

CET1 CASA 11,9% > 11% ; CET1 GCA 17,5% > 16%

Distribution de dividendes de 50% en cumul sur la durée du PMT

DEBOUCLAGE DE 100% DU SWITCH EN 2021

¹ ROTE sous-jacent

² Sous-jacent

³ Sous-jacent et hors FRU

Force du Projet de Groupe

- Amplification du modèle de banque universelle de proximité : digital et responsabilité humaine
- Affirmation des engagements sociétaux pour la transition énergétique et la cohésion sociale
- Potentiel de croissance organique sans cesse renouvelé, expansion du modèle de partenariats (8 nouveaux partenariats stratégiques depuis le début du PMT)
- Agilité stratégique pendant la durée du PMT (4,3 Mds€ d'acquisitions, 2,3 Mds€ de cessions)
- Affirmation de nos ambitions européennes en matière de mobilité (accord CACF/Stellantis en 2023)

Le Groupe présentera le 22 juin 2022 son nouveau plan de développement 2025

Dominique Lefebvre,

Président de la SAS Rue La Boétie et Président du Conseil d'administration de Crédit Agricole S.A.

« Notre performance nous engage. Notre responsabilité est d'accompagner tous les clients et la société dans les transitions »

Philippe Brassac,
Directeur général de Crédit Agricole S.A.

« Le Groupe tient ses engagements dans la durée et présentera le 22 juin son nouveau plan de développement consacré à l'accélération des transitions »

Groupe Crédit Agricole

Activité du Groupe

L'activité commerciale a été dynamique dans les métiers du Groupe ce trimestre, reflétant la force du modèle de banque universelle de proximité. Ainsi, la conquête brute a été forte. Sur l'ensemble de l'année 2021, le Groupe enregistre +1 701 000 nouveaux clients en banque de proximité, dont 1 560 000 clients en France (1 218 000 clients dans les Caisses régionales) et 140 000 clients en Italie, et le fonds de commerce continue de progresser (+278 000 clients en banque de proximité, dont 226 000 clients des Caisses régionales et 256 000 clients en France). Au quatrième trimestre 2021, le Groupe a conquis +391 000 nouveaux clients en banque de proximité, dont 360 000 clients en France (284 000 clients dans les Caisses régionales) et 31 000 clients en Italie. Par ailleurs, la production de crédits en banque de proximité en France progresse sur le quatrième trimestre, de +1,3%⁴ par rapport au quatrième trimestre 2019 et augmente sensiblement sur l'année 2021 de +6,9% par rapport à 2019. Par ailleurs, le chiffre d'affaires en assurances dommages est en forte hausse (+15,7% depuis le quatrième trimestre 2019) et les réalisations de crédit à la consommation et leasing sont en croissance de +1,5% par rapport à la même période. Enfin, les taux d'équipement des Caisses régionales, de LCL et de CA Italia progressent également depuis fin 2020 (respectivement +1 point de pourcentage, +1,1 point de pourcentage et +1,9 point de pourcentage) pour s'établir au 31 décembre 2021 à respectivement 42,7%, 26,6% et 19%.

Projet du Groupe

Projets client et humain - amplification du modèle de banque universelle de proximité : digital et responsabilité humaine

Cette année, le Groupe a poursuivi l'amplification du modèle de banque universelle de proximité, combinant digital et responsabilité humaine. D'une part, les offres du Groupe Crédit Agricole sont constamment adaptées aux besoins des clients. L'année 2021 a vu le lancement de plusieurs **formules inclusives et modulables**.

Ainsi, conformément à son modèle de banque universelle, Le Groupe Crédit Agricole veut rendre accessible à tous les services essentiels de la banque au quotidien, en ligne ou en agence, notamment grâce aux offres EKO et LCL Essentiel. Pour les jeunes, les offres Globetrotter et LCL City Explorer proposent une carte de paiement internationale sans frais de paiement à l'étranger. L'activité d'assurance se dote également d'offres inclusives : les formules EKO Crédit Agricole Assurance et Primo LCL proposent un service d'assurance automobile accessible à tous sans limitation des garanties essentielles.

Par ailleurs, le Crédit Agricole permet à tous les clients d'accéder aux services premium de la banque avec son **offre modulable de Nouvelle Banque du Quotidien**, proposant des formules dites « essentielle », « premium » ou « prestige ». Le taux de premiumisation du mois de décembre 2021 s'élevant à 23%.

D'autre part, le Groupe Crédit Agricole améliore aussi constamment ses offres et services par l'**innovation et la digitalisation de l'expérience clients**. Ainsi, le taux d'utilisation des applications du Groupe (profil actif sur les applications au cours du dernier mois) a fortement augmenté cette année, enregistrant une hausse dans les Caisses régionales et chez LCL (respectivement + 18 points de pourcentage par rapport à janvier 2019 à 45,5% et +20,5 points de pourcentage par rapport à fin 2018 à 57,4%). De même, le Groupe continue de déployer des outils digitaux innovants à destination de ses clients et notamment en faveur des jeunes, afin de faciliter leurs activités, comme la « tirelire » digitale de l'application CA Italia (permettant d'épargner des petits montants - à partir de 5 euros - et de les investir dans un fonds commun de placement, à tout moment et par un simple clic

⁴ Hors PGE Caisses régionales pour le T4-2020 (1,4 Mds€) et négligeable pour le T4-2021 / Hors PGE LCL

sur son mobile), ainsi que Plick, nouveau service de paiement de particulier à particulier, également développé par CA Italia (permet d'effectuer des paiements dans toute l'Europe sans IBAN, en utilisant uniquement le numéro de téléphone portable ou l'e-mail du bénéficiaire). Des plateformes et services extra-bancaires innovants ont par ailleurs été mis en place tel que Vizio Client (permettant d'échanger en face à face avec son conseiller, de partager des documents et de les diffuser durant un appel en visio-conférence) et des plateformes à destination des jeunes et des professionnels (Youzful, Blank, Yapla).

Le Groupe Crédit Agricole va cependant au-delà, et amplifie, pour ses clients, l'expérience digitale et la force de ses offres et services, **par la responsabilité humaine en proximité**. L'intégration dans l'enquête IER (Indice d'engagement et de recommandation) cette année d'un « indice de mise en responsabilité » en est une bonne illustration, tout comme la forte progression du taux de participation des collaborateurs à l'enquête IER (75%, +13 points par rapport à 2016). Le Groupe lance par ailleurs des démarches innovantes en matière de transformation managériale, adossées à une transformation organisationnelle, pour accélérer la mise en responsabilité des collaborateurs, pour plus de valeur ajoutée pour les clients. Enfin, le Groupe Crédit Agricole continue de renforcer son action en matière de parité. Fin 2021, les Comités exécutifs de Crédit Agricole S.A. comportent 31% de femmes.

Enfin, les succès de cette année ont été rendus possibles par une pleine **mobilisation des collaborateurs du Groupe**.

Il résulte de toutes ces actions une poursuite de l'amélioration du positionnement du Groupe en matière de satisfaction des clients : le Crédit Agricole se hisse en tête du classement de « Marque préférée des Français » dans la catégorie des banques. L'indice de recommandation clients (IRC) du Crédit Agricole est en hausse en 2021 par rapport à 2020 (+2 points, à +10), se positionnant ainsi dans le **top 3 des banques françaises en termes de satisfaction client**. LCL, après avoir été distingué pendant le confinement comme banque N°1 de la joignabilité, se voit maintenant décerner le trophée de « Service Client de l'Année 2022 » et est récompensé par le prix de meilleur service client à distance et agence bancaire de l'année (Trophée 2022 Moneyvox). Enfin, le site internet Sofinco est élu en 2021 « Meilleure Expérience Utilisateur ».

Projet sociétal du Groupe – affirmation de l'engagement sociétal du Groupe pour la transition énergétique et la cohésion sociale

L'engagement pour la transition énergétique du Groupe comporte deux principaux volets : l'accompagnement par le Groupe des clients entreprises et particuliers dans leur trajectoire de transition d'une part, et la réallocation progressive des portefeuilles de financements et d'investissements vers des actifs verts d'autre part.

Plusieurs éléments concrets témoignent de l'engagement du Groupe à accompagner ses clients dans leur stratégie de transition en 2021. Ainsi, ont été attribuées à 8000 entreprises cotées des notes de transition, à savoir une note unique utilisée par CACIB et Amundi, pour mieux accompagner et répondre aux besoins de leurs clients en matière de transition énergétique. CACIB a confirmé son positionnement au sein des cinq plus grands acteurs mondiaux en matière d'arrangement d'obligations vertes, sociales et durables (avec 46 milliards de dollars d'obligations arrangées en 2021). Chez Amundi, les encours dédiés aux solutions thématiques « environnement » ont représenté 35 milliards d'euros en 2021. Par ailleurs, CACF a accordé des financements pour un montant de 2 milliards d'euros pour des véhicules émettant moins de 95 g de dioxyde de carbone par km. A noter enfin que, d'après une étude Bloomberg de mai 2021, Crédit Agricole CIB est la première banque parmi les 30 plus grandes banques mondiales dont la somme des financements arrangés verts depuis début 2016 est supérieure à celle de ses financements arrangés dans les hydrocarbures.

Plusieurs éléments concrets témoignent aussi de la réallocation des portefeuilles de financement et d'investissement vers les actifs verts en 2021. Ainsi, le portefeuille de *green loans* de CACIB atteint 13,2 milliards d'euros. CAA a investi 2,5 milliards d'euros dans les énergies renouvelables (soit une capacité installée de près

de 8,5 GW), chez Amundi, 100% des fonds ouverts en gestion active ont un objectif de score ESG⁵ supérieur au score de l'univers de placement. Enfin, CALEF est, de nouveau cette année, le premier⁶ financeur privé en France d'énergies renouvelables avec 2,6 milliards d'encours en 2021.

Le Projet Sociétal du Groupe ne couvre pas seulement l'engagement sociétal du Groupe pour la transition énergétique, mais aussi celui pour la cohésion sociale. Le Groupe s'engage notamment en la matière en accordant son soutien aux jeunes et aux territoires. Ainsi le Groupe Crédit Agricole est le deuxième recruteur privé⁷ d'alternants en France en 2021. Par ailleurs, CACF et les Caisses régionales ont développé des dispositifs d'accompagnement notamment pour lutter contre le désendettement ou la fragilité : 4200 clients en surendettement ont ainsi été accompagnés par CACF cette année, et 10 000 familles ont été accompagnées dans le cadre des Points Passerelle des Caisses régionales. Enfin, dans un autre registre, des supports d'investissements solidaires tels que Amundi Finance et solidarité, ou encore le Contrat solidaire CAA, sont proposés au sein des gammes d'Amundi et CAA.

Par ailleurs en 2021, le Groupe Crédit Agricole a présenté un plan programme, dans le cadre de son Projet Sociétal, décliné en 10 engagements ambitieux pour le climat, la cohésion et l'inclusion sociale, et l'agriculture, au cœur de ses activités.

Le premier volet de ce plan programme vise à **agir pour le climat et la transition vers une économie bas carbone** via :

- 1. L'atteinte de la neutralité carbone d'ici 2050 sur notre empreinte propre et sur nos portefeuilles d'investissement et de financement.** Les métiers du Groupe se sont inscrits dans tous les engagements collectifs pris par les grandes institutions financières, en rejoignant alliances métiers pour contribuer à la neutralité carbone en 2050. Ces engagements sont complétés par des engagements spécifiques dès 2022 : arrêt total de tout financement de projet directement lié à l'extraction d'hydrocarbures non conventionnels dès janvier 2022 ; protection de la zone Arctique où nous excluons tout financement direct de projet pétrolier et gazier ; baisse significative de notre exposition à l'extraction de pétrole de 20% d'ici 2025 ; pour l'investissement, d'ici 2025, 100% des fonds ouverts en gestion active d'Amundi, représentant aujourd'hui 400 Mds€, auront pour objectif une meilleure notation en matière de transition énergétique que celle de leur univers de référence. Par ailleurs, le Groupe se mobilise pour le financement des énergies renouvelables. Déjà parmi les leaders mondiaux des émissions de green bonds et 1er financeur en France des énergies renouvelables, le Crédit Agricole souhaite démultiplier son impact : 20Mds€ engagés d'ici à 2025, via Amundi, dans des fonds qui investiront dans des entreprises qui contribuent positivement à la performance environnementale ou sociétale (Fonds à impact article 9 SFDR) ; Doublement de la capacité de production des installations d'énergies renouvelables financées par Crédit Agricole Assurances pour atteindre les 10,5 GW à horizon 2025, soit la consommation moyenne en énergie de 4 millions de foyers ; Croissance de 60% de l'exposition de Crédit Agricole CIB d'ici 2025 aux énergies non carbonées et accélération du développement de sa plateforme dédiée au conseil et aux financements des projets hydrogène ; Croissance de 50% du financement de projets d'énergies renouvelables en France à horizon 2025 par Unifergie, filiale de Crédit Agricole Leasing & factoring, soit 1 projet sur 3 en France ; Inscription de la transition énergétique au cœur du schéma directeur immobilier pour compte propre (Crédit Agricole Immobilier). Enfin, le Groupe vise à rendre accessible l'épargne responsable, en lançant une gamme de livrets d'épargne « vert » dès 2022 et un plan d'épargne « vert » dès 2023.
- 2. Le conseil et l'accompagnement de 100% de nos clients dans leur transition énergétique** via notamment les offres Agilauto, permettant d'accéder aux véhicules propres, ou l'offre « J'écorénove mon logement », ou encore, pour les clients professionnels et entreprises des Caisses régionales, la

⁵ Quand une méthodologie ESG est applicable

⁶ Marché des sofergies de l'ASF ; source CALEF 2021

⁷ Classement le Figaro 2020

plateforme « Objectif Transition Energétique ». Le Crédit Agricole s’engage également à utiliser son réseau d’agences pour équiper le territoire en bornes de rechargement

3. **L’intégration des critères extra-financiers** dans l’analyse de tous les financements entreprises et agriculteurs.

Le deuxième volet de ce plan programme ambitionne de **renforcer la cohésion et l’inclusion sociale**, et ceci via :

4. **La proposition d’une gamme d’offres n’excluant aucun client, pour favoriser l’inclusion sociale et numérique et s’adapter aux évolutions économiques et sociétales**, notamment avec la démarche « Bien vivre à domicile » pour les clients seniors, amplifiée avec une offre digitale et humaine proposant un diagnostic simplifié pour les aidants et un bouquet de services pour les aidants, et EKO Assurances pour rendre accessible à tous l’assurance au quotidien (logement, mobilité), sans rogner sur la qualité des garanties essentielles.
5. La contribution à **redynamiser les territoires les plus fragilisés** et à réduire les **inégalités sociales** en favorisant l’emploi, les solidarités, l’accès aux biens et services essentiels ainsi qu’au numérique
6. La mobilisation du Groupe pour **l’insertion des jeunes par l’emploi et la formation, notamment** en accueillant et formant 50 000 jeunes d’ici 2025 en France et à l’international, notamment via des alternances et des stages
7. **L’amplification de la mixité et de la diversité** dans toutes les entités de Crédit Agricole ainsi qu’au sein de sa gouvernance, avec une approche coordonnée et globale pour viser l’exemplarité dans nos politiques sociétales, et notamment avec l’engagement à atteindre entre 30% et 40% de femmes parmi les cadres supérieurs à horizon 2025 selon les entités de Crédit Agricole S.A, ou encore à former 100% des collaborateurs et élus du Groupe aux enjeux liés à la RSE.

Le troisième et dernier volet de ce plan programme vise **la réussite des transitions agricole et alimentaire** avec :

8. L’accompagnement de l’évolution des techniques **vers un système agro-alimentaire compétitif et durable**. Le Crédit Agricole lance ainsi un fonds de private equity et de dette paneuropéen avec un objectif de 1 milliard d’euros.
9. **L’accompagnement de l’agriculture française pour lui permettre de contribuer pleinement à la lutte contre le changement climatique**. Dans ce cadre, dès 2022, le Groupe va explorer l’utilité d’une plate-forme française d’échange de crédits carbone de la ferme France, et va accompagner tous les projets de place et locaux contribuant à décarboner l’agriculture.
10. **La contribution au renforcement de la souveraineté alimentaire** en facilitant l’installation de nouvelles générations d’agriculteurs en déployant des livrets d’épargne vert et en proposant des plateformes de circuit-court.

A noter enfin qu'au 31/12/2021, les mix énergétiques des portefeuilles énergie des activités de financement des grandes entreprises, des activités de gestion d'actifs, des activités d'investissements liés aux contrats d'assurances vie et des activités de financement des PME-ETI sont les suivants⁸ (voir page 67 du DEU 2020 pour une explication méthodologique sur le périmètre)

- Activité de financement des grandes entreprises: charbon 348 millions d'euros, pétrole 6 722 millions d'euros, gaz 5 166 millions d'euros, nucléaire 137 millions d'euros, énergies renouvelables 4 834 millions d'euros⁹.
- Activité de gestion d'actifs: charbon 1 202 millions d'euros, pétrole 25 090 millions d'euros, gaz 11 905 millions d'euros, nucléaire 3 556 millions d'euros, énergies renouvelables 3 224 millions d'euros en lien avec l'évolution des marchés et des encours¹⁰.
- Investissements liés aux contrats d'assurances vie: énergies fossile 8 084 millions d'euros, nucléaire 1 525 millions d'euros, énergies renouvelables 4 025 millions d'euros¹¹.
- Activité de financement des PME-ETI : énergies fossiles 123 millions d'euros, énergies renouvelables 268 millions d'euros¹².

Les données 2020 et 2019 ont été retraitées par rapport aux chiffres publiés dans la DPEF du DEU 2020 pour intégrer la révision du processus d'identification des engagements énergétiques. Ces chiffres obtenus via la plateforme Greenway partent d'un périmètre de financement de 178 milliards d'euros à fin 2021 et de d'un périmètre d'investissement de 482 milliards d'euros.

Modèle de développement du Groupe

Les objectifs financiers annoncés pour Crédit Agricole S.A. dans le cadre du Plan Moyen Terme à horizon 2022 ont été atteints avec un an d'avance :

- Le résultat net part du groupe sous-jacent est supérieur à l'objectif de 5 milliards d'euros atteignant 5,4 milliards d'euros en sous-jacent en 2021

⁸ Présentation du cadre méthodologique. Les données 2019, 2020 et 2021 liées à l'exposition charbon et au mix énergétique ont été estimées grâce à la Plateforme GreenWay. La méthode d'estimation est la suivante :

- Pour les financements dédiés : la totalité de l'encours du bilan est comptabilisé ;
- Pour les investissements et les financements non dédiés : les encours du bilan sont pondérés par la répartition du chiffre d'affaires de la contrepartie. Ainsi une correspondance est effectuée entre des données internes (encours) et externes (répartition des chiffres d'affaires des entreprises par énergie produite, provenant de « Trucost S&P », à fin 2021).

Pour l'activité de gestion d'actifs : ces données ont été estimées en considérant l'exposition indirecte (pourcentage du chiffre d'affaires des entreprises investies réalisés dans les énergies). Pour y parvenir, nous avons utilisé les données publiques disponibles à fin 2021. Les données portent sur les actifs en gestion passive et en gestion active mais excluent la gestion déléguée (dans le cadre des joint-ventures ou gestion sous mandats de la gestion privée) ainsi que les encours Amundi Immobilier, représentant 72 % des encours totaux de l'activité de gestion d'actifs. Sur ce périmètre, les données Trucost couvrent 482 milliards d'euros d'encours hors filiale.

Pour l'activité de financement des grandes entreprises : ces données ont été estimées en considérant à la fois les financements directs d'actifs dédiés et les expositions indirectes dans la production d'énergie calculées sur la base du chiffre d'affaires des clients. Pour y parvenir, nous avons utilisé les données publiques disponibles à fin 2021. Sont comptabilisés tous les financements au bilan de l'activité de financement des grandes entreprises (seuls les encours à l'actif du bilan sont repris). Sur ce périmètre, les données Trucost couvrent 178,3 milliards d'euros de financements.

Pour l'activité investissements liés aux contrats d'assurances vie : ces données ont été estimées en considérant les fonds hors UC (pourcentage du chiffre d'affaires des clients réalisés dans les énergies). Les données portent sur les investissements cotés gérés en direct, les investissements cotés gérés sous mandat et les investissements non cotés gérés en direct. Les activités d'investissements en assurance vie gérés en gestion d'actifs peuvent englober des actifs déjà comptés dans la section activité de gestion d'actifs.

Pour l'activité de financement des PME-ETI : ces données ont été estimées en considérant les financements directs d'actifs dédiés dans la production d'énergie des PME-ETI. Pour y parvenir, sont utilisés les codifications NAF et les données des outils de gestion de l'activité de financement des PME-ETI.

⁹ Activité de financement des grandes entreprises en 2020 : charbon 311 millions d'euros, pétrole 5 953 millions d'euros, gaz 5 314 millions d'euros, nucléaire 65 millions d'euros, énergies renouvelables 4 004 millions d'euros ; et en 2019 : charbon 370 millions d'euros, pétrole 6 746 millions d'euros, gaz 4 693 millions d'euros, nucléaire 61 millions d'euros ; énergies renouvelables 3 162 millions d'euros.

¹⁰ Activité de gestion d'actifs en 2020 : charbon 750 millions d'euros, pétrole 18 715 millions d'euros, gaz 9 891 millions d'euros, nucléaire 2 898 millions d'euros, énergie renouvelable 2 682 millions d'euros ; et en 2019 : charbon 714 million d'euros, pétrole 20 838 millions d'euros, gaz 10 149 millions d'euros, nucléaire 2 763 millions d'euros, énergie renouvelable 2 162 millions d'euros.

¹¹ Investissements liés aux contrats d'assurance-vie en 2020 : énergie fossile 8 006 millions d'euros, nucléaire 1 895 millions d'euros, énergie renouvelable 2 664 millions d'euros ; et en 2019 : énergie fossile 7 570 millions d'euros, nucléaire 1 987 millions d'euros, énergie renouvelable 2 100 millions d'euros

¹² Activité de financement des PME-ETI en 2020 : énergie fossile 114 millions d'euros, énergie renouvelable 241 millions d'euros ; et en 2019 : énergie fossile 65 millions d'euros, énergie renouvelable 224 millions d'euros .

- Le coefficient d'exploitation sous-jacent hors FRU dépasse son objectif de 60%, atteignant 57,8% en sous-jacent dès 2021
- Le ROTE sous-jacent s'établit à 13,1% en 2021, supérieur à son objectif, fixé à 11%
- LE CET1 non phasé atteint 11,9% en 2021, supérieur à sa cible de pilotage à 11%
- L'engagement de distribution de 50% du résultat tout au long du Plan Moyen Terme aura été tenu malgré l'interdiction réglementaire de distribuer des dividendes au titre de l'année 2019. Ainsi en 2021, le dividende s'établit à 1,05 euros par action, incluant 20 centimes au titre du rattrapage sur le dividende 2019 non distribué (sur 40 centimes).

Par ailleurs, Crédit Agricole SA a su faire preuve d'agilité dans la gestion de son capital tout au long du Plan Moyen Terme débouclant 100% de la garantie switch¹³, simplifiant ainsi la structure capitalistique de Crédit Agricole SA, et consacrant 4,3 milliards d'euros au total en 2019, 2020 et 2021 à des acquisitions¹⁴, recevant 2,3 milliards d'euros sur la même période au titre de cessions¹⁵, et signant huit nouveaux partenariats stratégiques sur cette durée¹⁶. L'impact en CET1 des acquisitions menées en 2019, 2020 et 2021, net de l'impact des cessions sur la même période, est environ de -50 points de base.

Dans le cadre du développement à moyen terme des métiers, Crédit Agricole SA a par ailleurs, cette année, affirmé ses ambitions européennes sur la mobilité, et ce plus particulièrement dans le métier services financiers spécialisés. Le Crédit Agricole et Stellantis ont en effet annoncé en décembre 2021 souhaiter s'allier en 2023 pour créer un leader européen de la location longue durée. CACF deviendrait le partenaire exclusif de Stellantis sur la location longue durée, et la co-entreprise aurait pour objectif de gérer une flotte de plus d'un million de véhicules en parc d'ici 2026. Ce projet de partenariat exclusif entre CACF et Stellantis permettrait d'intégrer immédiatement le top 5 des acteurs de la location longue durée en Europe et offre un potentiel de croissance supplémentaire des revenus, sur un segment rentable dont CACF était globalement absent jusqu'à présent. Par ailleurs, en parallèle de ce partenariat, CACF a annoncé souhaiter développer en propre un acteur paneuropéen multimarque du financement automobile, de la location et de la mobilité, s'appuyant sur l'expertise de FCA Bank et de Leasys Rent, repris à 100% en 2023, avec un objectif de 10 milliards d'euros d'encours en 2026. Cette nouvelle entité proposerait des offres en marques blanches et s'adresserait aux constructeurs, concessionnaires et acteurs de location courte durée et des plateformes indépendantes en distribution directe. A cet égard, CACF est entré au capital de Cosmobilis, premier distributeur automobile français en Europe, en investissant 100 millions d'euros. Enfin, l'offre de location longue durée de CACF et CAL&F à destination du réseau de distribution des banques de proximité du Groupe s'est structurée via la création de CA Mobility, une joint-venture entre CACF et CALF, avec un objectif de 100 000 véhicules d'ici 2026. L'ensemble de ces opérations conforte l'objectif de 15% de RONE de CACF en 2023¹⁷ pour un impact CET1 globalement neutre au niveau de Crédit Agricole SA.

¹³ Impact résultat en année pleine de 104m€ du déblocage des derniers 50% au T4-21 (-60pb sur le CET1 CASA)

¹⁴ Creval, Lyxor, Sabadell AM, Linxo, Santander Securities Services, KAS Bank, GNB Seguros, Pro Family, Olinn notamment

¹⁵ IWM Miami, CA Bank Romania, Banque Saudi Fransi notamment. Le chiffre intègre l'impact de la cession d'une part minoritaire du capital de CACEIS auprès de Santander lié à l'acquisition de Santander Securites Services.

¹⁶ Dont Europ Assistance, Abanca, Santander, Sabadell AM, Bank of China, Société Générale (avec Azqore), BNY Mellon (avec Amundi Technology)

¹⁷ Objectif annoncé dès l'investor day Consumer Finance en décembre 2020

Résultats du Groupe

Au quatrième trimestre 2021, le résultat net part du Groupe publié du Groupe Crédit Agricole ressort à **2 354 millions d'euros**, contre 530 millions d'euros au quatrième trimestre 2020, soit une multiplication par 4,4. Les **éléments spécifiques** de ce trimestre ont eu un **effet net positif de 44 millions d'euros sur le résultat net part du Groupe**.

Les **éléments spécifiques** de ce trimestre comprennent les éléments de volatilité comptable récurrents en produit net bancaire, à savoir le DVA (*Debt Valuation Adjustment*, soit les gains et pertes sur instruments financiers liés aux variations du spread émetteur du Groupe) pour +1 millions d'euros en résultat net part du Groupe, la couverture de portefeuille de prêts en Grandes Clientèles pour +3 millions d'euros en résultat net part du Groupe, la provision Epargne logement pour +83 millions d'euros en résultat net part du Groupe. A ces éléments récurrents, s'ajoutent des éléments comptabilisés dans les résultats de CA Italia au titre de Creval : finalisation de l'enregistrement du badwill net pour +101 millions d'euros en résultat net part du groupe, enregistrement d'impôts différés actifs (IDA) hors-bilan pour +89 millions d'euros en résultat net part du groupe, des frais de mise à niveau des infrastructures technologiques et de migration IT pour Creval, à hauteur de -13 millions d'euros en résultat net part du groupe, et d'autres ajustements divers Creval pour -12 millions d'euros en résultat net part du groupe. A ces éléments s'ajoutent des actions d'amélioration de la qualité des actifs de CA Italia, incluant l'impact de la cession d'un portefeuille brut de 1,5 milliard d'euros et des provisions complémentaires sur le portefeuille de CA Italia pour -180 millions d'euros en résultat net part du groupe, le lancement d'un plan RH *Next Generation* pour CA Italia et le plan de sauvegarde pour l'emploi associé pour -109 millions d'euros en résultat net part du groupe, la contribution exceptionnelle au plan de sauvegarde des banques Italiennes pour -14 millions en résultat net part du groupe, et les gains « Affrancamento » liés à des dispositions fiscales exceptionnelles en Italie pour la revalorisation extra-comptable des écarts d'acquisition et leur amortissement pour +50 millions d'euros en résultat net part du Groupe au titre de CA Italia. Sont également comptabilisés en éléments spécifiques les coûts d'acquisition Lyxor pour -8 millions d'euros en résultat net part du groupe en gestion d'actifs, les coûts de transformation liés au projet Turbo, plan de transformation et d'évolution Caceis pour -12 millions d'euros en résultat net part du groupe en services financiers aux institutionnels, et enfin les gains « Affrancamento » en services financiers spécialisé au titre d'AGOS pour +66 millions d'euros en résultat net part du Groupe.

Les éléments spécifiques du quatrième trimestre 2020 s'élevaient à -899 millions d'euros en impact résultat net part du Groupe, et comprenaient la dépréciation d'écart d'acquisition de CA Italia, avec un effet négatif de -884 millions d'euros sur le résultat net part du Groupe. Etaient également classés en éléments spécifiques le déclassement d'entités en cours de cession (CACF NL, CA Bank Romania) et le projet de cession en cours des activités de Banque privée à Miami et au Brésil, pour un total de -97 millions d'euros sur le résultat net part du groupe, répartis entre d'une part -66 millions d'euros au titre de CACF NL et -7 millions d'euros au titre de CA Bank Romania, et d'autre part -24 millions d'euros au titre de la Banque privée. Les éléments spécifiques comprenaient également des contributions exceptionnelles liées à la crise Covid-19 : la contribution exceptionnelle de CAA sur les cotisations de complémentaire santé pour -15 millions d'euros en résultat net part du groupe, et la contribution exceptionnelle de CA Italia au plan de sauvegarde des banques italiennes pour -7 millions d'euros. Etaient également classée en éléments spécifiques la reprise de provision sur l'amende AGCM (autorité de la concurrence italienne) adressée à FCA Bank pour +89 millions d'euros. L'impact du retour à meilleure fortune suite à l'activation du Switch 2 était neutralisé au niveau du Groupe. A ces éléments s'ajoutaient les éléments de volatilité comptable récurrents, avec un effet net positif de +19 millions d'euros en résultat net part du Groupe, à savoir le DVA (*Debt Valuation Adjustment*, soit les gains et pertes sur instruments financiers liés aux variations du spread émetteur du Groupe) pour +13 millions d'euros, la couverture de portefeuille de prêts en Grandes clientèles pour -21 millions d'euros et les variations de provisions épargne logement pour +26 millions d'euros.

Hors ces éléments spécifiques, le **résultat net part du Groupe sous-jacent¹⁸ du Groupe Crédit Agricole au quatrième trimestre 2021** atteint **2 311 millions d'euros**, en hausse de +61,7% sur un an. La hausse du

¹⁸ Sous-jacent, hors éléments spécifiques. Cf. plus de détails sur les éléments spécifiques en Annexes.

résultat net part du groupe sous-jacent trimestrielle est de +882 millions d'euros, portée par la hausse du résultat brut d'exploitation trimestriel pour +475 millions d'euros, ainsi que par l'effet positif de la réduction du coût du risque de +454 millions d'euros.

Résultats consolidés du Groupe Crédit Agricole au T4-2021 et au T4-2020

| En m€ | T4-21 publié | Eléments spécifiques | T4-21 sous- jacent | T4-20 publié | Eléments spécifiques | T4-20 sous- jacent | Δ T4/T4 publié | Δ T4/T4 sous-jacent |
|---|-----------------|-------------------------|--------------------------|-----------------|-------------------------|--------------------------|-------------------|------------------------|
| Produit net bancaire | 9 500 | 120 | 9 380 | 8 665 | 5 | 8 660 | +9,6% | +8,3% |
| Charges d'exploitation hors FRU | (6 109) | (297) | (5 812) | (5 585) | (18) | (5 567) | +9,4% | +4,4% |
| FRU | - | - | - | - | - | - | ns | ns |
| Résultat brut d'exploitation | 3 391 | (177) | 3 568 | 3 080 | (13) | 3 093 | +10,1% | +15,4% |
| Coût du risque de crédit | (783) | (319) | (464) | (919) | 0 | (919) | (14,7%) | (49,5%) |
| Sociétés mises en équivalence | 92 | - | 92 | 163 | 89 | 74 | (43,4%) | +25,0% |
| Gains ou pertes sur autres actifs | 10 | - | 10 | (26) | - | (26) | ns | ns |
| Variation de valeur des écarts d'acquisition | 119 | 119 | 0 | (965) | (965) | - | ns | ns |
| Résultat avant impôt | 2 829 | (376) | 3 205 | 1 334 | (889) | 2 223 | x 2,1 | +44,2% |
| Impôt | (269) | 438 | (707) | (634) | 4 | (638) | (57,5%) | +10,8% |
| Rés. net des activ. arrêtées ou en cours de cession | 4 | - | 4 | (91) | (98) | 7 | ns | (44,7%) |
| Résultat net | 2 564 | 61 | 2 503 | 609 | (983) | 1 592 | x 4,2 | +57,2% |
| Intérêts minoritaires | (210) | (18) | (192) | (80) | 84 | (163) | x 2,6 | +17,5% |
| Résultat net part du Groupe | 2 354 | 44 | 2 311 | 530 | (899) | 1 429 | x 4,4 | +61,7% |
| Coefficient d'exploitation hors FRU (%) | 64,3% | | 62,0% | 64,5% | | 64,3% | -0,2 pp | -2,3 pp |

Au quatrième trimestre 2021, le **produit net bancaire sous-jacent** est en hausse de +8,3% par rapport au quatrième trimestre 2020, à 9 380 millions d'euros, grâce à une activité soutenue dans tous les métiers. A périmètre constant¹⁹, le produit net bancaire sous-jacent est en hausse de +7,2% par rapport au quatrième trimestre 2020. Le pôle Gestion d'épargne et Assurance affiche une baisse de ses revenus à -2,9% (-48 millions d'euros), en lien avec la gestion prudente de la marge financière et le provisionnement prudent des risques techniques en assurances, et malgré des commissions de gestion dynamiques en gestion d'actifs, en lien avec des conditions de marché favorables et une collecte dynamique. Les revenus du pôle Grande Clientèle sont en croissance de +8,6% par rapport au quatrième trimestre 2020 (+123 millions d'euros), les revenus en banque de marché se normalisant dans un contexte de faible demande des clients. Cet effet a été partiellement compensé par une forte croissance des revenus en financements structurés et banque commerciale et des commissions de transactions en Services financiers aux institutionnels dynamiques. Les revenus des Services Financiers Spécialisés croissent de +4,9%, CACF bénéficiant d'une hausse de la production commerciale et de l'équipement en assurances, et CALF bénéficiant d'une activité dynamique en leasing et factoring. En Banque de proximité en France, les Caisses régionales enregistrent une hausse des revenus de +6,6%, par rapport au quatrième trimestre 2020, et LCL de +3,0%. En Banque de Proximité à l'International, CA Italia enregistre une forte croissance de ses revenus ce trimestre liée principalement à l'effet de la consolidation depuis le mois de mai 2021 de Credito Valtellinese (+21,8%). Outre cet effet périmètre, les revenus sont impactés négativement par la sortie des encours (cessions de créance) et la pression sur la marge d'intérêt et positivement par des commissions en hausse sur l'épargne gérée et les encours. La Banque de Proximité à l'International hors Italie enregistre une hausse des revenus de +10,6%, portés notamment par le dynamisme de l'activité chez CA Pologne et CA Ukraine.

Les **charges d'exploitation sous-jacentes hors contribution au fonds de résolution unique (FRU)** sont en hausse de +4,4% au quatrième trimestre 2021 par rapport au quatrième trimestre 2020, pour s'établir à

¹⁹ Entités exclues en 2021 : Creval, CACF NL, CA Serbie, La Médicale, et, pour Amundi, Sabadell AM, Amundi BOC, Fund Channel, Anatec.; Entités exclues / ajustés en 2020 : CA Serbie, La Médicale, CACEIS (consolidation pro-forma).

5 812 millions d'euros. A périmètre constant²⁰, les charges d'exploitation sous-jacentes hors FRU sont en hausse de +3,0% par rapport au quatrième trimestre 2020. Le pôle Gestion de l'épargne et Assurances voit ses charges diminuer de -2,4% en lien avec des effets périmètre (intégration de Sabadell AM, la création de Amundi Bank of China, Fund Channel et Anatec) et comptables (déclassement de La Médicale en IFRS5 suite à la signature de l'accord de cession avec Generali). Hors effet périmètre, elles sont en hausse de +3,1% en raison de la poursuite des investissements, notamment pour le développement de Amundi Technology. Dans le pôle Grandes clientèles, les charges augmentent, principalement en lien avec les investissements informatiques, à hauteur de +5,2%. Les Services financiers spécialisés affichent une hausse de +8,9% en ligne avec l'activité. Le pôle Banques de proximité en France affiche une hausse de +1,1% des charges par rapport au quatrième trimestre 2020 à 2 941 millions d'euros. Le pôle Banque de proximité à l'international affiche une hausse des charges de +29,7% suite à l'intégration de Creval et des charges stables hors Creval et hors contribution au fonds de dépôt des garanties italien (FITD).

Au global, le Groupe affiche une amélioration du **coefficient d'exploitation sous-jacent hors FRU** à -2,3 points de pourcentage, celui-ci s'établissant à 62,0% sur le quatrième trimestre 2021.

Le **résultat brut d'exploitation sous-jacent** affiche donc une hausse de +15,4% à 3 568 millions d'euros par rapport au quatrième trimestre 2020. A périmètre constant²⁰, le résultat brut d'exploitation croît de +14,8% par rapport au quatrième trimestre 2020.

Le **coût du risque de crédit sous-jacent**, hors impact de la cession de créances de CA Italia et d'un provisionnement complémentaire du portefeuille de CA Italia (319 millions d'euros) est en baisse, à -464 millions d'euros (dont -97 millions d'euros de coût du risque sur encours sains (niveau 1 et 2), et -360 millions d'euros de coût du risque de niveau 3) contre -919 millions d'euros au quatrième trimestre 2020, soit une baisse de -49% par rapport au quatrième trimestre 2020. Par rapport au troisième trimestre 2021, où il s'élevait à -403 millions d'euros, il est en hausse de +15%.

La baisse du coût du risque ce trimestre est marquée sur la Banque de financement (-90% où il s'élève à -12 millions d'euros contre -121 millions d'euros au quatrième trimestre 2020) et chez LCL (-39% où il s'élève à -54 millions d'euros contre -89 millions d'euro au quatrième trimestre 2020).

A noter que le coût du risque est en hausse sur CA Italia de +4% en comparaison au quatrième trimestre 2020 et de +48% en comparaison au troisième trimestre 2021 et s'élève -118 millions d'euros, du fait de l'alignement ce trimestre des modèles de provisions des encours sains de Creval sur les pratiques de Crédit Agricole Italia et de provisions complémentaires liées aux cessions de créances douteuses.

Le coût du risque sur encours sains est en baisse significative de -85% par rapport au quatrième trimestre 2020, une tendance liée à l'évolution de la crise sanitaire, une baisse qui est particulièrement marquée au niveau de CA Italia (en reprise à +8 millions d'euros au quatrième trimestre 2021 contre une dotation de -22 millions d'euros au quatrième trimestre 2020) et de LCL (coût du risque sur encours sains en reprise à +9 millions d'euros au quatrième trimestre 2021 contre une dotation +60 millions d'euros au quatrième trimestre 2020). Le provisionnement pour coût du risque avéré est en hausse modérée de +8% à -360 millions d'euros au quatrième trimestre 2021 contre -334 millions d'euros au quatrième trimestre 2020, notamment au niveau de la banque de détail en France (hausse respective de +89% et +77% pour les Caisses régionales et LCL en lien avec le passage en niveau 3 de dossiers ponctuels). Au total sur l'année 2021, le coût du risque s'élève à 1 849 millions d'euros et est en baisse de -49% par rapport à l'année 2020.

Les niveaux de provisionnement ont été déterminés ce trimestre en tenant compte de **plusieurs scénarios économiques pondérés**. Ils incluent un scénario favorable (PIB à +6,0% en France en 2022, +2,7% en 2023) et un scénario moins favorable (PIB à +3,0% en France en 2022 et +0,9% en 2023). Du fait d'incertitudes macroéconomiques qui n'étaient pas prises en compte dans les scénarios économiques (évolution de la situation sanitaires, inflation, ajustement de taux...), un complément exceptionnel de provisions sur encours sains et dépréciés (coût du risque de niveau 1&2) de 88 millions d'euros a été enregistré ce trimestre en coût du risque

²⁰ Entités exclues en 2021 : Creval, CACF NL, CA Serbie, La Médicale, et, pour Amundi, Sabadell AM, Amundi BOC, Fund Channel, Anatec.; Entités exclues / ajustés en 2020 : CA Serbie, La Médicale, CACEIS (consolidation pro-forma).

(dont 44 millions d'euros pour la BFI, 17 millions d'euros pour LCL, 22 millions d'euros pour CACF et 5 millions d'euros pour CALF).

Le coût du risque sur encours²¹ sur quatre trimestres glissants poursuit sa normalisation et atteint 18 points de base (en baisse de -20 points de base par rapport au quatrième trimestre 2020 et en baisse de -5 points de base par rapport au troisième trimestre 2021). **Il atteint également 18 points de base en vision trimestrielle annualisée²²** (contre 37 points de base au quatrième trimestre 2020 et 16 au troisième trimestre 2021).

La qualité des actifs demeure très satisfaisante : le taux de créances douteuses est à 2,0% à fin décembre 2021 pour le Groupe Crédit Agricole, en baisse de 0,3 point de pourcentage par rapport à décembre 2020 et de 0,2 point de pourcentage par rapport à septembre 2021 ; et le taux de couverture s'améliore de +3,6 point de pourcentage par rapport à décembre 2020 et s'élève à 87,5% à fin décembre 2021. Le stock de provisions atteint 18,9 milliards d'euros à fin décembre 2021, dont 39% portent sur les encours sains (niveau 1 & 2), contre 29% fin 2019 soit une augmentation de 2,0 milliards d'euros entre fin 2019 et fin 2021.

Le **résultat avant impôt sous-jacent s'établit à 3 205 millions d'euros**, en hausse de +44,2% par rapport au quatrième trimestre 2020. Outre les variations explicitées ci-dessus, le résultat avant impôt sous-jacent intègre la contribution des sociétés mises en équivalence pour 92 millions d'euros (en hausse de +25,0% portés par les bonnes performances des entités mises en équivalence chez Amundi et CACF) ainsi que le résultat net sur autres actifs qui atteint 10 millions ce trimestre, contre -26 millions d'euros au quatrième trimestre 2020. La **charge d'impôt sous-jacente est en hausse de +10,8%** sur la période, sous l'effet de la hausse du résultat avant impôt sous-jacent, compensé par un taux d'impôt sous-jacent ressortant à 22,7%, en diminution par rapport au quatrième trimestre 2020 (29,7%). Au demeurant, le taux d'impôt est toujours peu représentatif en vision trimestrielle. Le résultat net sous-jacent avant déduction des minoritaires est en hausse de +57,2%, pour s'établir à 2 503 millions d'euros. Les intérêts minoritaires augmentent de +17,5%. Enfin, le résultat net part du Groupe sous-jacent, à 2 311 millions d'euros, ressort en hausse significative par rapport au quatrième trimestre 2020 (+61,7%).

²¹ Le coût du risque sur encours (en points de base) sur quatre trimestres glissants est calculé sur la base du coût du risque des quatre derniers trimestres auquel est rapporté la moyenne des encours de début de période des quatre derniers trimestres

²² Le coût du risque sur encours (en point de base) annualisé est calculé sur la base du coût du risque du trimestre multiplié par quatre auquel est rapporté l'encours de début de période du trimestre

Résultats consolidés du Groupe Crédit Agricole en 2021 et en 2020

| En m€ | 2021 publié | Eléments spécifiques | 2021 sous-jacent | 2020 publié | Eléments spécifiques | 2020 sous-jacent | Δ 2021/2020 publié | Δ 2021/2020 sous-jacent |
|---|----------------|-------------------------|---------------------|----------------|-------------------------|---------------------|--------------------------|----------------------------|
| Produit net bancaire | 36 822 | 92 | 36 730 | 33 596 | (439) | 34 035 | +9,6% | +7,9% |
| Charges d'exploitation hors FRU | (22 602) | (347) | (22 255) | (21 266) | (96) | (21 169) | +6,3% | +5,1% |
| FRU | (479) | 185 | (664) | (562) | - | (562) | (14,7%) | +18,2% |
| Résultat brut d'exploitation | 13 741 | (70) | 13 812 | 11 768 | (536) | 12 304 | +16,8% | +12,3% |
| Coût du risque de crédit | (2 193) | (344) | (1 849) | (3 651) | 0 | (3 651) | (39,9%) | (49,4%) |
| Sociétés mises en équivalence | 392 | 5 | 387 | 419 | 89 | 330 | (6,6%) | +17,3% |
| Gains ou pertes sur autres actifs | (27) | (15) | (12) | 52 | - | 52 | ns | ns |
| Variation de valeur des écarts d'acquisition | 497 | 497 | 0 | (968) | (965) | (3) | ns | ns |
| Résultat avant impôt | 12 409 | 73 | 12 337 | 7 620 | (1 411) | 9 031 | +62,9% | +36,6% |
| Impôt | (2 463) | 616 | (3 079) | (2 165) | 152 | (2 317) | +13,7% | +32,9% |
| Rés. net des activ. arrêtées ou en cours de cession | 6 | 3 | 3 | (262) | (268) | 6 | ns | (57,0%) |
| Résultat net | 9 953 | 692 | 9 261 | 5 193 | (1 528) | 6 720 | +91,7% | +37,8% |
| Intérêts minoritaires | (852) | (104) | (748) | (504) | 87 | (591) | +69,1% | +26,6% |
| Résultat net part du Groupe | 9 101 | 589 | 8 512 | 4 689 | (1 440) | 6 129 | +94,1% | +38,9% |
| Coefficient d'exploitation hors FRU (%) | 61,4% | | 60,6% | 63,3% | | 62,2% | -1,9 pp | -1,6 pp |

Sur l'ensemble de l'année 2021, le résultat net part du Groupe publié est de 9 101 millions d'euros, contre 4 689 millions d'euros sur l'année 2020, soit un résultat net part du groupe publié qui a augmenté de +94,1%.

Les éléments spécifiques pour l'année 2021 ont eu un effet positif de +589 millions d'euros sur le résultat net part du Groupe publié. S'ajoutant aux éléments du quatrième trimestre déjà mentionnés *supra*, les éléments des neuf premiers mois 2021 avaient eu un impact positif de +545 millions d'euros et correspondaient également aux éléments de volatilité comptable récurrents, à savoir le DVA pour +4 millions d'euros, les couvertures de portefeuilles de prêts en Grandes clientèles pour -15 millions d'euros et les variations de la provision Epargne Logement pour -7 millions d'euros ainsi que le trop versé des contributions au titre du FRU sur les exercices à 2016 à 2020 pour +185 millions d'euros, l'enregistrement d'un badwill net provisoire sur Creval pour +321 millions d'euros en résultat net part du Groupe, un provisionnement complémentaire des encours sains des créances Creval pour -21 millions d'euros, des gains Affrancamento au sein des métiers Gestion de l'épargne et de l'assurance, Banque de proximité à l'international et Services financiers spécialisés pour un total de +116 millions d'euros, les frais d'acquisition de Creval pour -9 millions d'euros, les frais d'intégration de Creval pour -4 millions d'euros, le déclassement de la Serbie en actifs en cours de cession pour -4 millions d'euros, les coûts de transformation liés au projet Réseau LCL Nouvelle Génération, nouveau regroupement d'agences chez LCL et au projet Turbo, plan de transformation et d'évolution Caceis pour un total de -20 millions d'euros, les coûts d'intégration de Kas Bank et S3 par CACEIS pour -2 millions d'euros et les pertes sur les activités de gestion de fortune à Miami et au Brésil en cours de cession pour -1 million d'euros au sein du métier Gestion de fortune.

Les éléments spécifiques de l'année 2020 avaient eu un impact de -1 440 millions d'euros sur le résultat net part du Groupe. Par rapport à ceux du quatrième trimestre 2020 déjà mentionnés *supra*, ils ont eu un impact de -541 millions d'euros sur le résultat net part du Groupe sur les neuf premiers mois 2020, soit les éléments de volatilité comptable récurrents, à savoir le DVA pour -5 millions d'euros, les couvertures de portefeuilles de prêts en Grandes clientèles pour +28 millions d'euros et les variations de la provision Epargne Logement pour -134 millions d'euros, les coûts d'intégration/ acquisition de Kas Bank et S3 par CACEIS pour -6 millions d'euros, ainsi que l'impact des dons solidaires liés au Covid-19 pour -225 millions d'euros et les déclassements d'actifs en cours de cession (CACF NL, Bankoa, Roumanie) pour -170 millions d'euros.

Hors ces éléments spécifiques, le résultat net part du Groupe sous-jacent ressort à 8 512 millions d'euros, en hausse de +38,9% par rapport à 2020.

Le **produit net bancaire sous-jacent** augmente de **+7,9%** par rapport à 2020. Outre un effet périmètre de 419 millions d'euros lié essentiellement²³ à l'intégration de Creval dès le deuxième trimestre 2021 au sein de la Banque de Proximité à l'International, et à au retraitement de CACF NL suite à sortie de statut IFRS 5²⁴, le produit net bancaire sous-jacent a cru de **+8,7%** à périmètre constant. Cette hausse des revenus résulte principalement du dynamisme de l'activité des métiers. Plus précisément : pour le pôle Gestion de l'épargne et assurance, des commissions de gestion dynamiques en gestion d'actifs ayant bénéficié tant d'un effet marché favorable que d'une collecte dynamique, ainsi que d'une gestion prudente de la marge financière et un provisionnement prudent des risques techniques en Assurances ; pour le pôle grande clientèle, une normalisation des revenus en banque de marché compensée par une forte croissance des revenus en financements structurés et banque commerciale ainsi qu'un bon niveau de commissions dans les services financiers aux institutionnels portés par une activité dynamique ; pour le pôle des services financiers spécialisés, une production commerciale dynamique en crédit à la consommation, une croissance de l'équipement en assurances, et le niveau d'activité soutenu en leasing et factoring ; pour le pôle banque de proximité, une croissance des revenus des Caisses régionales portée par les commissions et des conditions de refinancement plus favorables, croissance équilibrée des revenus de LCL entre marges d'intérêts et commissions, dynamisme des commissions de CA Italia. Dans les pôles Activités hors métiers, les revenus sont en hausse grâce à la baisse du coût de refinancement et des éléments de volatilité (tels que l'impact de l'inflation sur les variations de swap de couverture, ou encore, notamment au deuxième et au troisième trimestre 2021, des éliminations sur titres intragroupes souscrits par Predica et par Amundi).

Les **charges d'exploitation** sous-jacentes hors FRU sont en croissance de **+5,1%** par rapport à l'année 2020, et de **+3,8%** à périmètre constant. La hausse des charges d'exploitation tant à périmètre courant que constant est moindre que la progression des revenus sur l'année 2021, générant ainsi un effet ciseau positif, respectivement de 2,8 points et 2,9 points. Le coefficient d'exploitation hors FRU sur l'année 2021 s'établit ainsi à **60,6%** en baisse de 1,6 point de pourcentage par rapport à celui de l'année 2020. Le FRU s'élève à **664 millions d'euros** en 2021, en hausse de **+18,2%** par rapport à 2020. A noter que la restitution d'un trop versé sur l'exercice 2016-2020 a été comptabilisée en éléments spécifiques au premier trimestre 2020 pour **+185 millions d'euros**. Le **résultat brut d'exploitation** sous-jacent atteint ainsi **13 812 millions d'euros**, en hausse de **+12,3%** par rapport à 2020.

Enfin, le **coût du risque** affiche une baisse significative (**-49,4%** / -1 802 millions d'euros, à -1 849 millions d'euros contre -3 651 millions d'euros en 2020).

Caisses régionales

L'activité des Caisses régionales est dynamique en 2021, la **conquête** brute progresse fortement (+1 218 000 clients depuis le début de l'année), et le fonds de commerce croît de **+226 000 clients** supplémentaires. Le **taux d'équipement** en assurances MRH-Auto-Santé²⁵ progresse aussi (+1 point de pourcentage par rapport à fin décembre 2020), pour s'établir à **42,7%** à fin décembre 2021. Le **taux d'utilisation des applications mobiles**²⁶ atteint **71,2%** et est en hausse de **+3 points** de pourcentage par rapport à décembre 2020 (+6,8 points de pourcentage par rapport à décembre 2019). Les **encours de crédits** atteignent **596 milliards d'euros** à fin décembre 2021 et progressent de **+5,8%** par rapport à fin décembre 2020 (dont **+6,5%** sur l'habitat et **+7,8%** sur les entreprises). La **collecte bilan** progresse sensiblement (**+7%** depuis fin décembre 2020), portée par les DAV (**+11,0%**) et les livrets (**+9,8%**), tout comme la **collecte hors-bilan** qui est en hausse de **+4,8%** depuis la même période (dont **+3,7%** en assurance-vie). Ainsi, les **encours de collecte globale** progressent de **+6,2%** par rapport à fin décembre 2020 pour atteindre **839,5 milliards d'euros** à fin décembre 2021.

²³ Pour le calcul à périmètre constant entités exclues en 2021 : Creval, CACF NL, CA Serbie, La Medicale, et, pour Amundi, Sabadell AM, Amundi BOC, Fund Channel, Anatec.; entités exclues / ajustés en 2020 : CA Serbie, La Medicale, CACEIS Fonds Service GmbH (consolidation pro-forma)

²⁴ CACF NL était depuis le troisième trimestre 2020 classé en IFRS 5, l'entité faisant l'objet d'un projet de cession. Ce projet de cession ayant été suspendu, CACF NL n'est plus classé en IFRS 5 depuis le troisième trimestre 2021.

²⁵ Taux d'équipement - Assurances automobile, MRH, santé, juridique, tous mobiles/portables ou GAV

²⁶ Nombre de clients partenaires ayant un profil actif sur Ma Banque ou ayant visité CAEL (Crédit Agricole en ligne) dans le mois / nombre de clients majeurs possédant un DAV actif

Au quatrième trimestre 2021, les **revenus** sous-jacents des Caisses régionales atteignent 3 596 millions d'euros, en hausse de +6,6% par rapport au quatrième trimestre 2020. Cette hausse est portée par les commissions (+13,5%), dynamiques notamment en assurances et pour les commissions de gestion de moyens de paiement. Les revenus d'intérêt sont en hausse par rapport au quatrième trimestre 2020 (+0,9%). Les **charges d'exploitation sous-jacentes hors FRU** sont maîtrisées et s'établissent à 2 337 millions d'euros au quatrième trimestre 2021 (+1,2% par rapport au quatrième trimestre 2020). Ainsi, on observe un effet ciseaux favorable (+5,4 points de pourcentage ce trimestre), et le **coefficient d'exploitation hors FRU** sous-jacent s'améliore (-3,5 points de pourcentage par rapport au quatrième trimestre 2020) pour s'établir à 65,0% ce trimestre, et le **résultat brut d'exploitation** sous-jacent est en hausse au quatrième trimestre 2021 de +18,5% par rapport au quatrième trimestre 2020. Le **coût du risque** s'élève à -130 millions d'euros²⁷, en baisse de -68,7% par rapport au quatrième trimestre 2020. Le **taux de créances douteuses** diminue (1,6% à fin décembre 2021 contre 1,7% à fin décembre 2020) et le **taux de couverture** reste élevé (103,3% à fin décembre 2021 contre 100,9% à fin décembre 2020). La charge **d'impôts** est en hausse ce trimestre par rapport au quatrième trimestre 2020 (+52%). Au final, la contribution des Caisses régionales au **résultat net part du Groupe** sous-jacent atteint 882 millions d'euros au quatrième trimestre 2021, en hausse de +87,6% par rapport au quatrième trimestre 2020.

Sur l'ensemble de l'année 2021, les **revenus** sous-jacents des Caisses régionales atteignent 14 011 millions d'euros et progressent de +5,9% par rapport à l'ensemble de l'année 2020. Les **charges d'exploitation sous-jacentes hors FRU** augmentent de +3,3% par rapport à l'ensemble de l'année 2020, essentiellement en raison de la hausse des charges de personnel (notamment l'intéressement et la participation et la prime exceptionnelle de pouvoir d'achat). Ainsi, on observe un effet ciseaux positif de 2,6 points de pourcentage sur l'année, et le **coefficient d'exploitation sous-jacent hors FRU** s'améliore (-1,6 points de pourcentage par rapport à l'ensemble de l'année 2020, pour s'établir à 64,1%). Le **résultat brut d'exploitation** sous-jacent est en forte hausse (+10,8% par rapport à l'ensemble de l'année 2020). Le **coût du risque** sous-jacent diminue de -41,9% en 2021 et atteint -606 millions d'euros. Au final, la contribution des Caisses régionales au **résultat net part du Groupe** sous-jacent atteint 3 068 millions d'euros sur l'ensemble de l'année 2021, en forte hausse de (+37,6%) par rapport à l'ensemble de l'année 2020.

La performance des autres métiers du Groupe Crédit Agricole est détaillée dans la partie Crédit Agricole S.A. de ce communiqué.

²⁷ Le coût du risque sur encours atteint 10 points de base sur quatre trimestres glissant et 9 points de base en trimestre annualisé sur le troisième trimestre 2021

Crédit Agricole S.A.

Le Conseil d'administration de Crédit Agricole S.A., réuni sous la présidence de Dominique Lefebvre le 9 février 2022, a examiné les comptes du quatrième trimestre 2021.

Résultats

Résultats consolidés de Crédit Agricole S.A. au T4-2021 et au T4-2020

| En m€ | T4-21 publié | Eléments spécifiques | T4-21 sous- jacent | T4-20 publié | Eléments spécifiques | T4-20 sous- jacent | Δ T4/T4 publié | Δ T4/T4 sous-jacent |
|--|-----------------|-------------------------|--------------------------|-----------------|-------------------------|--------------------------|-------------------|------------------------|
| Produit net bancaire | 5 815 | 36 | 5 779 | 5 251 | (47) | 5 299 | +10,7% | +9,1% |
| Charges d'exploitation hors FRU | (3 720) | (297) | (3 423) | (3 226) | (18) | (3 208) | +15,3% | +6,7% |
| FRU | - | - | - | - | - | - | ns | ns |
| Résultat brut d'exploitation | 2 094 | (261) | 2 356 | 2 025 | (65) | 2 090 | +3,4% | +12,7% |
| Coût du risque de crédit | (647) | (319) | (328) | (538) | (38) | (500) | +20,2% | (34,5%) |
| Sociétés mises en équivalence | 82 | - | 82 | 137 | 89 | 47 | (40,0%) | +73,9% |
| Gains ou pertes sur autres actifs | (9) | - | (9) | (9) | - | (9) | +1,5% | +1,5% |
| Variation de valeur des écarts d'acquisition | 119 | 119 | 0 | (903) | (903) | - | ns | ns |
| Résultat avant impôt | 1 640 | (461) | 2 100 | 712 | (916) | 1 628 | x 2,3 | +29,0% |
| Impôt | 9 | 462 | (453) | (436) | 33 | (469) | ns | (3,5%) |
| Rés. net des activ. arrêtées ou en cours de cession | 4 | - | 4 | (96) | (97) | 1 | ns | ns |
| Résultat net | 1 652 | 1 | 1 651 | 179 | (981) | 1 160 | x 9,2 | +42,4% |
| Intérêts minoritaires | (224) | (8) | (216) | (56) | 129 | (185) | x 4 | +16,9% |
| Résultat net part du Groupe | 1 428 | (7) | 1 435 | 124 | (851) | 975 | x 11,5 | +47,2% |
| Bénéfice par action (€) | 0,46 | (0,00) | 0,46 | 0,02 | (0,29) | 0,31 | x 29,6 | +48,2% |
| Coefficient d'exploitation hors FRU (%) | 64,0% | | 59,2% | 61,4% | | 60,5% | +2,5 pp | -1,3 pp |
| Résultat net part du groupe hors FRU | 1 428 | (7) | 1 435 | 124 | (851) | 975 | x 11,5 | +47,2% |

Au quatrième trimestre 2021, le résultat net part du Groupe publié de Crédit Agricole S.A. ressort à **1 428 millions d'euros**, soit une multiplication par 11,5²⁸ par rapport aux 124 millions d'euros du quatrième trimestre 2020.

Les **éléments spécifiques de ce trimestre** comprennent les éléments de volatilité comptable récurrents en produit net bancaire, à savoir le DVA (*Debt Valuation Adjustment*, soit les gains et pertes sur instruments financiers liés aux variations du spread émetteur du Groupe) pour +1 millions d'euros en résultat net part du Groupe, la couverture de portefeuille de prêts en Grandes Clientèles pour 3 millions d'euros en résultat net part du Groupe, la provision Epargne logement pour +22 millions d'euros en résultat net part du Groupe. A ces éléments récurrents, s'ajoutent des éléments comptabilisés dans les résultats de CA Italia au titre de Creval : finalisation de l'enregistrement du badwill net pour 90 millions d'euros en résultat net part du groupe, enregistrement d'impôts différés actifs (IDA) hors-bilan pour 80 millions d'euros en résultat net part du groupe, des frais de mise à niveau des infrastructures technologiques et de migration IT pour Creval, à hauteur de -12 millions d'euros en résultat net part du groupe, et d'autres ajustements divers Creval pour -11 millions d'euros en résultat net part du groupe. A ces éléments s'ajoutent des actions d'amélioration de la qualité des actifs de CA Italia, incluant l'impact de la cession d'un portefeuille brut de 1,5Mds€ et des provisions complémentaires sur le portefeuille de CA Italia pour -161 millions d'euros en résultat net part du groupe, le lancement d'un plan RH *Next Generation* pour CA Italia et le plan de sauvegarde pour l'emploi associé pour -97 millions d'euros en résultat net part du groupe, la contribution exceptionnelle au plan de sauvegarde des banques Italiennes pour -13 millions en résultat net part du groupe, et les gains « Affrancamento » liés à des dispositions fiscales exceptionnelles en Italie pour la revalorisation extra-comptable des écarts d'acquisition et leur amortissement pour 45 millions d'euros en résultat net part du Groupe au titre de CA Italia. Sont également comptabilisés en éléments spécifiques les coûts d'acquisition Lyxor pour -8 millions d'euros en résultat net part du groupe en gestion d'actifs, les coûts de transformation liés au projet Turbo, plan de transformation et d'évolution Caceis pour -12 millions d'euros en résultat net part du groupe en services financiers aux institutionnels, et enfin les

²⁸ Variation par rapport au résultat publié 2020 qui tenait compte de la dépréciation de l'écart acquisition de CA Italia en 2020

gains « Affrancamento » en services financiers spécialisé au titre d'AGOS pour +66 millions d'euros en résultat net part du Groupe.

Les **éléments spécifiques du quatrième trimestre 2020** s'élevaient à -851 millions d'euros en impact résultat net part du Groupe, et comprenaient la dépréciation d'écart d'acquisition de CA Italia, avec un effet négatif de -778 millions d'euros sur le résultat net part du Groupe. Etaient également classés en éléments spécifiques le déclassement d'entités en cours de cession (CACF NL, CA Bank Romania) et le projet de cession en cours des activités de Banque privée à Miami et au Brésil, pour un total de -96 millions d'euros sur le résultat net part du groupe, répartis entre d'une part -66 millions d'euros au titre de CACF NL et -7 millions d'euros au titre de CA Bank Romania, et d'autre part -23 millions d'euros au titre de la Banque privée. Les éléments spécifiques comprenaient également des contributions exceptionnelles liées à la crise Covid-19 : la contribution exceptionnelle de CAA sur les cotisations de complémentaire santé pour -15 millions d'euros en résultat net part du groupe, et la contribution exceptionnelle de CA Italia au plan de sauvegarde des banques italiennes pour -6 millions d'euros. Etaient également classée en éléments spécifiques la reprise de provision sur l'amende AGCM (autorité de la concurrence italienne) adressée à FCA Bank pour +89 millions d'euros et l'impact du retour à meilleure fortune suite à l'activation du Switch 2 (Assurances) pour -26 millions d'euros en résultat net part du groupe. A ces éléments s'ajoutaient les éléments de volatilité comptable récurrents, avec un effet net négatif de -16 millions d'euros en résultat net part du Groupe, à savoir le DVA (Debt Valuation Adjustment, soit les gains et pertes sur instruments financiers liés aux variations du spread émetteur du Groupe) pour +13 millions d'euros, la couverture de portefeuille de prêts en Grandes clientèles pour -20 millions d'euros et les variations de provisions épargne logement pour -9 millions d'euros.

Hors ces éléments spécifiques, le **résultat net part du Groupe sous-jacent**²⁹ atteint **1 435 millions d'euros**, en forte hausse de +47,2% par rapport au quatrième trimestre 2020, grâce notamment à une activité dynamique dans tous les métiers, à des effets marché toujours favorables, et à une baisse du coût du risque.

Au quatrième trimestre 2021, les **revenus sous-jacents** atteignent 5 779 millions d'euros, et sont en hausse de +9,1% par rapport au quatrième trimestre 2020, et de +7,3% à périmètre constant³⁰. Depuis cinq ans, les revenus trimestriels de Crédit Agricole SA sont en croissance régulière.

Les revenus du pôle Gestion de l'épargne et Assurances (-3,5% par rapport au quatrième trimestre 2020 et -1,2% hors effet périmètre³¹) sont en baisse malgré des commissions de gestion dynamiques grâce à une collecte soutenue et à un effet marché favorable, dans un contexte de provisionnement prudent des risques techniques et de gestion prudente de la marge financière en assurances. Les revenus en Grande Clientèle sont en hausse (+8,6% par rapport au quatrième trimestre 2020 et +7,6% hors effet périmètre³²), en lien avec la forte croissance des revenus en financements structurés et en banque commerciale, et les commissions en hausse en Services Financiers aux Institutionnels grâce à une activité dynamique, malgré une normalisation des revenus en banque de marché dans un contexte de faible demande des clients. Au sein du pôle Services Financiers Spécialisés, les revenus sont en croissance (+5,6% par rapport au quatrième trimestre 2020 et +4,6% hors effet périmètre³³). Les revenus de CACF bénéficient d'une production commerciale et d'un équipement en assurances en hausse, et de l'activité dynamique en Leasing et Factoring. Les revenus de Banque de proximité progressent (+10,0% par rapport au quatrième trimestre 2020, et de +2,9% à périmètre constant³⁴) portés par les commissions chez LCL et Crédit Agricole Italia. Les revenus du pôle Activité hors métier sont en forte croissance par rapport au quatrième trimestre 2020 grâce notamment au dynamisme des revenus en private equity (CACIF), et à un impact de l'inflation sur la valorisation des swaps de couverture.

²⁹ Sous-jacent, hors éléments spécifiques. Cf. plus de détails sur les éléments spécifiques en Annexes.

³⁰ Entités exclues en 2021 : Creval, CACF NL, CA Serbie, La Médicale, et, pour Amundi, Sabadell AM, Amundi BOC, Fund Channel, Anatec.; Entités exclues / ajustés en 2020 : CA Serbie, La Médicale, CACEIS (consolidation pro-forma).

³¹ Entités exclues en 2021 : La Médicale, Sabadell AM, Amundi BOC, Fund Channel, Anatec.; Entités exclues / ajustés en 2020 : La Médicale,.

³² Entités exclues en 2021 : Entités exclues / ajustés en 2020 : CACEIS (consolidation pro-forma).

³³ Entités exclues en 2021 : CACF NL.

³⁴ Entités exclues en 2021 : Creval, CA Serbie; Entités exclues / ajustés en 2020 : CA Serbie.

Les charges d'exploitation sous-jacentes hors FRU sont en hausse (+6,7%) par rapport au quatrième trimestre 2020, s'établissant à 3 423 millions d'euros au quatrième trimestre 2021. A périmètre constant³⁵ cette hausse est ramenée à +4,3% par rapport à 2020, soit une augmentation des charges de +136 millions d'euros, tirée principalement par les types de dépenses suivantes : les investissements et la dépense IT notamment en BFI et Gestion d'Actifs (37% de la hausse ; environ 50 millions d'euros), les rémunérations variables et autres frais de personnel notamment chez CA Italia (27% de la hausse ; environ 37M€), l'effet change notamment en BFI (13% de la hausse ; environ 18 millions d'euros), les taxes notamment chez CA Italia (10% de la hausse ; environ 14 millions d'euros), et d'autres charges diverses composées de taxes, dépenses externes et campagnes commerciales notamment chez CACF et LCL (8% de la hausse ; environ 17 millions d'euros). Le coefficient d'exploitation³⁶ hors FRU est bas et s'établit à 59,2%, en amélioration (-1,3 point de pourcentage) par rapport au quatrième trimestre 2020. Les cibles du Plan Moyen Terme sont d'ores et déjà atteintes pour les pôles Gestion de l'Épargne et Assurances (cible PMT < 48% ; T4-21 à 44,6% ; 12M-21 à 45,8%), Grandes Clientèles (cible PMT < 57% ; T4-21 à 60,9% ; 12M-21 à 57,8%) et LCL (cible PMT < 66% ; T4-21 à 64,9% ; 12M-21 à 62,2%). Aussi bien à périmètre constant³⁵ qu'à périmètre courant, Crédit Agricole SA enregistre ainsi un effet ciseau positif, respectivement de +3,0 points et de +2,4 points de pourcentage au quatrième trimestre 2021. Au sein du pôle Gestion de l'épargne et Assurances, les charges d'exploitation hors FRU sont en baisse de -2,5% à périmètre courant et en hausse de +3,5% à périmètre constant³⁷, en lien avec la hausse des charges en gestion d'actifs (+4,4% par rapport au quatrième trimestre 2020 à périmètre courant et +2,4% à périmètre constant³⁸) qui inclut la poursuite des investissements de développement, autour d'Amundi Technology notamment, et dans le métier assurances (-25,6% par rapport au quatrième trimestre 2020 à périmètre courant et +1,4% à périmètre constant³⁹). Dans le pôle Grande Clientèle, les charges d'exploitation hors FRU sont en hausse de +5,2% par rapport au quatrième trimestre 2020 à périmètre courant et de +3,6% à périmètre constant⁴⁰, en lien notamment avec des investissements informatiques dans l'activité Banque de financement et d'investissement. Le pôle Services Financiers spécialisés voit ses charges augmenter de +10,3% par rapport au quatrième trimestre 2020 à périmètre courant et de +8,3% à périmètre constant⁴¹, en cohérence avec la progression de l'activité. La banque de proximité présente des charges d'exploitation hors FRU en hausse de +13,8% par rapport au quatrième trimestre 2020 à périmètre courant et en hausse de +4,4% à périmètre constant⁴². Elles sont en évolution contenue chez LCL (+0,7% par rapport au quatrième trimestre 2020) et en hausse plus marquée chez CA Italia (+7,2% à périmètre constant⁴³ par rapport au quatrième trimestre 2020), mais stables (+0,7%) hors contribution au fonds de dépôt des garanties italien (FITD). Les charges du pôle activité hors métiers sont en baisse de 9 millions d'euros comparé au quatrième trimestre 2020.

Le **résultat brut d'exploitation** sous-jacent est ainsi en hausse de +12,7% par rapport au quatrième trimestre 2021 pour atteindre 2 356 millions d'euros. Hors effet périmètre³⁵ la hausse est de +11,9%, démontrant ainsi la force du modèle de banque universelle de proximité avec une croissance régulière des revenus et une efficacité opérationnelle en amélioration continue depuis 5 ans. Par métier, les résultats brut d'exploitation sont en croissance par rapport au quatrième trimestre 2020 à périmètre constant dans le pôle Grande clientèle (+14,3%), le pôle Services Financiers spécialisés (+1,0%), et Banque de proximité en France (+7,5%). Les pôles Gestion de l'épargne et assurances (-4,6%), et Banque de proximité à l'international (-9,5%) constatant une baisse.

Les niveaux de provisionnement ont été déterminés ce trimestre en tenant compte de **plusieurs scénarios économiques pondérés**. Ils incluent un scénario favorable (PIB à +6,0% en France en 2022, +2,7% en 2023) et un scénario moins favorable (PIB à +3,0% en France en 2022 et +0,9% en 2023). Du fait d'incertitudes diffuses qui n'étaient pas prises en compte dans les scénarios économiques (évolution de la situation sanitaires, inflation,

³⁵ Entités exclues en 2021 : Creval, CACF NL, CA Serbie, La Médicale, et, pour Amundi, Sabadell AM, Amundi BOC, Fund Channel, Anatec.; Entités exclues / ajustés en 2020 : CA Serbie, La Médicale, CACEIS (consolidation pro-forma)

³⁶ Données en vision sous-jacente et hors FRU

³⁷ Entités exclues en 2021 : La Médicale, Sabadell AM, Amundi BOC, Fund Channel, Anatec.; Entités exclues / ajustés en 2020 : La Médicale.

³⁸ Entités exclues en 2021 : Sabadell AM, Amundi BOC, Fund Channel, Anatec.

³⁹ Entités exclues en 2021 : La Médicale; Entités en 2020 : La Médicale.

⁴⁰ Entités exclues / ajustés en 2020 : CACEIS (consolidation pro-forma)

⁴¹ Entités exclues en 2021 : CACF NL.

⁴² Entités exclues en 2021 : Creval, CA Serbie; Entités exclues / ajustés en 2020: CA Serbie

⁴³ Entités exclues en 2021 : Creval.

ajustement de taux...), un complément exceptionnel de provisions sur encours sains et dépréciés (coût du risque de niveau 1&2) de 88 millions d'euros a été enregistré ce trimestre en coût du risque (dont 44 millions d'euros pour la BFI, 17 millions d'euros pour LCL, 22 millions d'euros pour CACF et 5 million d'euros pour CALF).

Le **coût du risque** est en baisse de -35% par rapport au quatrième trimestre 2020 et en hausse de +23% en comparaison au troisième trimestre 2021. Il s'élève à -328 millions d'euros contre respectivement -500 millions d'euros au quatrième trimestre 2020 et -266 millions d'euros au troisième trimestre 2021. Il se décompose en un provisionnement des encours sains (niveau 1&2) pour -20 millions d'euros (contre une dotation de -193 millions d'euros au quatrième trimestre 2020 et une dotation de -27 millions d'euros au troisième trimestre 2021) et un provisionnement des risques avérés (niveau 3) pour -277 millions d'euros (contre -291 millions d'euros au quatrième trimestre 2020 et -234 millions d'euros au troisième trimestre 2021). Le coût du risque sur encours sur quatre trimestres glissants⁴⁴ atteint 28 points de base (en baisse de -34 pb par rapport au quatrième trimestre 2020 et en baisse de -5 pb par rapport au troisième trimestre 2021) et 29 points de base en vision trimestrielle annualisée⁴⁵ (en baisse de -18 pb par rapport au quatrième trimestre 2020 et en hausse de +5 pb par rapport au troisième trimestre 2021).

Au 31 décembre 2021, les indicateurs de risque sont bien orientés et confirment **la qualité des actifs de Crédit Agricole S.A. et le niveau de couverture de ses risques**. Le portefeuille de prêts est diversifié, plutôt orienté habitat (27% des encours bruts) et entreprises (45% des encours bruts de Crédit Agricole SA). Le taux de créances douteuses demeure toujours bas à 2,5% (en baisse de 0,7 point de pourcentage par rapport à fin décembre 2020) et le taux de couverture⁴⁶, élevé, à 74,7%, est en hausse de +3,2 point de pourcentage par rapport au quatrième trimestre 2020. **Le stock total de provisions** s'établit à 8,9 milliards d'euros pour Crédit Agricole S.A. à fin décembre 2021 (en hausse de 0,7 milliards d'euros par rapport à fin décembre 2020) dont 34% portent sur les encours sains (niveau 1 & 2), contre 22% fin 2019 soit une augmentation de 1,0 milliards d'euros entre fin 2019 et fin 2021.

Par métier, on note ce trimestre la baisse du taux de CDL pour CA Italia qui s'élève à 3,7% à fin décembre 2021 contre 6,5% à fin décembre 2020. Cette baisse est liée à la cession de créances douteuses, essentiellement sur le périmètre historique de CA Italia. Le taux de couverture de CA Italia est en hausse à 62,0% à fin décembre 2021 contre 60,8% à fin décembre 2020.

La contribution en sous-jacent des **sociétés mises en équivalence** ressort à 82 millions d'euros, en hausse de **+73,9%** par rapport au quatrième trimestre 2020, reflet de la bonne activité des entités en crédit à la consommation (67 millions d'euros en hausse de +33,4% par rapport au quatrième trimestre 2020) et en gestion d'actifs (21 millions d'euros en hausse de +4,7% par rapport au quatrième trimestre 2020).

Le **résultat net sur autres actifs** s'établit à -9 millions d'euros au quatrième trimestre 2021, stable en comparaison à -9 millions d'euros au quatrième trimestre 2020.

Le **résultat sous-jacent**⁴⁷ **avant impôt**, activités cédées et minoritaires ressort ainsi en hausse de **+29,0%**, à 2 100 millions d'euros. Le **taux d'impôt effectif sous-jacent** s'établit à **22,4%** (-7,2 points de pourcentage par rapport au quatrième trimestre 2020) et la charge d'impôt sous-jacente est en baisse de -3,5% et s'établit à -453 millions d'euros. Le **résultat net avant minoritaires affiche donc une hausse de +42,4%**.

Les intérêts minoritaires s'établissent à -216 millions d'euros au quatrième trimestre 2021, en hausse de +16,9% en lien avec les résultats des métiers et du fait d'un changement au troisième trimestre 2020 dans les modalités de comptabilisation des coupons des émissions en Assurances de dettes subordonnées (RT1), sans impact sur le bénéfice net par action.

⁴⁴ Le coût du risque sur encours (en points de base) sur quatre trimestres glissants est calculé sur la base du coût du risque des quatre derniers trimestres auquel est rapporté la moyenne des encours de début de période des quatre derniers trimestres

⁴⁵ Le coût du risque sur encours (en point de base) annualisé est calculé sur la base du coût du risque du trimestre multiplié par quatre auquel est rapporté l'encours de début de période du trimestre

⁴⁶ Taux de provisionnement calculé avec en dénominateur les encours en "stage 3", et au numérateur la somme des provisions enregistrées en "stages" 1, 2 et 3

⁴⁷ Cf. plus de détails sur les éléments spécifiques en Annexes.

Le **résultat net part du Groupe sous-jacent** est en hausse de +47,2% par rapport au quatrième trimestre 2020 à **1 435 millions d'euros**.

Le **bénéfice par action sous-jacent** sur le quatrième trimestre 2021 atteint **0,46 €** il est en hausse de **+48,2%** par rapport au quatrième trimestre 2020.

La **position de capital est très solide** avec un **ratio CET1 phasé** de Crédit Agricole SA à **11,9%** (11,6% non phasé), soit 4,0 points de pourcentage au-dessus du SREP. Il intègre un résultat conservé au titre de la provision pour dividende sur l'année de 1,05€ par action⁴⁸. L'achèvement de la simplification de la structure du Groupe avec le débouclage des 50% restant du Switch a été réalisée le 16 novembre 2021.

Résultats consolidés de Crédit Agricole S.A. en 2021 et en 2020

| En m€ | 2021 publié | Eléments spécifiques | 2021 sous- jacent | 2020 publié | Eléments spécifiques | 2020 sous- jacent | Δ 2021/2020 publié | Δ 2021/2020 sous- jacent |
|---|----------------|-------------------------|-------------------------|----------------|-------------------------|-------------------------|--------------------------|-----------------------------------|
| Produit net bancaire | 22 657 | 7 | 22 651 | 20 500 | (264) | 20 764 | +10,5% | +9,1% |
| Charges d'exploitation hors FRU | (13 429) | (347) | (13 082) | (12 452) | (86) | (12 366) | +7,8% | +5,8% |
| FRU | (392) | 130 | (522) | (439) | - | (439) | (10,7%) | +18,9% |
| Résultat brut d'exploitation | 8 836 | (210) | 9 047 | 7 609 | (351) | 7 959 | +16,1% | +13,7% |
| Coût du risque de crédit | (1 576) | (344) | (1 232) | (2 606) | 0 | (2 606) | (39,5%) | (52,7%) |
| Sociétés mises en équivalence | 373 | 5 | 368 | 413 | 89 | 324 | (9,7%) | +13,7% |
| Gains ou pertes sur autres actifs | (51) | (15) | (36) | 75 | - | 75 | ns | ns |
| Variation de valeur des écarts d'acquisition | 497 | 497 | 0 | (903) | (903) | - | ns | ns |
| Résultat avant impôt | 8 080 | (67) | 8 147 | 4 588 | (1 164) | 5 752 | +76,1% | +41,6% |
| Impôt | (1 236) | 640 | (1 876) | (1 129) | 96 | (1 225) | +9,5% | +53,2% |
| Rés. net des activ. arrêtées ou en cours de cession | 5 | 3 | 2 | (221) | (221) | (0) | ns | ns |
| Résultat net | 6 849 | 577 | 6 273 | 3 238 | (1 289) | 4 527 | x 2,1 | +38,5% |
| Intérêts minoritaires | (1 005) | (130) | (876) | (546) | 133 | (679) | +84,2% | +29,0% |
| Résultat net part du Groupe | 5 844 | 447 | 5 397 | 2 692 | (1 157) | 3 849 | x 2,2 | +40,2% |
| Bénéfice par action (€) | 1,84 | 0,15 | 1,69 | - | (1,20) | 1,20 | ns | +40,0% |
| Coefficient d'exploitation hors FRU (%) | 59,3% | | 57,8% | 60,7% | | 59,6% | -1,5 pp | -1,8 pp |
| Résultat net part du groupe hors FRU | 6 181 | 447 | 5 734 | 3 085 | (1 157) | 4 241 | x 2 | +35,2% |

Sur l'année 2021, le résultat net part du Groupe publié est de 5 844 millions d'euros, contre 2 692 millions d'euros sur l'année 2020, soit une multiplication par 2,2 du résultat net part du groupe publié.

Les **éléments spécifiques pour l'année 2021** ont eu un effet positif de **+447 millions d'euros** sur le résultat net part du Groupe publié. S'ajoutant aux éléments du quatrième trimestre déjà mentionnés *supra*, les éléments des neuf premiers mois 2021 avaient eu un impact positif de +454 millions d'euros en résultat net part du groupe et correspondaient également aux éléments de volatilité comptable récurrents, à savoir le DVA pour +4 millions d'euros, les couvertures de portefeuilles de prêts en Grandes clientèles pour -15 millions d'euros et les variations de la provision Epargne Logement pour -7 millions d'euros ainsi que le trop versé des contributions au titre du FRU sur les exercices à 2016 à 2020 pour +130 millions d'euros. A ces éléments récurrents, s'ajoutaient les éléments spécifiques des neuf premiers mois 2021 suivants : l'enregistrement d'un badwill net provisoire sur Creval pour +285 millions d'euros en résultat net part du Groupe, des gains Affranchimento au sein des métiers Gestion de l'épargne et de l'assurance, Banque de proximité à l'international et Services financiers spécialisés pour un total de de +106 millions d'euros, un provisionnement complémentaire des encours sains des créances Creval pour -19 millions d'euros, les coûts de transformation liés au projet Réseau LCL Nouvelle Génération, nouveau regroupement d'agences chez LCL et au projet Turbo, plan de transformation et d'évolution Caceis pour un total de -20 millions d'euros, les frais d'acquisition de Creval pour -8 millions d'euros, le déclassement de la Serbie en

⁴⁸ Dont 0,24€ sur le T4-21 et sous réserve de l'approbation par l'Assemblée générale du 24/05/2022

actifs en cours de cession pour -4 millions d'euros, les frais d'intégration de CreVal pour -4 millions d'euros, les coûts d'intégration de Kas Bank et S3 par CACEIS pour -2 millions d'euros et les projets de cession à Miami et au Brésil au sein du métier Gestion de fortune pour -2 millions d'euros.

Hors ces éléments spécifiques, le **résultat net part du Groupe sous-jacent ressort à 5 397 millions d'euros**, en hausse de **+40,2%** par rapport à l'année 2020.

Le **bénéfice par action sous-jacent atteint 1,69 euro par action sur l'année 2021**, en hausse de **+40,0%** par rapport à l'année 2020.

Le **RoTE⁴⁹ sous-jacent**, calculé sur la base d'un RNPG sous-jacent, net des coupons d'*Additional Tier 1* (retour sur fonds propres part du Groupe hors incorporels) atteint **13,1% sur l'année 2021**, en hausse par rapport à l'année 2020 (9,3%). Les RoNE (retour sur capital alloué normalisé) sont en hausse cette année, en lien avec la hausse des résultats, par rapport à l'année 2020.

Le **produit net bancaire sous-jacent** augmente de **+9,1%** par rapport à l'année 2020. Outre un effet périmètre de +419 millions d'euros porté essentiellement⁵⁰ par l'intégration de Creval dès le deuxième trimestre 2021 au sein de la Banque de Proximité à l'International et la réintégration de CACF NL suite à sortie de statut IFRS 5⁵¹, le produit net bancaire sous-jacent a cru de +7,1% à périmètre constant. La hausse des revenus s'explique aussi par le dynamisme de l'activité des métiers. Pour le pôle Gestion de l'épargne et assurance, les commissions de gestion dynamique ont bénéficié tant d'un effet marché favorable que d'une collecte dynamique, et l'évolution des revenus des assurances reflète une gestion prudente de la marge financière et un provisionnement prudent des risques techniques. Dans le pôle grande clientèle, les revenus en banque de marché se normalisent, dans un contexte de faible demande des clients, alors que les revenus croissent fortement en financements structurés et banque commerciale. Les commissions sont en hausse dans les services financiers aux institutionnels, grâce à une activité dynamique. Dans le pôle des services financiers spécialisés, les revenus en crédit à la consommation ont été soutenus par une production commerciale dynamique et par l'équipement en assurances, et le niveau d'activité en leasing et factoring a été soutenu. En banque de proximité, les revenus ont crû de +4,5% chez LCL, de façon équilibrée entre marges d'intérêts et commissions, et les commissions ont crû en croissance chez CA Italia. Dans les pôles Activités hors métiers, les revenus sont en hausse grâce à la baisse du coût de refinancement et des éléments de volatilité (tels que l'impact de l'inflation sur la valorisation des swaps de couverture, ou encore, notamment au deuxième et au troisième trimestre 2021, des éliminations sur titres intragroupes souscrits par Predica et par Amundi).

Les **charges d'exploitation** sous-jacentes hors FRU sont en croissance de +5,8% sur l'année 2021, intégrant ici également un effet périmètre (+281 millions d'euros⁵²). Ainsi à périmètre constant, la croissance des charges est de +3,5% sur l'année 2021, liée à tous les métiers : Gestion d'Epargne et Assurance (+5,9%⁵³), Grandes Clientèles (+4,1%⁵⁴), Services Financiers Spécialisés (5,8%⁵⁵), et Banque de Proximité (+1,7%⁵⁶). Tant à périmètre courant qu'à périmètre constant, la progression des revenus sur l'année 2021 est supérieure à la croissance des charges, générant ainsi un effet ciseau positif de respectivement 3,6 points et 3,3 points. Le coefficient d'exploitation sous-jacent hors FRU sur l'année 2021 s'établit ainsi à 57,8%, en baisse de -1,8 point de pourcentage par rapport à celui de l'année 2020. Le FRU sur l'année 2021 s'élève à 522 millions d'euros, en hausse de +18,9% par rapport à 2020. A noter que la restitution d'un trop versé sur la période 2016-2020 a été comptabilisée pour 130 millions d'euros en éléments spécifiques au premier trimestre 2021. Le résultat brut d'exploitation sous-jacent atteint ainsi 9 047 millions d'euros, en hausse de +13,7% par rapport à l'année 2020.

⁴⁹ Voir détails du calcul du ROTE (retour sur fonds propres hors incorporels) et du RONE (retour sur fonds propres normalisés) des métiers en p.58

⁵⁰ Autres entités source d'effets périmètres : CA Serbie, Amundi BOC, Fund Channel, Anatec, So you, Kas Bank, La Médicale

⁵¹ CACF NL était depuis le troisième trimestre 2020 classé en IFRS 5, l'entité faisant l'objet d'un projet de cession. Ce projet de cession ayant été suspendu, CACF NL n'est plus classé en IFRS 5 depuis le troisième trimestre 2021.

⁵² Effet périmètre lié aux entités suivantes en 2021 : Creval, CACF NL, CA Serbie, La Médicale, et, pour Amundi, Sabadell AM, Amundi BOC, Fund Channel, Anatec.; et aux entités suivantes en 2020 : CA Serbie, La Médicale, CACEIS (consolidation)

⁵³ Entités exclues en 2021 : La Médicale, Sabadell AM, Amundi BOC, Fund Channel, Anatec.; Entités exclues / ajustés en 2020 : La Médicale.

⁵⁴ Entités exclues / ajustés en 2020 : CACEIS (consolidation pro-forma)

⁵⁵ Entités exclues en 2021 : CACF NL.

⁵⁶ Entités exclues en 2021 : Creval, CA Serbie; Entités exclues / ajustés en 2020: CA Serbie

Enfin, le **coût du risque** affiche une baisse significative (-53%/-1 375 millions d'euros), à -1 232 millions d'euros contre -2 606 millions d'euros en 2020.

La baisse est marquée au niveau du provisionnement des encours sains (Stage 1 et 2) à hauteur de -81% et s'explique par une normalisation du coût du risque tout au long de l'année 2021 du fait de la baisse des incertitudes et de l'évolution favorable de la situation sanitaire, comme en témoigne l'amélioration des scénarios macro-économiques du T4-21.

La dotation de -1 232 millions d'euros sur l'année 2021 se décompose en un provisionnement des encours sains (Stage 1 et 2) pour -155 millions d'euros (contre une dotation de -817 millions d'euros en 2020) et un provisionnement des risques avérés (Stage 3) pour -993 millions d'euros (contre -1 765 millions d'euros en 2020).

La baisse du coût du risque est visible dans l'ensemble des métiers de Crédit Agricole S.A. LCL affiche un coût du risque à -222 millions d'euros, en baisse de -43% par rapport à l'année 2020 et un coût du risque sur encours glissants à 15 points de base à fin décembre 2021; CA Italia enregistre un coût du risque de -347 millions d'euros sur l'année 2021, soit une baisse de -19% comparé à 2020, avec un coût du risque sur encours glissants de 63 points de base à fin décembre 2021; le coût du risque de CACF s'établit à -445 millions d'euros en 2021, en baisse de -30 % par rapport à 2020, et le coût du risque sur encours ressort à 128 points de base à fin décembre 2021, enfin, en Banque de financement, le coût du risque de l'année 2021 s'élève à -74 millions d'euros, en baisse de -91% par rapport à 2020, le coût du risque sur encours glissants est de 6 points de base à fin décembre 2021.

La contribution en sous-jacent des **sociétés mises en équivalence** ressort en hausse de **+13,7 %**, à 368 millions d'euros, avec les partenariats de Services Financiers Spécialisés comme principaux contributeurs.

Le **résultat net sur autres actifs** s'établit à -36 millions en 2021 contre +75 millions d'euros en 2020. Cette contribution 2021 provient essentiellement de la déconsolidation de la filiale algérienne de CACIB

Le **résultat sous-jacent avant impôt, activités cédées et minoritaires** ressort ainsi en hausse de **+ 41,6%**, à 8 147 millions d'euros.

La charge d'impôt est de 1 876 millions d'euros, en hausse de +53,2 %, avec un **taux d'impôt effectif sous-jacent** s'établit à **24,1 %**, en hausse de + 1,6 point de pourcentage comparé à 2020. Le **résultat net avant minoritaires affiche ainsi une hausse de + 38,5%**.

Les intérêts minoritaires s'établissent à - 876 millions d'euros en 2021, soit en hausse de + 29,0% en parallèle de la hausse du résultat sous-jacent avant impôt, activités cédées et minoritaires. **Le résultat net part du Groupe sous-jacent augmente de +40,2 % à 5 397 millions d'euros.**

Analyse de l'activité et des résultats des pôles et métiers de Crédit Agricole S.A.

Gestion de l'épargne et Assurances

Les encours gérés du pôle augmentent de 11,3% par rapport à fin septembre 2020 pour s'établir à 2 582 milliards d'euros à fin décembre 2021. Sur la hausse de 261 milliards d'euros par rapport à fin septembre 2021, +147,9 milliards d'euros sont liés à un effet périmètre (dont +148 milliards d'euros liés à l'intégration des encours Lyxor suite à la finalisation de l'acquisition annoncée le 31 décembre 2021, et -0.1 milliard d'euro liés à la sortie des activités Miami et Brésil en Gestion de fortune), la collecte nette augmente de +69,0 milliards d'euros, dont +65.6 milliards d'euros en gestion d'actifs, +2,3 milliards d'euros en assurance-vie, et +1,1 milliard d'euros en gestion de fortune, et l'effet marché et change explique une hausse de +44,5 milliards d'euros. Hors effets périmètres, les encours gérés augmentent de 4,9% par rapport à fin septembre 2021 et de 9,7% par rapport à fin décembre 2020.

En épargne/retraite, l'activité est dynamique et Crédit Agricole Assurances continue son développement commercial et sa diversification, en France comme à l'international. Le chiffre d'affaires est en hausse de +23,0% par rapport au quatrième trimestre 2020. La collecte nette du quatrième trimestre 2021 est positive (+2,3 milliard d'euros), avec une collecte nette positive sur les contrats en euros (+0,3 milliard d'euros). La collecte nette UC s'élève ainsi à +2,0 milliards d'euros, soit une augmentation de +57,8% par rapport au quatrième trimestre 2020. Le taux d'UC dans la collecte brute atteint ce trimestre 42,0% soit +5,8 points de pourcentage par rapport au quatrième trimestre 2020.

Les encours (épargne, retraite et prévoyance) atteignent quant à eux 323,0 milliards d'euros, en hausse de +4,8% par rapport à décembre 2020 et en hausse de +1,5% par rapport à septembre 2021. Les encours en unités de comptes atteignent ce trimestre un nouveau plus haut historique à 86,6 milliards d'euros, la part des unités de comptes dans les encours s'établissant à 26,8%, en progression de +2,6 points de pourcentage par rapport à décembre 2020.

Enfin, la provision pour participations aux excédents (PPE⁵⁷) est en hausse sur l'année à 13,1 milliards d'euros au 31 décembre 2021, soit 6,3% du total des encours euros. Le taux de rendement moyen des actifs⁵⁸ du groupe Crédit Agricole Assurances atteint 2,26% en 2021 (2,13% à fin 2020), soit un niveau nettement supérieur aussi bien au taux minimum garanti moyen (0,16% à fin 2021, contre 0,20%⁵⁹ à fin 2020) qu'au taux de participation aux bénéficiaires des contrats en euro de 1,28% fin 2021, stable par rapport à fin 2020.

En assurances dommages, l'activité est dynamique au quatrième trimestre 2021, avec une croissance de +5,1% du chiffre d'affaires par rapport au quatrième trimestre 2020. Le nombre de contrats d'assurance dommages en portefeuille de Crédit Agricole Assurances atteint 15,2 millions à fin décembre 2021, en progression de +3,9% sur un an, soit une augmentation de plus de 568 000 contrats sur les 12 mois 2021. La croissance de l'activité d'assurance dommages, portée par les activités traditionnelles (habitation, protection juridique, garantie des accidents de la vie, auto), profite également du lancement, en France, d'offres à destination des entreprises (offre IARD Entreprise et Multirisque pro) et d'une nouvelle assurance auto enrichie d'une offre inclusive EKO pour les Caisses Régionales et PRIMO pour LCL. Enfin, au 1^{er} janvier 2022, le transfert de 10 millions de contrats assistance vers Europ Assistance France s'est déroulé avec succès. Le ratio combiné⁶⁰ reste maîtrisé, à 96,4%.

En prévoyance/emprunteur/collectives, le chiffre d'affaires atteint 1,2 milliard d'euros ce trimestre en hausse de +7,7% par rapport au quatrième trimestre 2020, avec une contribution positive des trois métiers (prévoyance,

⁵⁷ Périmètre Vie France

⁵⁸ Périmètre Crédit Agricole Assurances

⁵⁹ taux calculé avec une nouvelle méthode qui tient compte des garanties contractuelles brut de frais, suite au lancement de nouveaux produits depuis 2017, qui appliquent des garanties négatives pour la clientèle

⁶⁰ (sinistralité + frais généraux + commissions) / cotisations, net de réassurance, périmètre Pacifica.

emprunteur, collectives). La performance de la nouvelle offre de prévoyance « Mon Assurance Décès » est bonne, avec plus de 100 000 souscriptions depuis fin juin 2021.

Par ailleurs, le 1^{er} février 2022, Crédit Agricole Assurances a signé un accord avec Generali pour la cession de La Médicale, ce qui a entraîné son déclassé comptable en IFRS-5 au quatrième trimestre 2021. L'impact positif sur le résultat net part du Groupe de Crédit Agricole Assurances au moment de la cession, prévue d'ici la fin de l'année 2022, sera de plus de 100 millions d'euros.

La Gestion d'actifs (Amundi) enregistre ce trimestre une progression de ses encours sous gestion de +14,0% par rapport à fin septembre 2021 (+19,4% sur un an depuis fin décembre 2020) soit 2 064 milliards d'euros à fin décembre 2021. La hausse est notamment liée à l'intégration des encours Lyxor (+148 milliards d'euros), des effets marchés favorables (+39,1 milliards d'euros) et une collecte nette dynamique élevée sur tous les segments de clientèle (+65,6 milliards d'euros).

Sur l'année 2021, la collecte nette MLT hors JV atteint un niveau record à 75.5 milliards d'euros, tirée par la gestion active. Au quatrième trimestre 2021, Amundi affiche une collecte nette MLT hors *joint-ventures* de +29,0 milliards d'euros, tirée par la gestion active (+20,0 milliards d'euros). Le bon niveau d'activité dans le *Retail* se poursuit, la collecte nette MLT hors JV de ce segment de clientèle s'établissant à +16,3 milliards d'euros. Le segment Institutionnels enregistre également une solide collecte MLT à +12,7 milliards d'euros. Les produits de trésorerie enregistrent de leur côté une collecte nette soutenue s'élevant à +11,1 milliards d'euros sur les deux segments de clientèle. Dans les *joint-ventures* la collecte est positive, à +25,5 milliards d'euros tirée par la Chine et l'Inde.

Hors effet périmètre lié à l'intégration des encours Lyxor au 31 décembre 2021, les encours sous gestion sont en hausse de +5,8% par rapport à fin septembre 2021 (+10,8% sur un an depuis fin décembre 2020). En Asie, la poursuite du développement permet d'atteindre un niveau d'encours sous gestion s'élevant à 369 milliards d'euros à fin décembre 2021, en comparaison à un niveau de 298 milliards d'euros à fin décembre 2020, et pour un objectif de 500 milliards d'euros en 2025.

Par ailleurs, suite à la finalisation de l'acquisition de Lyxor, le 31 décembre 2021, par Amundi auprès de la Société Générale, Amundi a défini un objectif d'actifs en gestion passive d'environ 420 milliards d'euros d'ici 2025.

En gestion de fortune, les encours sont en croissance sur le trimestre et s'élèvent à 135 milliards d'euros à fin décembre 2021, soit une augmentation de +2,7%⁶¹ hors effet périmètre sur le trimestre depuis fin septembre 2021 (+2,6% à périmètre courant) et une augmentation de +7,9%⁶¹ sur un an hors effet périmètre (+5,2% à périmètre courant), portés notamment par une collecte nette dynamique qui s'élève à +1,1 milliard d'euros au quatrième trimestre 2021.

Le pôle **Gestion de l'épargne et Assurances (GEA)** réalise un **résultat net part du Groupe sous-jacent** de 610 millions d'euros au quatrième trimestre 2021, en croissance de +18,8% par rapport au quatrième trimestre 2020, porté par la croissance de la contribution de tous les métiers.

Le pôle Gestion de l'épargne et Assurances (GEA) réalise un résultat net part du Groupe sous-jacent de 2348 millions d'euros sur l'année 2021, en hausse de +24,9% par rapport à l'année 2020.

Le pôle contribue à hauteur de 40% au résultat net part du Groupe sous-jacent des pôles métiers de Crédit Agricole S.A. (hors pôle AHM) sur l'année 2021 et à hauteur de 29% aux revenus sous-jacents des pôles métier de Crédit Agricole S.A. (hors pôle AHM).

Au 31 décembre 2021, les fonds propres alloués au pôle s'élèvent à 12,9 milliards d'euros dont 11,2 milliards d'euros sur les Assurances, 1,2 milliard d'euros sur la Gestion d'actifs et 0,4 milliard d'euros sur la Gestion de fortune. Les emplois pondérés du pôle sont de 64,3 milliards d'euros dont 46,7 milliards d'euros sur les Assurances, 12,9 milliards d'euros sur la Gestion d'actifs et 4,7 milliards d'euros sur la Gestion de fortune.

Le RoNE (retour sur fonds propres alloués normalisés) sous-jacent du pôle s'établit quant à lui à 24,4% pour l'année 2021, contre 22,5% sur l'année 2020.

⁶¹ Hors effet périmètre lié à la sortie des activités Miami et Brésil

Assurances

Le produit net bancaire sous-jacent de l'activité d'assurances atteint 602 millions d'euros au quatrième trimestre 2021, en baisse de -18,0%⁶² sur un an. En effet, les revenus financiers dynamiques du trimestre associés à un bas niveau d'impôt sur les sociétés, ont permis à Crédit Agricole Assurances de mener une politique prudente de gestion de la marge financière et de provisionner de façon prudente les risques techniques. Par rapport au quatrième trimestre 2020, le produit net bancaire de l'assurance bénéficie néanmoins de 30 millions d'euros liés au démantèlement des 65% restants du mécanisme « switch » mis en œuvre pour 15% le 1^{er} mars 2021 et pour 50% le 16 novembre 2021. Les charges sous-jacentes du quatrième trimestre sont en baisse de -25,6%⁶² par rapport au quatrième trimestre 2020. Hors impôts et taxes, la baisse des charges est de -24,7%⁶³, en raison d'investissements pour le développement de l'activité et de la hausse des frais de personnel. Le résultat brut d'exploitation sous-jacent affiche ainsi une baisse de -15,6%, à 469 millions d'euros au quatrième trimestre 2021. Le coefficient d'exploitation sous-jacent s'établit à 22,2% au quatrième trimestre 2021, en diminution de -2,2 points de pourcentage par rapport au quatrième trimestre 2020. La charge d'impôt est en baisse de -61,4% à 79 millions d'euros en comparaison à un quatrième trimestre 2020 qui intégrait des dotations de provisions non-déductibles. Le résultat net part du groupe sous-jacent affiche une croissance en hausse de +16,0%, prenant en compte, sur les intérêts minoritaires, le changement dans les modalités de comptabilisation des coupons des émissions de dettes subordonnées RT1 (-19 millions d'euros en intérêts courus, sans impact sur le bénéfice net par action).

Le produit net bancaire sous-jacent de l'année 2021 atteint 2 550 millions d'euros en légère baisse de -0,2%⁶², conséquence d'une politique prudente de gestion de la marge financière ayant permis de doter la PPE de +1.6 milliards d'euros en 2021. Les charges baissent de -5,2%⁶², entraînant une amélioration du coefficient d'exploitation hors FRU de 1,5 point de pourcentage, qui atteint ainsi 28,3% sur l'année 2021. Le résultat brut d'exploitation sous-jacent augmente de +1,9%. Enfin, la charge d'impôt sur l'année 2021 diminue de -32,2% par rapport à l'année 2020, d'un effet de base 2020, de la baisse du taux d'impôt normatif en France, et de cessions de titres à taux réduits en 2021. Au final, le résultat net part du groupe atteint 1 406 millions d'euros, en forte hausse de +16,5% par rapport à l'année 2020.

Crédit Agricole Assurances affiche, par ailleurs sa solidité et sa résilience avec un ratio prudentiel Solvabilité 2 à un niveau toujours élevé de 244% au 31 décembre 2021.

Gestion d'actifs

Le produit net bancaire sous-jacent atteint 777 millions d'euros au quatrième trimestre 2021, en croissance de +9,1% par rapport au quatrième trimestre 2020 à périmètre courant et de +8,0% à périmètre constant⁶⁴. Les revenus nets de gestion sont en hausse de +10,3% par rapport au quatrième trimestre 2020, tirés par les commissions nettes de gestion, qui augmentent de +15,7%, profitant de la dynamique de collecte sur la gestion active. Les commissions de surperformance sont en cours de normalisation, et s'élèvent à 70 millions d'euros sur quatrième le trimestre 2021 (après 90 millions d'euros au troisième trimestre 2021). Les charges d'exploitation sous-jacentes s'élèvent à 395 millions d'euros, en hausse de +4,4% par rapport au quatrième trimestre 2020 à périmètre courant et de +2,4% à périmètre constant⁶⁴. Cette hausse, maîtrisée, s'explique par la poursuite des investissements de développement, chez d'Amundi Technology notamment. Le résultat brut d'exploitation sous-jacent est ainsi en croissance à +14,3% et le coefficient d'exploitation sous-jacent hors FRU s'établit à 50,9%, en baisse de -2,3 points de pourcentage par rapport au quatrième trimestre 2020. La contribution des sociétés mises en équivalence, reprenant notamment la contribution des *joint-ventures* d'Amundi en Asie, est en hausse de +4,7% par rapport au quatrième trimestre 2020 et s'établit à 21 millions d'euros. La charge d'impôt sous-

⁶² Déclassement de la Médicale en IFRS5 au T4-21 ; hors La Médicale, PNB -12,1% T4/T4 et +0,1% 2021/2020 ; charges +1,4% T4/T4 et +0,9% 2021/2020 ; RNPG +14,7% T4/T4 et +13,9% 2021/2020

⁶³ Variation des charges hors impôts et taxes T4/T4 hors La Médicale +4,7%

⁶⁴ Périmètre constant : entités exclues en 2021 : La Médicale, Sabadell AM, Amundi BOC, Fund Channel, Anatec

jacente s'élève à 92 millions d'euros, en croissance de +9,3%. Au final, le résultat net part du groupe sous-jacent est en forte progression de +16,2%, à 210 millions d'euros.

Sur l'année 2021, le produit net bancaire sous-jacent progresse de +24,3% à périmètre courant et de +22,3% à périmètre constant⁶⁵ du fait des conditions de marchés favorables, des commissions nettes de gestion qui augmentent de +14,5% par rapport à l'année 2020, et des commissions de surperformance qui s'élèvent sur l'année à +427 millions d'euros en comparaison à 200 millions d'euros en 2020. Les charges d'exploitation sous-jacentes hors FRU augmentent de +14,2% à périmètre courant et de +11,0% à périmètre constant⁶⁵ en lien avec la hausse des rémunérations variables, le renforcement des investissements de développement avec Amundi Technology notamment, et un effet périmètre de 44 millions d'euros sur l'année. Le coefficient d'exploitation sous-jacent hors FRU s'établit à 49,8% à un niveau très bas, en amélioration de -4,4 points de pourcentage par rapport à l'année 2020. Le résultat brut d'exploitation progresse de +36,4% par rapport à l'année 2020 avec un effet ciseaux positif de +10,1 points de pourcentage. Le résultat des sociétés mises en équivalence augmente de +27,7%. Au final le RNPG de l'année 2021 s'établit à un niveau record à 839 millions d'euros en hausse de +39,7%.

Gestion de fortune

Le produit net bancaire sous-jacent est dynamique à 229 millions d'euros au quatrième trimestre 2021, en hausse de +4,4% par rapport au quatrième trimestre 2020. Les charges sous-jacentes hors FRU sont en hausse maîtrisée (+6,1%) malgré les investissements IT et atteignent 188 millions d'euros. Ainsi, le résultat brut d'exploitation sous-jacent diminue légèrement sur un an de -2,7% et le coefficient d'exploitation sous-jacent hors FRU s'établit à 82,0% au quatrième trimestre 2021. Le coût du risque est en forte diminution pour s'établir à 0,03 million d'euros au quatrième trimestre 2021 contre 21 millions d'euros au quatrième trimestre 2020. Au final, le résultat net part du groupe sous-jacent est en forte hausse, multiplié par 2,1 en comparaison au quatrième trimestre 2020, atteignant 32 millions d'euros au quatrième trimestre 2021.

Sur l'année 2021, le produit net bancaire sous-jacent est en hausse de +2,6% par rapport à l'année 2020. Les charges hors FRU sont en hausse de +0,9%. Le résultat brut d'exploitation augmente ainsi de +12,7% pour s'établir à 134 millions d'euros. Après coût du risque (5 millions d'euros sur l'année) impôts et intérêts minoritaires, le résultat net part du groupe augmente donc de +43,9% pour atteindre 103 millions d'euros sur l'année. Il convient de noter cette année, la comptabilisation de -1 million en produit net bancaire, -2 millions en charges et 5 millions en activités arrêtées, soit un impact total net d'impôt de 2 millions d'euros en éléments spécifiques ayant un impact sur le résultat net part du groupe. Ces gains sont liés à la contribution des entités de Miami et du Brésil en cours de cession.

Grandes Clientèles

L'activité de l'ensemble de la **Banque de financement et d'investissement (BFI)** demeure soutenue au quatrième trimestre 2021, grâce notamment au dynamisme de l'activité en Banque de financement, et malgré la normalisation des revenus en banque de marché, dans un contexte de faible demande des clients. Les **revenus sous-jacents** demeurent ainsi élevés à 1 251 millions d'euros (soit +8,1% par rapport au quatrième trimestre 2020). La **Banque de financement** réalise une très bonne performance, avec des revenus à 750 millions d'euros en hausse significative de +22,5% au quatrième trimestre 2021 par rapport au quatrième trimestre 2020 et de +19,3% à change constant. Ce très bon niveau de revenus est tiré aussi bien par les financements structurés (+24,3 % par rapport au quatrième trimestre 2020) que ceux de la banque commerciale (+20,9% par rapport au quatrième trimestre 2020) notamment grâce à la poursuite du très bon développement d'International Trade & Transaction Banking (ITB). Crédit Agricole CIB conserve d'ailleurs ses positions de leader

⁶⁵ Périmètre constant : entités exclues en 2021 : La Médicale, Sabadell AM, Amundi BOC, Fund Channel, Anatec

en crédits syndiqués (#3 sur la zone EMEA⁶⁶, et #1 en France⁶⁷). Les revenus de la **Banque de marché et d'investissement** s'élèvent à 501 millions d'euros en retrait de -8,0% par rapport au quatrième trimestre 2020 et de -10,1% à change constant, en raison du ralentissement des activités *FICC* (-11,8 % par rapport au quatrième trimestre 2020) pénalisées par un faible niveau de la demande des clients, partiellement compensé par l'activité de Titrisation et par une activité dynamique en banque d'investissement (+15,1% au quatrième trimestre 2021 par rapport au quatrième trimestre 2020). La VaR réglementaire moyenne est par ailleurs en baisse, à 6,4 millions d'euros sur le quatrième trimestre 2021 contre 10,9 millions d'euros au quatrième trimestre 2020. Dans un marché en normalisation, CACIB confirme ses positions de premier plan sur les émissions obligataires (#4 *Green, Social & Sustainable bonds All currencies*⁶⁸, #5 *All bonds in Euro worldwide*⁶⁹ et #8 *All Corporate bonds in Euro worldwide*⁷⁰).

Les **Services financiers aux institutionnels** (CACEIS) enregistrent un bon niveau d'activité au quatrième trimestre 2021. Les **encours conservés** évoluent de façon dynamique, avec une hausse de +9,1% par rapport à fin décembre 2020, pour atteindre 4 581 milliards d'euros à fin décembre 2021. Les **encours administrés** progressent également de +10,6% sur un an,⁷¹ atteignant 2 405 milliards d'euros à fin décembre 2021. Cette tendance haussière s'explique par un effet volume ainsi que par un effet marché favorable. Les flux de transactions sont par ailleurs dynamiques.

Au **quatrième trimestre 2021**, les **revenus sous-jacents** du pôle Grandes clientèles atteignent 1 562 millions d'euros, en hausse de +8,6% par rapport au quatrième trimestre 2020, tiré par le dynamisme de l'activité. Les **charges d'exploitation sous-jacentes hors FRU** s'établissent à 952 millions d'euros, elles sont en hausse par rapport au quatrième trimestre 2020 (+5,2%), en raison notamment des investissements informatiques en Banque de financement et d'investissement. On observe donc un effet ciseaux favorable sur la banque de financement et d'investissement (+3,3 points de pourcentage). Il en est de même dans les services financiers aux institutionnels (+4,1 points de pourcentage). Le coefficient d'exploitation sous-jacent hors FRU du pôle grandes clientèles s'élève à 60,9%, en amélioration de 2,0 points de pourcentage par rapport au quatrième trimestre de l'année 2020. Ainsi, le résultat brut d'exploitation augmente de +14,3%. Le pôle enregistre une dotation nette globale du coût du risque de -1 million d'euro au quatrième trimestre 2021, par rapport à une dotation de -111 millions d'euros au quatrième trimestre 2020. Le résultat avant impôt est en forte hausse de +43,8% au quatrième trimestre 2021 par rapport au quatrième trimestre 2020 et atteint 611 millions d'euros. La charge d'impôt s'élève à -163 millions d'euros, multipliée par 2,6 sur la même période principalement due à un effet assiette (lié à la hausse de la base imposable sous l'effet de la progression du PNB et de la forte baisse du coût du risque) et à une répartition différente des profits avant impôt par pays. En conséquence, le résultat net part du Groupe est en forte progression de +23,5% au quatrième trimestre 2021 et s'élève à 418 millions d'euros.

Sur l'année 2021, les **revenus** sous-jacents du pôle Grandes Clientèles s'établissent à 6 331 millions d'euros, soit une hausse de +0,9% par rapport à l'année 2020, dans le contexte d'une activité très dynamique en banque de financement, et de normalisation des revenus en banque de marché tout au long de l'année. Les **charges d'exploitation hors FRU** augmentent de +4,4% par rapport à l'année 2021 à 3 658 millions d'euros, en accompagnement du développement des métiers. Les **charges liées au FRU** s'établissent à 328 millions d'euros, en hausse de +26,2% par rapport à l'année 2020. Ainsi le résultat brut d'exploitation de l'année 2021 s'élève à 2 345 millions d'euros, en baisse de -6,6% par rapport à l'année 2020. Le **coefficient d'exploitation hors FRU** est en hausse de 1,9 points de pourcentage par rapport à l'année 2020, mais reste à un niveau bas à 57,8%. Le coût du risque diminue, en dotation en 2021 de -39 millions d'euros par rapport à une dotation de -829 millions d'euros en 2020, dans le contexte de la crise sanitaire. Ainsi, la contribution du métier au **résultat net part du Groupe** sous-jacent s'établit à 1 644 millions d'euros, en hausse de +24,0% par rapport à l'année 2020.

⁶⁶ Source : Refinitiv R17

⁶⁷ Source : Refinitiv

⁶⁸ Source : Bloomberg

⁶⁹ Source : Refinitiv N1

⁷⁰ Source : Refinitiv N8

⁷¹ Croissance de +10,1% des encours en retraçant l'effet de la consolidation de CACEIS Fund Services

Le pôle contribue à hauteur de 28% au **résultat net part du Groupe sous-jacent** des pôles métiers de Crédit Agricole S.A. (hors pôle AHM) sur l'ensemble de l'année 2021 et de 28% aux **revenus sous-jacents** hors AHM.

Au 31 décembre 2021, les **fonds propres alloués** au pôle s'élèvent à 12,6 milliards d'euros et les **emplois pondérés** du pôle sont de 132,2 milliards d'euros.

Le **RoNE** (retour sur fonds propres alloués normalisés) sous-jacent du pôle s'établit quant à lui à 13,1% pour les l'année 2021, contre 10,7% pour 2020.

Banque de financement et d'investissement

Au **quatrième trimestre 2021**, les **revenus** sous-jacents de la Banque de financement et d'investissement s'élèvent à 1 251 millions d'euros, en hausse de +8,1% par rapport au quatrième trimestre 2020, grâce à la complémentarité des activités. Les revenus de la Banque de financement sont en effet dynamiques (à 750 millions d'euros, en hausse de +22,5% par rapport au quatrième trimestre 2020), alors que les revenus en banque de marché se normalisent (à 501 millions d'euros, en retrait de -8,0% par rapport au quatrième trimestre 2020), dans un contexte de moindre demande de la part des clients. Les **charges d'exploitation** sous-jacentes **hors FRU** enregistrent une hausse de +4,8% ce trimestre par rapport au quatrième trimestre 2020 pour s'établir à -720 millions d'euros, en lien avec les investissements dans les projets informatiques accompagnant la croissance de l'activité. Le **coefficient d'exploitation hors FRU** s'élève à 57,5%, en amélioration de 1,8 point de pourcentage par rapport au quatrième trimestre 2020. Le **résultat brut d'exploitation** s'établit en conséquence à 531 millions d'euros, en hausse de +12,9% par rapport au quatrième trimestre 2020. Le **coût du risque** enregistre une dotation nette de -2 millions d'euros contre une dotation de -108 millions d'euros au quatrième trimestre 2020. Cette baisse du provisionnement s'explique essentiellement par la moindre dotation des encours sains en Banque de financement (*Stages 1&2*, +5 millions d'euros au quatrième trimestre 2021 contre des dotations pour -52 millions d'euros au quatrième trimestre 2020), notamment en raison de l'amélioration des prévisions économiques à moyen terme. Enfin, le **résultat avant impôt** du quatrième trimestre 2021 s'établit à 530 millions d'euros, en hausse de +46,2%. La charge d'impôt s'élève à -148 millions d'euros, multipliée par 2,8 rapport au quatrième trimestre 2020 du fait de la nette hausse de la base imposable (progression du produit net bancaire et de la forte baisse du coût du risque) et une répartition différente des profits avant impôts par pays). Au final, le résultat net part du Groupe sous-jacent de la Banque de financement et d'investissement s'établit à 373 millions d'euros sur le quatrième trimestre 2021, en progression de +23,1% par rapport au quatrième trimestre 2020.

Les emplois pondérés à fin décembre 2021 s'élèvent à 122,9 milliards d'euros, en baisse de -0,3 milliard d'euros par rapport à fin septembre 2021.

Les **revenus** sous-jacents de la Banque de financement et d'investissement sur l'année 2021 augmentent légèrement de +0,1% (en croissance de +0,9% à change constant) par rapport à l'année 2020 pour s'établir à 5 152 millions d'euros. La bonne performance des activités de banque de financement (+9,2% par rapport à l'année 2020), notamment pour les activités de financement structurés (+12% par rapport à l'année 2020), compense la baisse des revenus de la banque de marché et d'investissement (-8,8% par rapport à l'année 2020) dans un contexte de faible demande des clients. Les charges **hors FRU** sous-jacentes augmentent de (+4,6%), en lien avec l'impact du dynamisme de l'activité sur les rémunérations, et les investissements IT, alors que la contribution au FRU enregistre une hausse significative de +27,3% en 2021 par rapport à l'année 2020, pour s'établir à 295 millions d'euros. Ainsi, le **résultat brut d'exploitation** sous-jacent, à 2 085 millions d'euros est en baisse (-8% par rapport à l'année 2020), mais le niveau du **coefficient d'exploitation** sous-jacent se maintient à un niveau bas (53,8% par rapport à 51,5% pour l'année 2020). Enfin, le coût du risque enregistre une dotation de -47 millions d'euros sur l'année 2021 contre -824 millions sur l'année 2020. Ainsi, la contribution du métier au **résultat net part du Groupe sous-jacent** ressort en nette hausse de +25,6% à 1 501 millions d'euros.

Services financiers aux institutionnels

Au quatrième trimestre 2021, les **revenus** sous-jacents enregistrent la meilleure performance de l'année et s'élèvent à 311 millions d'euros, en hausse de +10,6% ⁷² par rapport au quatrième trimestre 2020. L'activité est dynamique, les encours conservés progressent de +9,1% sur un an, les encours administrés de +10,6%⁷³ et les activités de flux se maintiennent à un niveau élevé. La progression des revenus est ainsi tirée par la croissance des commissions sur flux et un effet marché favorable. Les **charges d'exploitation** sous-jacentes hors FRU et hors coûts liés au projet Turbo⁷⁴ sont en hausse (+6,5%) par rapport au quatrième trimestre 2020 à 232 millions d'euros⁷⁵. Le **résultat brut d'exploitation** sous-jacent progresse ainsi fortement de +24,9% et s'établit à 79 millions d'euros. Le **coefficient d'exploitation** sous-jacent hors FRU est de 74,7% au quatrième trimestre 2021, en baisse de 2,9 points de pourcentage par rapport au quatrième trimestre 2020. Après partage avec les minoritaires pour 21 millions d'euros, la contribution du métier au **résultat net part du Groupe** sous-jacent est en hausse de +27,2% par rapport au quatrième trimestre 2020, à 45 millions d'euros.

Les **revenus** sous-jacents de l'année 2021 sont en hausse de +4,5% ⁷⁶ par rapport à 2020, portés par la bonne tenue des commissions et malgré la pression sur la marge d'intérêt au premier semestre 2021. Les charges **hors FRU** sous-jacentes augmentent de +3,7% ⁷⁷, sous l'effet de la croissance de l'activité et de la prise en compte des charges d'intégration résiduelles de KAS Bank au deuxième trimestre 2021, tandis que les charges FRU enregistrent une forte hausse à +16,6%. Ainsi, le **résultat brut d'exploitation** sous-jacent est en hausse de 5,9% par rapport à 2020. Le **coefficient d'exploitation** sous-jacent se détériore légèrement de 0,6 points de pourcentage, pour atteindre 75,1% en 2021. Au final, la contribution du métier au **résultat net part du Groupe** en 2021 s'établit à 143 millions d'euros, en hausse de 9,4% par rapport au 31 décembre 2020.

Services financiers spécialisés

Le pôle Services Financiers spécialisés est caractérisé par une activité dynamique dans tous ses métiers ce trimestre. La production commerciale est en effet dynamique en crédit à la consommation, tout comme l'activité en leasing et en factoring.

Par ailleurs, ce trimestre est marqué par l'annonce de plusieurs initiatives porteuses de croissance future pour le Groupe : l'annonce de la création en 2023 par CACF et Stellantis, en JV 50%/50% d'un leader paneuropéen multimarques de la LLD, servant l'ensemble des marques de Stellantis. L'objectif est d'atteindre un parc d'un million de véhicules d'ici 2026. CACF a par ailleurs annoncé son intention de se développer en Europe sur le financement automobile, via FCA Bank, qui sera repris à 100% en 2023. Cet acteur multimarques ciblera les constructeurs, concessionnaires et acteurs de location courte durée et des plateformes indépendantes en distribution directe. L'objectif est d'atteindre 10 milliards d'euros d'encours en 2026, objectif auquel contribuera l'investissement de CACF de 100 millions d'euros au capital de Cosmobilis, pour financer les nouvelles mobilités. Ces initiatives s'ajoutent au lancement, au troisième trimestre 2021 de CA Mobility une offre conjointe entre CACF et CAL&F, de location longue durée d'automobiles en France distribuée en circuit long, circuit court et auprès de la clientèle des banques de proximité du Groupe (CR et LCL). L'objectif est d'atteindre 100 000 véhicules d'ici 2026. L'ensemble de ces initiatives viennent conforter l'objectif de CACF d'atteindre un retour sur fonds propres normatif (RONE) de 15% en 2023, et reflètent nos ambitions fortes en Europe en matière de mobilité. L'impact sur le CET1 de Crédit Agricole SA des opérations est neutre. A ces initiatives s'ajoutent l'acquisition, au quatrième trimestre 2021, d'Olinn par CAL&F, afin d'étendre son offre aux services de gestion des équipements professionnels, et le lancement par CAL&F d'une activité de leasing en Allemagne, via la

⁷² Hausse des revenus +5,5% en retraitant l'effet de la consolidation de CACEIS Fund Services

⁷³ Croissance de +10,1% des encours en retraitant l'effet de la consolidation de CACEIS Fund Services

⁷⁴ Plan de transformation et d'évolution de CACEIS

⁷⁵ Charges stables en retraitant l'effet de la consolidation de CACEIS Fund Services

⁷⁶ Hausse des revenus de +3,5% en retraitant l'effet de la consolidation de CACEIS Fund Services

⁷⁷ Hausse des charges de +2,5% en retraitant l'effet de la consolidation de CACEIS Fund Services

création d'une marketplace Vendoramed au troisième trimestre 2021. L'impact sur le ratio CET1 de Crédit Agricole S.A de l'acquisition d'Olinn est de – 6 points de base au quatrième trimestre 2021.

La **production commerciale** de Crédit Agricole Consumer Finance (CACF) est en hausse au quatrième trimestre 2021 par rapport au troisième trimestre 2021 (+6% à périmètre constant⁷⁸) et au quatrième trimestre 2020 (+1% à périmètre constant⁷⁸). En France et à l'international, l'activité est dynamique (hausse de la production respectivement de +6% et 16%⁷⁹ par rapport au quatrième trimestre 2020. Malgré un marché automobile affecté par la pénurie de composants électroniques, la production des JV automobiles est notamment en hausse sur ce trimestre (+4% par rapport au troisième trimestre 2021 mais -12% par rapport au quatrième trimestre 2020). Les **encours gérés** de CACF s'établissent à 92,5 milliards d'euros à fin décembre 2021. Ils sont en hausse de +1,8% par rapport à fin décembre 2020 et de +0,5% par rapport à fin décembre 2019. La hausse des encours est portée par l'international⁷⁹ (+4,1% par rapport à fin décembre 2020) et par l'activité avec le Groupe Crédit Agricole en France +4,6% par rapport à fin décembre 2020). Les encours liés aux partenariats automobiles sont en hausse par rapport au troisième trimestre 2021 (+3,1%).

Chez Crédit Agricole Leasing and Factoring (CAL&F), la **production commerciale en crédit-bail** est en hausse significative ce trimestre à +57,4% par rapport au troisième trimestre 2021 et à +25,8% par rapport au quatrième trimestre 2020. Sur l'année 2021, la hausse de la production en crédit-bail est également significative à +20% par rapport à la même période en 2020. La production commerciale en affacturage a augmenté de +29,3% au quatrième trimestre 2021 par rapport au quatrième trimestre 2020, grâce notamment au dynamisme de l'activité en Allemagne, et le **chiffre d'affaire factoré** est en hausse de +24,1% comparé au quatrième trimestre 2020, grâce à la hausse de la quotité financée. Les **encours de leasing** atteignent 16,1 milliards d'euros fin décembre 2021 (dont 13 milliards d'euros en France et 3,2 milliards d'euros à l'international) soit une hausse de +4% comparé à fin décembre 2020.

Le résultat des **Services financiers spécialisés** est en croissance au quatrième trimestre 2021, de +7,1%⁷⁸ par rapport au quatrième trimestre 2020, grâce notamment à l'activité commerciale dynamique. Le produit net bancaire sous-jacent des Services financiers spécialisés hors CACF NL est en hausse de +4,6% par rapport au quatrième trimestre 2020, hausse aussi bien portée par le dynamisme des revenus de CACF (+4,2% hors CACF NL) que de CALF (+5,7%). Les charges sous-jacentes hors CACF NL sont en hausse de +8,3% (8,8% pour CACF et 6,9% pour CALF), en cohérence avec la progression de l'activité. Le **résultat brut d'exploitation** hors CACF NL est en hausse de +1% par rapport au quatrième trimestre 2020, le **coefficient d'exploitation** sous-jacent hors FRU à périmètre constant reste bas à 50,5% (en hausse de +1,8 points de pourcentage par rapport au quatrième trimestre 2020). Le **coût du risque**⁷⁸ est en baisse par rapport au quatrième trimestre 2020 (-13,6%). Ainsi, au quatrième trimestre 2021, le **résultat net part du Groupe sous-jacent** du pôle, hors CACF NL, atteint 177 millions d'euros, soit une hausse de +7,1% par rapport au quatrième trimestre 2020.

Sur l'**année 2021**, le produit net bancaire sous-jacent augmente de +5,0%, porté par la très bonne performance de CAL&F (+12,2% comparé à 2021) et les revenus en hausse de CACF (+3,1% comparé à 2020, hors CACF NL). Les charges sous-jacentes hors FRU augmentent de +5,8% comparé à 2021, en lien avec le dynamisme de l'activité. Le coefficient d'exploitation sous-jacent hors FRU est stable, à 50,5% (+0,3 point de pourcentage en dessous du coefficient d'exploitation hors FRU de l'année 2020). Le coût du risque diminue de -30,6%⁷⁸, après une année 2020 marquée par un fort provisionnement des encours sains dans le contexte de crise. La contribution des sociétés mises en équivalence affiche une hausse de +18,8% en sous-jacent, en lien avec les bonnes performances de Wafasalaf sur l'année 2021. A périmètre constant, le **résultat net part du Groupe** s'établit ainsi à 740⁷⁸ millions d'euros, en hausse de 22,5%.

Le pôle contribue à hauteur de 13% au **résultat net part du Groupe sous-jacent** des pôles métiers de Crédit Agricole S.A. (hors pôle AHM) sur l'année et de 12% aux **revenus sous-jacents** hors AHM.

⁷⁸ Analyse à périmètre constant : hors CACF NL qui était classé en IFRS 5 depuis le troisième trimestre 2020 et qui a été réintégré dans la consolidation « ligne à ligne » depuis le troisième trimestre 2021

⁷⁹ Agos et autres activités à l'international (hors JV automobiles en Italie et en Chine)

Au 31 décembre 2021, les **fonds propres alloués** au pôle s'élèvent à 5,1 milliards d'euros et les **emplois pondérés** du pôle sont de 53,7 milliards d'euros.

Le **RoNE** (retour sur fonds propres alloués normalisés) sous-jacent du pôle s'établit quant à lui à 15,2% sur l'ensemble de l'année 2021, contre 11,7% pour 2020.

Crédit à la consommation

Au quatrième trimestre 2021, le **produit net bancaire sous-jacent** à périmètre constant de CACF atteint 523 millions d'euros, en hausse de +4,2% par rapport au quatrième trimestre 2020, profitant d'une activité dynamique en France et à l'international et de la hausse des revenus d'assurance. Les **charges sous-jacentes** à périmètre constant de CACF augmentent de +8,8%, en ligne avec l'évolution de l'activité et l'intégration globale de CACF Spain (SoYou)⁸⁰ (pour un effet de 4,3 million d'euros, la hausse des charges de CACF hors cet effet serait de 7,1%). Ainsi, le **résultat brut d'exploitation sous-jacent** à périmètre constant reste stable par rapport au quatrième trimestre 2020 et le **coefficient d'exploitation sous-jacent hors FRU** reste bas à périmètre constant, à 50,2% (+2,1 points de pourcentage par rapport au quatrième trimestre 2020 à périmètre constant). La **contribution des sociétés mises en équivalence** est très bonne et atteint 67 millions d'euros au quatrième trimestre 2021 (+33% en sous-jacent par rapport au quatrième trimestre 2020). Le **coût du risque** à périmètre constant est bas à -118 millions d'euros⁷⁸ et en baisse par rapport au quatrième trimestre 2020 (-8,3%), en lien avec l'amélioration du scénario économique. Le **coût du risque sur encours** sur quatre trimestres glissants⁸¹ atteint 128 points de base. Le **taux de créances douteuses et litigieuses** atteint 5,5%, en baisse de 0,2 point de pourcentage par rapport à fin septembre 2021 et le taux de couverture atteint 87,7% en hausse de 2,4 points de pourcentage par rapport à fin septembre 2021. Au final, le **résultat net part du Groupe sous-jacent**, hors CACF NL, atteint 137 millions d'euros au quatrième trimestre 2021, soit une hausse de +6,4% par rapport au quatrième trimestre 2020.

Sur l'ensemble de l'année 2021, le résultat à périmètre constant est en nette amélioration à +18,3% par rapport à 2020. En effet, le **produit net bancaire** sous-jacent hors CACF NL est en hausse de +3,1% par rapport à 2020, en lien avec le dynamisme de l'activité et des revenus d'assurance. Les charges hors FRU sont en hausse de +5,1%, en ligne avec le niveau d'activité et l'intégration à 100% de CACF Spain, le **coefficient d'exploitation** sous-jacent **hors FRU** reste bas à 49,9%, stable comparé à 2020 (49,0%). Le résultat brut d'exploitation sous-jacent en hausse également avec +1,3% comparé à 2020. Le coût du risque diminue de -29,6%⁷⁸ comparé à 2020, malgré le maintien d'un provisionnement des encours sains prudent. La contribution des **sociétés mises en équivalences** affiche une bonne performance, en hausse de +18,8%, en sous-jacent notamment du fait de la hausse des contributions de FCA Bank et de Wafasalaf. Au final, la contribution du métier au **RNPG** sous-jacent à périmètre constant est en hausse de +18,3%.

La **contribution du métier CACF au résultat net part du Groupe de Crédit Agricole S.A.** sur l'année 2021 atteint 10%.

Leasing & Affacturage

Au **quatrième trimestre 2021**, le **produit net bancaire** sous-jacent de CAL&F atteint 160 millions d'euros, en hausse de +5,7% par rapport au quatrième trimestre 2020, grâce au dynamisme de l'activité à la fois en crédit-bail et en affacturage. Les **charges hors FRU** sont en hausse de +6,8% par rapport au quatrième trimestre 2020 en lien avec des investissements IT mais le **coefficient d'exploitation** sous-jacent **hors FRU** reste bas à 51,6%, stable de +0,5 point de pourcentage par rapport au quatrième trimestre 2020. Le **résultat brut d'exploitation** ressort ainsi en hausse de +4,5% par rapport au quatrième trimestre 2020. Le **coût du risque** reste faible, à 15 millions d'euros, en diminution de -40,1% par rapport au quatrième trimestre 2020). Le

⁸⁰ Au troisième trimestre 2021, intégration de CACF Spain (ex SoYou) en ligne à ligne et à 100% vs l'intégration en mise en équivalence et à 50% précédemment. Hors cet effet, hausse du PNB à périmètre constant de +2,6%

⁸¹ Coût du risque des quatre derniers trimestres, rapporté à la moyenne des encours de début de période des quatre derniers trimestres

résultat net part du Groupe sous-jacent de CAL&F s'établit enfin à 41 millions d'euros au quatrième trimestre 2021 (+9,7% par rapport au quatrième trimestre 2020).

Sur l'année 2021, le **produit net bancaire** sous-jacent de CAL&F est en nette hausse de +12,2% par rapport à 2020, en lien avec la forte reprise de l'activité d'affacturage et de leasing, notamment en Pologne. Le coefficient d'exploitation sous-jacent hors FRU est en amélioration, s'établissant à 52,6%, en baisse de 2 points de pourcentage par rapport à 2020. Ainsi, le **résultat brut d'exploitation** sous-jacent augmente fortement (+16,7%). Le **coût du risque** est en nette baisse (-37,5%), étant donné le fort provisionnement des encours sains en 2020 dans le contexte de crise. Enfin, le **résultat net part du Groupe** sous-jacent affiche une hausse significative (+43,5%), s'établissant à 145 millions d'euros.

Banque de proximité

L'activité des **Banques de proximité** de Crédit Agricole S.A. a été très dynamique ce trimestre, portée chez LCL aussi bien par la production de crédits à l'habitat, aux entreprises et aux professionnels, et chez Crédit Agricole Italia par une activité commerciale dynamique.

La **production de crédits** chez LCL progresse fortement par rapport au quatrième trimestre 2020 (+24%⁸²) aussi bien sur l'habitat (5,2 milliards d'euros, +31%) que sur les entreprises (+31%⁸²). La production de crédits aux professionnels est stable sur la période et atteint un niveau record sur l'année. Dans ce contexte, les **encours de crédits** atteignent 150,6 milliards d'euros à fin décembre 2021 et sont en hausse de +5,0% depuis fin décembre 2020, dont +7,3% sur les crédits immobiliers et +6,0%⁸³ sur les crédits aux professionnels. Les **renégociations de crédits habitat** restent à un niveau bas (0,5 milliard d'euros d'encours ce trimestre) contre à 0,2 milliard d'euros au quatrième trimestre 2020 et 0,5 milliards au troisième trimestre 2021, toujours très en-deçà du point haut de 5,2 milliards d'euros du quatrième trimestre 2016. La **collecte bilan** est en hausse par rapport à fin décembre 2020 (+5%) portée par les DAV (+12,2%), tout comme l'**épargne hors bilan** qui progresse de +7% sur un an (dont +5,2% en assurance-vie). Enfin, la **conquête** reste dynamique avec 74 000 nouveaux clients ce trimestre et 335 000 nouveaux clients sur 2021, et le fonds de commerce croît de +36 000 clients depuis le début de l'année. Le **taux d'équipement** en assurances automobile, MRH, santé, juridique, tous mobiles/portables ou GAV est en hausse de +1,1 point de pourcentage par rapport à fin décembre 2020 (+2,9 points de pourcentage par rapport à fin décembre 2018) pour s'établir à 26,6% à fin décembre 2021.

La production de crédit de CA Italia reste très dynamique au quatrième trimestre notamment portée par la croissance de la production de crédits aux entreprises. Sur l'année 2021, la production est restée très dynamique à près de 8 milliards d'euros (-2,1% par rapport à 2020) notamment dans les crédits habitat (+18,1% par rapport à 2020) et malgré une moindre production de crédit entreprises liée à un effet base sur l'année 2020 lié aux mises en places de Prêts Garantis par l'Etat (-20,1%). Par ailleurs, CA Italia a effectué une cession de créances douteuses de 1,5 milliard d'euros au quatrième trimestre 2021. Ainsi, les encours de crédits au 31 décembre 2021 atteignent 59,4 milliards d'euros. Hors effet périmètre lié à l'intégration de Credito Valtellinese au deuxième trimestre 2021, les encours de crédit en Italie atteignent 45,5 milliards d'euros, stables (+0,1%) sur un an, portés par le crédit habitat (+4,9% sur un an). Hors opérations de cession de créances pour 1,5 milliard d'euros, la croissance des crédits sur le périmètre historique s'élève à +3,4%. La collecte bilanciale poursuit son ralentissement (+2,3% déc/déc hors effet périmètre de Credito Valtellinese), reflétant la politique d'optimisation des ressources entamée en décembre 2020. La collecte gérée au sein de CA Italia enregistre une forte hausse sur un an (+8,9% déc/déc hors effet périmètre) avec des flux nets clientèle records à 3,0 milliards d'euros sur 2021. Le taux d'équipement en assurances automobile, MRH, santé, juridique, tous mobiles/portables ou GAV est en hausse chez CA Italia à 19,0% (+1,9 points de pourcentage par rapport à fin décembre 2020, +3,6 points de pourcentage par rapport à fin 2019).

Enfin, pour l'ensemble des Banques de Proximité à l'International hors Italie, la croissance de l'activité commerciale reste rapide. La croissance des encours de crédits atteint +9,2% à fin décembre 2021 par rapport

⁸² Hors PGE

⁸³ Y compris PGE

à fin décembre 2020 et +5,8% hors impact de change, notamment porté par l'Ukraine (+21%), la Pologne (+12%) et l'Egypte (+15%) pour atteindre 12,8 milliards d'euros. La collecte bilancielle augmente de +8,0% hors effet change, notamment en Ukraine (+8%) et en Pologne (+17%) et en Egypte (+16%). Ainsi la collecte totale augmente sur un an de +8,0% et de +4,2% hors effet change pour atteindre 17,2 milliards d'euros. Il en résulte un excédent net de collecte sur les crédits des banques de proximité à l'international hors Italie de +2,9 milliards d'euros au 31 décembre 2021.

Banque de proximité en France

Sur le quatrième trimestre 2021, le **PNB** sous-jacent de LCL atteint 930 millions d'euros, il est en hausse de +3% par rapport au quatrième trimestre 2020. Cette hausse est tirée par une forte progression des commissions, sur toutes les activités (+7,6%). Les **charges d'exploitation hors FRU** sous-jacentes demeurent maîtrisées à +0,7% au quatrième trimestre 2021 par rapport au quatrième trimestre 2020. Ainsi, le **coefficient d'exploitation hors FRU** sous-jacent s'améliore (-1,5 point de pourcentage par rapport au quatrième trimestre 2020) pour s'établir à 64,9% ce trimestre, soit en-deçà de la cible PMT 2022 <66%, et le **résultat brut d'exploitation** sous-jacent est en forte hausse sur un an (+7,5%). Le **coût du risque** diminue de -39,1% par rapport au quatrième trimestre 2020 dans un contexte d'amélioration des perspectives économiques et atteint -54 millions d'euros ce trimestre. Le **taux de créances douteuses** demeure stable (1,5% à fin décembre 2021, contre 1,5% à fin septembre 2021) et le **taux de couverture** reste élevé (83,2% à fin décembre 2021, contre 83,5% à fin septembre 2021). Au final, le **résultat net part du Groupe sous-jacent** atteint 199 millions d'euros au quatrième trimestre 2021 et est en forte hausse sur un an (+42,1%).

Sur l'année 2021, les revenus sous-jacents de LCL augmentent de +4,5% par rapport à 2020 et atteignent 3 696 millions d'euros, portés de manière équilibrée par, d'une part la marge nette d'intérêt (+4,5%) soutenue par de bonnes conditions de refinancement et une activité commerciale soutenue, et d'autre part, par les commissions (+4,5%). Les charges sous-jacentes hors FRU sont maîtrisées (+1,0%). Cela entraîne une amélioration du coefficient d'exploitation sous-jacent hors FRU de -2,2 points de pourcentage par rapport à 2020, à 62,2%. Le résultat brut d'exploitation sous-jacent augmente donc de près de +10%. Le coût du risque continue sa baisse et s'établit à -222 millions d'euros, soit -43,2% par rapport à 2020. Au final, la contribution du métier au résultat net part du groupe sous-jacent est en forte hausse de +41,3%.

Au 31 décembre 2021, les **fonds propres alloués** au métier s'élèvent à 4,8 milliards d'euros et les **emplois pondérés** du pôle sont de 50,3 milliards d'euros.

Le **RoNE** (retour sur fonds propres alloués normalisés) sous-jacent de LCL s'établit quant à lui à 15,2% pour 2021, contre 9,7% pour 2020.

Banque de proximité à l'international

Les revenus sous-jacent du pôle Banque de proximité à l'international augmentent de +19,1% à 824 millions d'euros au quatrième trimestre 2021 et de +0,8% à périmètre constant hors acquisition Creval en Italie. Les charges sous-jacentes hors FRU augmentent de +31,0% et atteignent 594 millions d'euros au quatrième trimestre 2021. A périmètre constant, cette variation est de +7,3%. En conséquence, le résultat brut d'exploitation sous-jacent enregistre une baisse de -3,5% par rapport au quatrième trimestre 2020 à 231 millions d'euros, et de -11,5% à périmètre constant. Le coût du risque sous-jacent progresse de +0,4% ce trimestre pour s'établir à -132 millions d'euros mais est en baisse de -38,2% hors acquisition Creval. Au final, le résultat net part du Groupe sous-jacent du pôle Banque de proximité à l'international s'établit à 62 millions d'euros, en baisse de -11,0% par rapport au quatrième trimestre 2020. A périmètre constant (hors pertes Creval de -11 millions d'euros liées au passage d'un coût du risque élevé) la contribution de la Banque de proximité à l'international est en hausse de +5,0%.

Sur l'année 2021, les revenus sous-jacent du pôle Banque de proximité à l'international augmentent de +17,2% pour s'établir à 3 115 millions d'euros. Les charges d'exploitation sous-jacentes hors FRU augmentent de +15,7% pour atteindre 1 976 millions d'euros, entraînant une amélioration du coefficient d'exploitation sous-jacent de -0,8 points de pourcentage à 63,4%. Le coût du risque diminue de -23,5% pour s'établir à 435 millions d'euros

sur l'année 2021. Il en résulte un résultat net part du groupe de 357 millions d'euros sur l'année 2021 en croissance de 58,8% par rapport au résultat net part du groupe de l'année 2020.

Italie

Au quatrième trimestre 2021, les revenus sous-jacent de CA Italia sont en hausse de +21,8% par rapport au quatrième trimestre 2020 et s'établissent à 597 millions d'euros, dont 126 millions d'euros liés à l'intégration de Credito Valtellinese. Hors cet effet périmètre, le produit net bancaire de CA Italia est en baisse de -4,0% par rapport au quatrième trimestre 2020, impacté par la cession de créances douteuses à hauteur de 1,5 milliard d'euros au quatrième trimestre (voir infra) ainsi que la pression sur les marges d'intérêt. Les commissions restent en hausse de +2% par rapport au quatrième trimestre 2020, toujours soutenues par les commissions sur encours d'épargne gérée. Les charges sous-jacentes sont en hausse par rapport au quatrième trimestre 2020 (+40,7%) à 451 millions d'euros, dont 107 millions d'euros liés à Credito Valtellinese. Hors cet effet périmètre, les charges auraient augmenté de +7,2%, mais sont stables (+0,7% par rapport au quatrième trimestre 2020) hors charges liées à la contribution au FITD, fonds italiens de garantie des dépôts. Au final, le résultat brut d'exploitation sous-jacent enregistre une baisse de -14,0% par rapport au quatrième trimestre 2020 (-25,2% hors effet périmètre). Le coût du risque augmente de +4,3% par rapport au quatrième trimestre 2020 avec des dotations importantes sur le périmètre Creval sur les encours sains afin d'aligner la banque sur les pratiques de Credit Agricole Italia. Le profil de risque de CA Italia historique se trouve par ailleurs amélioré par la cession de créances douteuse pour 1,5 milliard d'euros. Le taux de créances douteuses au 31 décembre 2021 du périmètre historique de Crédit Agricole Italia s'élève ainsi à 3,7%, en baisse de 2,6 points de pourcentage par rapport au troisième trimestre 2021. Le taux de couverture des douteuses sur le périmètre historique de Crédit Agricole Italia s'établit donc à 68,3%, renforcé par la dotation exceptionnelle de 125 millions d'euros reclassée en éléments spécifiques. Sur le périmètre de Creval en revanche, le taux de couverture est faible au quatrième trimestre, les créances ayant été apportées au bilan du Groupe à leur valeur nette de provision ainsi que le prévoient les normes comptables. Il en résulte en taux de couverture de CA Italia au 31 décembre 2021 à 62,0% (en baisse de 7,2 points de pourcentage). Le résultat net part du groupe de CA Italia s'établit ainsi à 21 millions d'euros en baisse de -35,8% par rapport au quatrième trimestre 2020, la contribution sous-jacente de -11 millions d'euros ce trimestre pour Creval pesant sur la rentabilité du métier. Le résultat net part du groupe de CA Italia sur son périmètre historique est donc stable ce trimestre (-2,0%).

Sur le trimestre, le processus d'intégration de CreVal a continué, conformément au calendrier prévu.

L'intégration comptable de Credito Valtellinese s'est achevée ce trimestre, avec la finalisation du PPA au cours du quatrième trimestre. Credit Agricole Italia a ainsi constaté en résultats un badwill net à 100% de 497 millions d'euros sur l'exercice, dont 119 millions d'euros sur le quatrième trimestre 2021 (soit un impact respectivement de 376 et de 90 millions d'euros en résultat net part du groupe, ces éléments étant reclassés en éléments spécifiques). Les opérations de due diligences et d'intégration de Creval ont également donné lieu à d'autres ajustements classés également en éléments spécifiques : la constatation d'impôts différés actif hors-bilan pour 105 millions d'euros (80 millions d'euros en résultat net part du groupe), -14 millions d'euros d'autres ajustements suite aux travaux de due diligences (-9 millions d'euros en éléments spécifiques), des charges de mise à niveau et de migration des infrastructures technologiques et de la plateforme IT (-47 millions d'euros en coûts d'intégration sur l'année 2021 dont -23 millions d'euros sur le seul quatrième trimestre (impact RNPG respectivement de -24 et -12 millions d'euros).

Afin de préparer l'avenir, Credit Agricole Italia a également entamé certaines transformations. Le Groupe en Italie a lancé un plan RH conséquent Next Generation, qui aura pour conséquence le départ d'environ 1100 salariés via un plan de sauvegarde de l'emploi ainsi que des départs à la retraite, et environ 550 recrutements. 190 millions d'euros ont été comptabilisés au quatrième trimestre pour financer ce plan (impact de -97 millions d'euros en RNPG ; reclassés en éléments spécifiques). CA Italia a également effectué une importante cession de portefeuille de créances non performantes ce trimestre, à hauteur d'1,5 milliards d'euros, afin d'améliorer le profil de risque du groupe (impact coût du risque de -194 millions d'euros) et comptabilisé des provisions complémentaires sur son portefeuille résiduel, afin de respecter les nouvelles politiques de risque du Groupe, à

hauteur de -125 millions d'euros. Ces éléments impactant le coût du risque ont été reclassés en éléments spécifiques pour un impact total sur le RNPG de -161 millions d'euros. Enfin CA Italia a conclu avec succès en septembre 2021 l'OPA lancée sur CA Friuladria et détient plus de 99% du capital de cette structure lui permettant de préparer la fusion de la banque dans CA Italia..

Sur l'année 2021, le produit net bancaire sous-jacent de Crédit Agricole Italia augmente de +24,8% pour s'établir à 2 279 millions d'euros (+4,5% hors effet périmètre). Les charges d'exploitation hors FRU restent maîtrisées (+24,3% mais +1,7% hors effet périmètre), ce qui entraîne une amélioration du coefficient d'exploitation sous-jacent hors FRU qui s'établit à 62,3% (amélioration de -1,8 point de pourcentage déc/déc à périmètre constant. et de -0,2 point de pourcentage hors effet périmètre). Le coût du risque sous-jacent diminue fortement sur l'année 2021 à 347 millions d'euros (-18,9% et -40,9% hors effet périmètre), bénéficiant d'une base 2020 très élevée. Il en résulte sur l'exercice une très forte hausse de la contribution de CA Italia à 244 millions d'euros en sous-jacent soit +69,3% par rapport à l'année 2020 et +61,7% en résultat sous-jacent à périmètre constant.

Le RoNE (retour sur fonds propres alloués normalisés) sous-jacent de CA Italia s'établit à 9,0% pour l'année 2021.

Le Groupe Crédit Agricole en Italie

Le résultat du Groupe en Italie s'établit à 751 millions d'euros sur l'année 2021, soit une amélioration de +31% par rapport à l'année 2020, du fait de la croissance des résultats opérationnels, de l'effet périmètre lié à Creval et de la baisse du coût du risque des filiales du Groupe en Italie. Au cours de l'année, les métiers du Groupe se sont tous renforcés en Italie. CA Italia a été classée deuxième banque italienne en terme de satisfaction clients⁸⁴. Amundi, avec près de 200 milliards d'euros d'encours sous gestion, a réalisé une excellente année en terme d'activité avec une collecte nette qui s'élève à 12 milliards d'euros sur 2021 dont 5 milliards d'euros au quatrième trimestre et en assurances, la part de marché des contrats vie a augmenté de 1,5 point de pourcentage pour atteindre 6,8% grâce au développement de la vente de produits en unité de comptes⁸⁵. L'activité dommages continue sa progression avec la poursuite des taux d'équipements des clients dans un environnement concurrentiel fort. De son côté, CACIB a été classé 2eme bookrunner LT en valeur transactionnelle des crédits syndiqués en Italie⁸⁶ et Agos confirme son positionnement de deuxième opérateur en Italie pour le prêt à la consommation avec une part de marché de 8,9% en 2021 (en hausse de 70 points de base par rapport à 2020)⁸⁷.

Banque de proximité à l'international - hors Italie

Crédit Agricole S.A. a annoncé en août 2021 la cession de sa filiale Serbe, Credit Agricole Srbija A.D, opération devant se finaliser au premier semestre 2022. Les résultats de cette entité pour l'année ont ainsi été reclassés en IFRS 5 au cours du troisième trimestre, impactant toutes les lignes de résultats de la Banque de proximité à l'international hors Italie⁸⁸

A périmètre constant⁸⁸, les revenus des entités croissent fortement, avec le développement de l'activité et l'absorption de la baisse des taux directeurs de 2020 dans les différents pays. Le produit net bancaire sous-jacent à périmètre constant de la banque de proximité à l'international hors Italie est en hausse de +20,3% par rapport au quatrième trimestre 2020 à 227 millions d'euros. Les charges sous-jacentes hors FRU à périmètre constant augmentent (+14,7% par rapport au quatrième trimestre 2020) reflétant le poids des investissements IT, la reprise des campagnes commerciales ainsi que les pressions inflationnistes. Il en résulte un coefficient d'exploitation sous-jacent hors FRU de BPI hors Italie à 62,6%, en baisse de -2,9 points de pourcentage par rapport au quatrième trimestre 2020. Le résultat brut d'exploitation sous-jacent à périmètre constant est ainsi en hausse de +30,9% par rapport au quatrième trimestre 2020. Le coût du risque diminue (-19,2% par rapport au quatrième trimestre 2020) et s'établit à -14 millions d'euros. Le taux de créances douteuses est faible à 6,6% à fin décembre 2021, en baisse notamment avec la cession d'un portefeuille de créances douteuse en Pologne.

⁸⁴Sources: CAI – sondage DOXA IRC Stratégique 2021;

⁸⁵Assurances – IAMA Consulting, Relazioni Trimestrali

⁸⁶Refinitiv et Dealogic

⁸⁷ Assofin

⁸⁸ Effets détaillés reclassement en IFRS 5 de CA Sbrija A.D. cf annexe 6

Le taux de couverture s'établit à un niveau élevé de 100%. Au final le résultat net part du Groupe sous-jacent à périmètre constant s'établit à 38 millions d'euros, en hausse de +12,4% par rapport au quatrième trimestre 2020.

Par pays :

- CA Pologne⁸⁹ : les revenus sont en forte hausse (+24%), portés par la conquête et le développement des commissions ; les charges progressent de (+14%) reflétant les investissements IT dans les réseaux ainsi que le lancement de campagnes publicitaires pour soutenir la conquête. Le taux de couverture des créances douteuses atteint 104%.
- CA Egypte⁸⁹ : le revenu brut d'exploitation progresse de +11% par rapport au quatrième trimestre 2020 et le coefficient d'exploitation reste inférieur à 40%
- CA Ukraine⁸⁹ : les revenus restent dynamiques (+24% par rapport au quatrième trimestre 2020) grâce au bon niveau d'activité. Les charges restent contenues dans un fort contexte inflationniste et le taux de créances douteuses reste faible à 1,1%.
- Crédit du Maroc⁸⁹ : l'activité et les revenus sont soutenus et le coût de risque bénéficie de reprises de provisions.

Sur l'année 2021, le PNB sous-jacent de la banque de proximité hors Italie progresse de +0,4% pour s'établir à 836 millions d'euros (+6,6% à périmètre constant) grâce à l'absorption progressive de la baisse des taux directeurs observée en 2020 et au fort développement de l'activité commerciale. Les charges d'exploitation hors FRU augmentent de 3,1 % (3,2 % à périmètre constant) pour s'établir à 522 millions d'euros, reflétant les investissements IT ainsi que la pression inflationniste de ces pays. Cela entraîne une légère amélioration du coefficient d'exploitation sous-jacent hors FRU qui s'établit à 62,5%, en baisse de plus de 2 points de pourcentage par rapport à l'année 2020. Le coût du risque est en baisse illustrant la qualité des portefeuilles crédit et de leur couverture. Au final, la contribution du métier au résultat net part du Groupe est en forte hausse sur l'année, de +39,9% à 113 millions d'euros. (+51,7% à périmètre constant)

Le RoNE (retour sur fonds propres alloués normalisés) sous-jacent des Autres BPI s'établit à 14,4% pour l'année 2021, contre 12,3% pour 2020.

Le pôle Banque de Proximité à l'international contribue à hauteur de 6% au résultat net part du Groupe sous-jacent des pôles métiers de Crédit Agricole S.A. (hors pôle AHM) sur l'année 2021 et de 14% aux revenus sous-jacents hors AHM.

Dans son ensemble, le pôle Banque de proximité contribue à hauteur de 19% au résultat net part du Groupe sous-jacent des pôles métiers de Crédit Agricole S.A. (hors pôle AHM) sur l'année 2021 et de 30% aux revenus sous-jacents hors AHM.

Au 31 décembre 2021, les fonds propres alloués au pôle s'élèvent à 9,7 milliards d'euros dont 4,8 milliards d'euros sur la Banque de proximité en France, 4,9 milliards d'euros sur la Banque de proximité à l'international. Les emplois pondérés du pôle sont de 101,6 milliards d'euros dont 50,3 milliards d'euros sur la Banque de proximité en France et 51,4 milliards d'euros sur la Banque de proximité à l'international.

Activités Hors métiers

Le résultat net part du groupe sous-jacent de AHM s'établit à -26 millions au quatrième trimestre 2021, en hausse de +225 millions d'euros par rapport au quatrième trimestre 2020. La contribution négative du pôle Activité Hors Métiers s'analyse en distinguant la contribution « structurelle » (-109 millions d'euros) des autres éléments (+83 millions d'euros).

La contribution de la composante « structurelle » est en hausse comparée au quatrième trimestre 2020 (+106 millions d'euros) en raison de l'amélioration de la structure de bilan, ainsi que la hausse de revenus des autres métiers du pôle. Cette contribution se décompose en trois types d'activités :

⁸⁹ Hors effet change

- Les activités et fonctions d'organe central de Crédit Agricole S.A. entité sociale. Cette contribution atteint -175 millions d'euros au quatrième trimestre 2021, en hausse de +20 millions d'euros par rapport au quatrième trimestre 2020, en lien avec l'amélioration de la structure de bilan.
- Les métiers non rattachés aux pôles métiers, comme CACIF (*Private equity*) et CA Immobilier et, depuis le premier trimestre 2021, BforBank intégré en mise en équivalence, en raison de sa détention à 50% par Crédit Agricole SA suite à sa recapitalisation. Leur contribution, à +63 millions d'euros au quatrième trimestre 2021, est en hausse de +58 millions d'euros par rapport au quatrième trimestre 2020, expliquée par la hausse des revenus de CACIF, liée à des cessions et à la revalorisation de certains fonds.
- Les fonctions support du Groupe. Leur contribution pour +2 millions d'euros ce trimestre est en hausse de +29 millions d'euros depuis le quatrième trimestre 2020, notamment liée à la hausse des revenus de Crédit Agricole Payment Services .

La contribution des « autres éléments » s'élève à +83 millions d'euros, en hausse de +119 millions d'euros par rapport au quatrième trimestre 2020, en raison d'un impact favorable des dividendes hors Groupe et de l'inflation sur la valorisation des swaps de couverture.

Sur l'année 2021, le résultat net part du groupe sous-jacent du pôle AHM s'élève à -463 millions d'euros, en amélioration de +270 millions d'euros par rapport à l'année 2020. La composante structurelle contribue à hauteur de -694 millions d'euros et les autres éléments du pôle enregistrent une contribution positive de +232 millions d'euros sur l'année 2021.

La contribution de la composante « structurelle » est en hausse de +69 millions d'euros comparé l'année 2020 et se décompose en trois types d'activités :

- Les activités et fonctions d'organe central de Crédit Agricole S.A. entité sociale. Cette contribution atteint -833 millions d'euros sur l'année 2021, en baisse de -87 millions d'euros par rapport au premier semestre 2020;
- Les métiers non rattachés aux pôles métiers, comme CACIF (*Private equity*) et CA Immobilier et, depuis le premier trimestre 2021, BforBank intégré en mise en équivalence, en raison de sa détention à 50% par Crédit Agricole SA suite à sa recapitalisation : leur contribution, à +130 millions d'euros sur l'année 2021, est en hausse par rapport à l'année 2020 (+145 millions d'euros).
- Les fonctions support du Groupe : leur contribution sur l'année 2021 est de +9 millions d'euros, en hausse de +14 millions d'euros par rapport au 2020, notamment en raison d'un changement en 2021 du mode de comptabilisation des produits et charges CAGIP.

La contribution des « autres éléments » sur l'année 2021 est de +232 millions d'euros, en hausse de +201 millions d'euros comparé l'année 2020, notamment liée à l'impact favorable des dividendes hors Groupe et de l'inflation sur la valorisation des swaps de couverture au quatrième trimestre 2021, et, notamment au deuxième et au troisième trimestre 2021, des éliminations sur titres intragroupes souscrits par Predica et par Amundi.

Au 31 décembre 2021, les emplois pondérés sont de 25,7 milliards d'euros.

* *

*

Solidité financière

Groupe Crédit Agricole

Au 31 décembre 2021, le **ratio Common Equity Tier 1 (CET1) phasé** du Groupe Crédit Agricole s'établit à 17,5%, en hausse de +0,1 point de pourcentage par rapport à fin septembre 2021. Ainsi, le Groupe Crédit Agricole affiche un coussin substantiel de +8,6 points de pourcentage entre le niveau de son ratio CET1 et l'exigence SREP (*Supervisory review and evaluation process*) fixée à 8,9%. Le ratio CET1 non phasé atteint 17,2%.

- **Résultat conservé** : +38 pb de résultat publié et -8 pb de distribution et paiement des coupons AT1.
- **Croissance des métiers** (« Variation des emplois pondérés ») : -14 pb concentré sur les Caisses régionales notamment.
- **Complément de distribution** : un complément de distribution de 0,20€ par action au titre du rattrapage du dividende 2019 (-4bp) ainsi que l'impact du deuxième rachat d'actions (-9 pb) sont également intégrés.
- **M&A** : prise en compte des acquisitions récentes : Olinn -4 pb, Lyxor -8 pb, ByMyCar -1 pb, Creval +1 pb (dont le badwill pour +6 pb, et divers autres éléments pour -5 pb, notamment les IDA)
- **Autres** : inclut notamment un impact lié aux augmentations de capital, celle réservée aux salariés (+4 bp) ainsi que celle liée aux nouvelles émissions de parts sociales (+3 pb).

Le **ratio de levier phasé** ressort à 6,1%, +0,1 point de pourcentage par rapport à fin septembre 2021 (5,5% avant neutralisation des expositions BCE) et bien au-dessus de l'exigence réglementaire de 3,11%⁹⁰. Le ratio de levier quotidien phasé est à 5,4% au 31 décembre 2021⁹¹ avant neutralisation des expositions BCE.

Les **emplois pondérés** du Groupe Crédit Agricole sont en hausse de +2,8 milliards d'euros par rapport au 30 septembre 2021, dont +1,6 milliard d'euros au titres des Caisses régionales.

Seuil de déclenchement du montant maximum de distribution (MMD)

La transposition de la réglementation bâloise dans la loi européenne (CRD) a instauré un mécanisme de restriction des distributions applicables aux dividendes, aux instruments AT1 et aux rémunérations variables. Le principe du Montant Maximal Distribuible (MMD, somme maximale qu'une banque est autorisée à consacrer aux distributions) vise à restreindre les distributions lorsque ces dernières résulteraient en un non-respect de l'exigence globale de coussins de fonds propres.

La distance au seuil de déclenchement du MMD correspond ainsi au minimum entre les distances respectives aux exigences SREP en capital CET1, Tier 1 et Fonds propres totaux.

Le Groupe Crédit Agricole, au 31 décembre 2021, dispose d'une marge de sécurité de **772 points de base au-dessus du seuil de déclenchement du MMD, soit 45 milliards d'euros de capital CET1**.

Crédit Agricole S.A., au 31 décembre 2021, dispose d'une marge de sécurité de **335 points de base au-dessus du seuil de déclenchement du MMD, soit 13 milliards d'euros de capital CET1**.

⁹⁰ Dans le cadre CRR2 les banques peuvent exclure certaines expositions Banque Centrale de l'exposition totale du ratio de levier lorsque des circonstances macro-économiques exceptionnelles le justifient. En cas d'application de cette exemption, les établissements doivent satisfaire à une exigence de ratio de levier ajustée, supérieure à 3%. Le 18 juin 2021, la Banque Centrale Européenne a déclaré que les établissements de crédit sous sa supervision peuvent appliquer cette exclusion compte tenu de l'existence de circonstances exceptionnelles depuis le 31 décembre 2019 ; cette mesure est applicable jusqu'au 31 mars 2022 inclus. Le Groupe Crédit Agricole applique cette disposition et doit, en conséquence, respecter une exigence de ratio de levier de 3,11% pendant cette période.

⁹¹ Le ratio de levier quotidien est calculé en tenant compte de la moyenne quotidienne du trimestre des expositions des opérations de financement sur titres (SFT)

TLAC

Le Conseil de stabilité financière (*Financial Stability Board* - FSB) a défini le calcul d'un ratio visant à estimer l'adéquation des capacités d'absorption de pertes et de recapitalisation des banques systémiques (*Global Systemically Important Banks* - G-SIBs). Ce ratio de *Total Loss Absorbing Capacity* (TLAC) fournit aux autorités de résolution le moyen d'évaluer si les G-SIBs ont une capacité suffisante d'absorption de pertes et de recapitalisation avant et pendant la résolution. Il s'applique aux établissements d'importance systémique mondiale, donc au groupe Crédit Agricole.

Les éléments pouvant absorber les pertes sont constitués par le capital, les titres subordonnés et les dettes pour lesquelles l'Autorité de Résolution peut appliquer le renflouement interne.

L'exigence de ratio TLAC a été transposée en droit de l'Union européenne via CRR2 et s'applique depuis le 27 juin 2019. Depuis lors, le Groupe Crédit Agricole doit satisfaire à tout moment aux exigences suivantes :

- un ratio TLAC supérieur à 16% des actifs pondérés des risques (*Risk Weighted Assets* - RWA), niveau auquel s'ajoute, d'après la directive européenne CRD5, une exigence globale de coussins de fonds propres (incluant pour le Groupe Crédit Agricole un coussin de conservation de 2,5%, un coussin G-SIB de 1% et le coussin contracyclique fixé à 0,02% pour le Groupe CA au 31/12/21). En tenant compte de l'exigence globale de coussins de fonds propres, le Groupe Crédit Agricole doit respecter un ratio TLAC supérieur à 19,5% ;
- un ratio TLAC supérieur à 6% de l'exposition en levier (*Leverage Ratio Exposure* - LRE).

Les exigences minimales de TLAC augmenteront à compter du 1^{er} janvier 2022 à 18% des actifs pondérés des risques – niveau auquel il faudra ajouter l'exigence globale de coussins à cette date – et 6,75% de l'exposition en levier.

Au 31 décembre 2021, le **ratio TLAC du Groupe Crédit Agricole s'élève à 26,3% des RWA et 8,7% de l'exposition en levier, hors dette senior préférée éligible**⁹², soit bien au-delà des exigences. Le ratio TLAC hors dette senior préférée éligible, exprimé en pourcentage des actifs pondérés des risques est en hausse de +30pb sur le trimestre ; la hausse modérée des RWA est plus que compensée par la progression des fonds propres et engagements éligibles. Exprimé en pourcentage de l'exposition en levier (LRE), le ratio TLAC hors dette senior préférée éligible progresse de +20pb par rapport à septembre 2021. Sans tenir compte de la neutralisation des expositions Banque Centrale, ce même ratio TLAC exprimé en LRE aurait atteint 7,8% (+20 pb *versus* septembre 2021).

Le Groupe présente ainsi un ratio TLAC hors dette senior préférée éligible supérieur de 680 points de base, soit 40 milliards d'euros, au-delà de l'exigence actuelle de 19,5% des RWA. Comparé aux nouvelles exigences s'appliquant à partir du 1^{er} janvier 2022, ce même ratio TLAC est supérieur de 480 points de base, soit 28 milliards d'euros, au-delà de l'exigence de TLAC exprimée en RWA (i.e. à 21,5% RWA + coussin contracyclique au 31 décembre 2021).

L'atteinte du ratio TLAC est soutenue par **un programme d'émission sur le marché en 2021 de 7 milliards d'euros de dettes TLAC**. Au 31 décembre 2021, 6,3 milliards d'euros équivalents ont été émis sur le marché (dette senior non préférée et Tier 2); le montant de titres senior non préférés du Groupe Crédit Agricole pris en compte dans le calcul du ratio TLAC s'élève à 26,1 milliards d'euros.

⁹² Dans le cadre de l'analyse annuelle de sa résolvabilité, le Groupe Crédit Agricole a choisi de renoncer à la possibilité prévue par l'article 72ter(3) de CRR d'utiliser de la dette senior préférée pour le respect du TLAC en 2021 et 2022.

MREL

Le ratio MREL (*Minimum Requirement for Own Funds and Eligible Liabilities*) est défini dans la Directive européenne "Redressement et Résolution des Banques" (*Bank Recovery and Resolution Directive - BRRD*). Cette directive établit un cadre pour la résolution des banques dans l'ensemble de l'Union Européenne, visant à doter les autorités de résolution d'instruments et de pouvoirs communs pour s'attaquer préventivement aux crises bancaires, préserver la stabilité financière et réduire l'exposition des contribuables aux pertes. La directive (UE) 2019/879 du 20 mai 2019 dite « BRRD2 » est venue modifier la BRRD et a été transposée en droit français par Ordonnance 2020-1636 du 21 décembre 2020.

Le ratio MREL correspond à un coussin de fonds propres et de passifs éligibles devant être disponibles pour absorber les pertes en cas de résolution. Sous BRRD2, le ratio MREL est calculé comme étant le montant de fonds propres et de passifs éligibles exprimé en pourcentage des actifs pondérés des risques (RWA), ainsi qu'en pourcentage de l'exposition en levier (LRE). Sont éligibles au numérateur du ratio MREL total les fonds propres prudentiels du Groupe, ainsi que les passifs éligibles émis par l'organe central et le réseau des affiliés, c'est-à-dire les titres subordonnés, les dettes senior non préférées et certaines dettes senior préférées d'échéance résiduelle de plus d'un an.

Les niveaux minimums à respecter sont déterminés dans des décisions prises par les autorités de résolution et notifiées à chaque établissement, puis révisées périodiquement. Le Groupe Crédit Agricole doit respecter à partir du 1^{er} janvier 2022 une exigence minimale de MREL total de :

- 21,04% des RWA, niveau auquel s'ajoute d'après la directive européenne CRD5, une exigence globale de coussins de fonds propres (incluant pour le Groupe Crédit Agricole un coussin de conservation de 2,5%, un coussin G-SIB de 1% et le coussin contracyclique fixé à 0,02% pour le Groupe CA au 31/12/21). En tenant compte de l'exigence globale de coussins de fonds propres, le Groupe Crédit Agricole doit respecter un ratio MREL total supérieur à 24,6% ;
- 6,02% de la LRE.

Au 31 décembre 2021, le **Groupe Crédit Agricole présente un ratio MREL estimé à 30,5% des RWA et 10,1% de l'exposition en levier**, bien au-delà de l'exigence de MREL total.

Une exigence de subordination additionnelle au TLAC (« MREL subordonné ») est également déterminée par les autorités de résolution et exprimée en pourcentage des RWA et de la LRE, dans laquelle les instruments de dette senior sont exclus, à l'instar du TLAC, dont le ratio est équivalent à celui du MREL subordonné pour le Groupe Crédit Agricole. Au 1^{er} janvier 2022, cette exigence de MREL subordonné pour le Groupe Crédit Agricole n'excède pas l'exigence de TLAC.

La distance au seuil de déclenchement du montant maximum de distribution liée aux exigences de MREL (M-MMD) correspond au minimum entre les distances respectives aux exigences de MREL, MREL subordonné et TLAC exprimées en RWA.

Le Groupe Crédit Agricole, au 31 décembre 2021, disposerait ainsi d'une marge de sécurité de 480 points de base au-dessus du seuil de déclenchement du M-MMD, compte tenu de l'exigence TLAC applicable au 1^{er} janvier 2022, soit 28 milliards d'euros de capital CET1.

L'objectif du Groupe Crédit Agricole est d'atteindre d'ici fin 2022 un ratio de MREL subordonné (hors dette senior préférée éligible) à 24-25% des RWA – objectif atteint depuis septembre 2020 – et de maintenir le ratio de MREL subordonné au-dessus de 8% du TLOF⁹³. Ce niveau permettrait le recours au Fonds de Résolution Unique (soumis à la décision de l'autorité de résolution) avant d'appliquer le principe de renflouement interne aux dettes seniors préférées, permettant de créer une couche de protection supplémentaire pour les investisseurs en dette senior préférée. Au 31 décembre 2021, le ratio de MREL subordonné atteint 8,6% du TLOF.

⁹³ Total Liabilities and Own Funds (TLOF) – équivalent au total bilan prudentiel après netting des dérivés

Crédit Agricole S.A.

A fin décembre 2021, la solvabilité de Crédit Agricole S.A. reste à un niveau élevé, avec un **ratio Common Equity Tier 1 (CET1) de 11,9%** en vision phasée (en baisse de -0,8 point de pourcentage par rapport à fin septembre 2021). Ainsi, Crédit Agricole S.A. affiche un coussin substantiel de 4 points de pourcentage entre le niveau de son ratio CET1 et l'exigence SREP, fixée à 7,9%. Le ratio CET1 non phasé atteint 11,6%.

- **Résultat conservé**: +36 pb de résultat publié et -21 pb de distribution et paiement des coupons AT1 au titre du quatrième trimestre (provision de dividende de 0,24€ par action sur le trimestre sur la base d'une politique de 50% de distribution portant la provision annuelle à 0,85€ par action).
- La provision de dividende annuelle est complétée d'une part par la poursuite du rattrapage du dividende 2019 à hauteur de 0,20€ par action (-16 pb), sur un total de 0,40€ par action, ainsi que par la finalisation du deuxième volet de rachat d'action (pour 500 m€, soit -14 pb). La provision totale pour dividende portant sur l'année 2021 atteint donc 1,05€ par action.
- **Croissance des métiers** (« Variation des emplois pondérés ») : -6 pb avec un impact concentré sur les Services financiers spécialisés.
- **M&A**: -16 pb, lié à la finalisation des opérations d'acquisition : Olinn -6 pb, Lyxor -12 pb, ByMy Car -1 pb et Creval +2 pb (le badwill de +10 pb étant compensé par d'autres éléments pour -8 pb, les IDA notamment).
- **Switch et autres**: -47 pb, principalement lié au débouclage des 50% résiduel de la garantie Switch assurance (-60 pb). D'autres éléments viennent s'ajouter, notamment l'augmentation de capital réservée aux salariés (+6 pb) ainsi qu'un effet change positif sur le trimestre.

Le **ratio de levier** phasé s'établit à 4,6% à fin décembre 2021 par rapport à une exigence de 3,18%⁹⁴. Le ratio de levier avant neutralisation des expositions BCE est de 3,9%, stable par rapport à fin septembre 2021. Le **ratio de levier quotidien**⁹⁵ phasé est à 3,8% avant neutralisation des expositions BCE.

Les **emplois pondérés** de Crédit Agricole S.A. sont en hausse de +19 milliards d'euros par rapport au 30 septembre 2021, principalement liée au démantèlement des 50% restant de la garantie switch assurance (+17 milliards d'euros). Le reste de la hausse est enregistré sur le métier de Services Financiers Spécialisés (+1,3 milliards d'euros), résultant notamment du pic d'activité constaté au quatrième trimestre 2021 pour CAL&F et sur le métier de Grandes Clientèles (+0,4 milliard d'euros).

⁹⁴ Dans le cadre de la réglementation CRR2 les banques peuvent exclure certaines expositions Banque Centrale de l'exposition totale du ratio de levier lorsque des circonstances macro-économiques exceptionnelles le justifient. Si elles appliquent cette exemption, les établissements doivent satisfaire à une exigence de ratio de levier ajustée, supérieure à 3%. Le 18 juin 2021, la Banque Centrale Européenne a déclaré que les établissements de crédit sous sa supervision peuvent appliquer cette exclusion compte tenu de l'existence de circonstances exceptionnelles depuis le 31 décembre 2019 ; cette mesure est applicable jusqu'au 31 mars 2022 inclus. Le Crédit Agricole S.A. applique cette disposition et doit, en conséquence, respecter une exigence de ratio de levier de 3,18% pendant cette période

⁹⁵ Le ratio de levier quotidien de Crédit Agricole S.A. est calculé en tenant compte de la moyenne quotidienne du trimestre des expositions des opérations de financement sur titres (SFT)

Liquidité et Refinancement

L'analyse de la liquidité est réalisée à l'échelle du Groupe Crédit Agricole.

Afin de fournir une information, simple, pertinente et auditable de la situation de liquidité du Groupe, l'excédent de ressources stables du bilan cash bancaire est calculé trimestriellement.

Le bilan cash bancaire est élaboré à partir des comptes en normes IFRS du Groupe Crédit Agricole. Il repose d'abord sur l'application d'une table de passage entre les états financiers IFRS du Groupe et les compartiments du bilan cash tels qu'ils apparaissent dans le tableau ci-après et dont la définition est communément admise sur la place. Il correspond au périmètre bancaire, les activités d'assurance étant gérées avec leur propre contrainte prudentielle.

À la suite de la répartition des comptes IFRS dans les compartiments du bilan cash, des calculs de compensation (nettings) sont effectués. Ils concernent certains éléments de l'actif et du passif dont l'impact est symétrique en termes de risque de liquidité. Ainsi, les impôts différés, impacts de la juste valeur, dépréciations collectives, ventes à découvert et autres actifs et passifs font l'objet d'un *netting* pour un montant de 67 milliards d'euros à fin décembre 2021. De même, 93 milliards d'euros de repos/reverse repos sont éliminés, dans la mesure où ces encours sont la traduction de l'activité du desk Titres effectuant des opérations de prêts/emprunts de titres qui se compensent. Les autres nettings effectués pour la construction du bilan cash, pour un montant total de 138 milliards d'euros à fin décembre 2021, sont relatifs aux dérivés, appels de marge, comptes de régularisation / règlement / liaison et aux titres non liquides détenus par la Banque de financement et d'investissement (BFI) et sont intégrés au compartiment des « Actifs de négoce à la clientèle ».

Il est à noter que la centralisation à la Caisse des Dépôts et Consignations ne fait pas l'objet d'un *netting* dans la construction du bilan cash ; le montant de l'épargne centralisée (71 milliards d'euros à fin décembre 2021) étant intégré à l'actif dans les « Actifs de négoce à la clientèle » et au passif dans les « Ressources clientèle ».

Dans une dernière étape, d'autres retraitements permettent de corriger les encours que les normes comptables attribuent à un compartiment, alors qu'ils relèvent économiquement d'un autre compartiment. Ainsi, les émissions seniors dans les réseaux bancaires ainsi que les refinancements de la Banque Européenne d'Investissements et Caisse des Dépôts et Consignations et les autres refinancements de même type adossés à des prêts clientèle, dont le classement comptable engendrerait une affectation au compartiment "Ressources marché long terme", sont retraités pour apparaître comme des "Ressources clientèle".

On notera que parmi les opérations de refinancement banques centrales, les encours correspondant au T-LTRO (Targeted Longer Term Refinancing Operations) sont intégrés dans les « Ressources marché long terme ». En effet, les opérations de T-LTRO 3 sont assimilées à un refinancement sécurisé de long terme, identique du point de vue du risque de liquidité à une émission sécurisée.

Les opérations de pension livrée (repos) moyen-long terme sont également comprises dans les « Ressources marché long terme ».

Enfin, les contreparties bancaires de la BFI avec lesquelles nous avons une relation commerciale sont considérées comme de la clientèle pour la construction du bilan cash.

Le bilan cash bancaire du Groupe, à 1 630 milliards d'euros au 31 décembre 2021, fait apparaître un excédent des ressources stables sur emplois stables de 279 milliards d'euros, en baisse de 14 milliards d'euros par rapport à fin septembre 2021, et en hausse de 14 milliards d'euros par rapport à fin décembre 2020.

L'encours total T-LTRO 3 pour le Groupe Crédit Agricole s'élève à 162 milliards d'euros⁹⁶ au 31 décembre 2021. Il est précisé que la bonification s'appliquant au taux de refinancement de ces opérations est étalée sur la durée des tirages. La sur-bonification est étalée sur la durée de la période de sur-bonification considérée. La sur-

⁹⁶ Hors FCA Bank

bonification s'appliquant au taux de refinancement de ces opérations pour la deuxième période (juin 2021 à juin 2022) a été prise en compte sur le T4 2021 pour la totalité des tirages.

Par ailleurs, le Groupe affiche à nouveau un dynamisme de l'activité commerciale sur le trimestre, enregistrant une hausse de 15 milliards d'euros la collecte et de 29 milliards d'euros des crédits.

L'excédent de 279 milliards d'euros appelé "position en ressources stables" permet au Groupe de couvrir le déficit LCR engendré par les actifs durables et les passifs stables (clientèle, actifs tangibles et intangibles, ressources long terme et fonds propres). Le pilotage interne exclut le surplus temporaire de ressources stables apportées par l'augmentation du refinancement T-LTRO 3, afin de sécuriser l'objectif du Plan à Moyen Terme de plus 100 milliards d'euros, indépendamment de la stratégie de remboursement à venir.

Les ratios NSFR du Groupe Crédit Agricole et de Crédit Agricole S.A sont supérieurs à 100%, conformément à l'exigence réglementaire entrée en application le 28 juin 2021.

Par ailleurs, compte-tenu des excédents de liquidité, le Groupe demeure en position prêteuse à court terme au 31 décembre 2021 (dépôts Banques centrales supérieurs au montant de l'endettement court terme net).

Les ressources de marché à moyen-long terme s'élèvent à 344 milliards d'euros au 31 décembre 2021, en baisse de 3 milliards d'euros par rapport à fin septembre 2021, et en hausse de 23 milliards d'euros par rapport à fin décembre 2020.

Elles comprennent les dettes seniors collatéralisées à hauteur de 222 milliards d'euros, les dettes senior préférées à hauteur de 72 milliards d'euros, les dettes seniors non préférées pour 29 milliards d'euros et des titres Tier 2 s'élevant à 21 milliards d'euros

Les réserves de liquidité du Groupe, en valeur de marché et après décotes, s'élèvent à 465 milliards d'euros au 31 décembre 2021, en baisse de 4 milliards d'euros par rapport à fin septembre 2021, et en hausse de 27 milliards d'euros par rapport à fin décembre 2020. Elles couvrent plus de quatre fois l'endettement court terme net (hors replacements en Banques centrales).

Le niveau élevé des dépôts en Banques centrales résulte du remplacement d'importants excédents de liquidité : ils s'établissent à 227 milliards d'euros au 31 décembre 2021 (hors caisse et réserves obligatoires), en baisse de 16 milliards d'euros par rapport à fin septembre 2021, et en hausse de 41 milliards d'euros par rapport à fin décembre 2020.

Le Groupe Crédit Agricole a par ailleurs poursuivi ses efforts afin de maintenir les réserves immédiatement disponibles (après recours au financement BCE). Les actifs éligibles en banques centrales après décote s'élèvent à 113 milliards d'euros.

Les établissements de crédit sont assujettis à un seuil sur le ratio LCR, fixé à 100% depuis le 1er janvier 2018.

Les ratios LCR moyens sur 12 mois au 31 décembre 2021 s'élèvent respectivement à 170,9% pour le Groupe Crédit Agricole et 153,0% pour Crédit Agricole S.A. Ils sont supérieurs à l'objectif du Plan à Moyen Terme d'environ 110%.

Dans le contexte de crise sanitaire COVID-19, la hausse du niveau des ratios LCR du Groupe Crédit Agricole et de Crédit Agricole S.A. est en ligne avec le recours du Groupe aux tirages T-LTRO 3 auprès de la Banque centrale.

Le Groupe continue de suivre une politique prudente en matière de refinancement à moyen long terme, avec un accès très diversifié aux marchés, en termes de base investisseurs et de produits.

En 2021, les principaux émetteurs du Groupe ont levé sur le marché l'équivalent de 30,0 milliards d'euros⁹⁷ de dette à moyen long terme, dont 28% émis par Crédit Agricole S.A. Les événements notables de l'année 2021 pour le Groupe sont les suivants :

- Crédit Agricole Assurances a émis un Tier 2 à 10 ans pour 1 milliard d'euros en septembre afin de refinancer des dettes subordonnées intragroupe ;
- Crédit Agricole next bank (Suisse) a réalisé deux émissions Covered Bond cette année pour 350 millions de CHF dont une émission inaugurale Green Covered Bond en septembre à 10 ans pour 150 millions de CHF ;
- Crédit Agricole Italia a émis un Covered Bond inaugurale Green pour 500 million d'euros à 12 ans en mars

Par ailleurs, 4,3 milliards d'euros ont également été empruntés auprès d'organismes nationaux et supranationaux, ou placés dans les réseaux des banques de proximité du Groupe (Caisses régionales, LCL et CA Italia) et dans d'autres réseaux externes en 2021.

En 2021, Crédit Agricole S.A. a réalisé à hauteur de 95% son programme de financement moyen long terme sur les marchés de 9 milliards d'euros pour l'année 2021 (dont 7 milliards d'euros en dette senior non préférée ou Tier 2).

La banque a levé l'équivalent de 8,5 milliards d'euros⁹⁸, dont 4,2 milliards d'euros en dette senior non préférée et 2,1 milliards d'euros en dette Tier 2, ainsi que 0,7 milliard d'euros de dette senior préférée et 1,5 milliard d'euros de dette senior collatéralisée. Le financement est diversifié en formats et en devises (EUR, USD, AUD, GBP, JPY, CNY, CHF, NOK).

Le programme de refinancement 2022 s'élève à 13 milliards d'euros⁹⁹, dont 7 milliards d'euros de dette senior préférée ou senior collatéralisée et 6 milliards d'euros de dette éligible TLAC (dette senior non préférée ou Tier 2). A fin janvier 2022, 32%¹⁰⁰ du programme de financement a été réalisé.

A noter que crédit Agricole S.A. a émis le 5 janvier 2022 un AT1 Perpétuel NC7,7 ans pour 1,25 milliard de dollars américains au taux initial de 4,75%.

⁹⁷ Montant brut avant rachats et amortissements

⁹⁸ Montant brut avant rachats et amortissements

⁹⁹ Montant brut avant rachats et amortissements, hors émission AT1

¹⁰⁰ Montant brut avant rachats et amortissements, hors émission AT1

ENVIRONNEMENT ECONOMIQUE ET FINANCIER

RETROSPECTIVE 2021

Les performances économiques mondiales ont continué d'être largement conditionnées par la diffusion du virus et la réponse sanitaire (déploiement de la vaccination, stratégie de confinement), la structure des économies (poids relatifs de l'industrie et des services dont tourisme), et la contre-offensive budgétaire et monétaire (ampleur des soutiens à l'activité). **Tout comme l'étaient les récessions subies en 2020, les trajectoires de reprise sont demeurées hétérogènes. A la Chine dopée par son commerce extérieur et croissant à un rythme de 8,1%, aux Etats-Unis puis à la zone euro affichant de très belles performances, ont continué de s'opposer les reprises en demi-teinte ou les rebonds fragiles de nombreux pays émergents au sein desquels s'est nettement affirmée la tendance à la fragmentation.**

Par ailleurs, longtemps oubliée, **l'inflation** est revenue au centre des préoccupations. Son accélération très vive a résulté de la combinaison de plusieurs facteurs : pressions subies en amont avec de fortes hausses des prix des matières premières et des goulets d'étranglement¹⁰¹, tensions en aval issues du fort rebond de la consommation des ménages soutenue par des aides financières substantielles et une épargne élevée héritée de la crise de 2020, effets de base après une inflation très faible en 2020. Alors que l'offre demeurait restreinte au sortir de la crise (manque de main-d'œuvre ou de biens), la normalisation de la demande a engendré des hausses de prix dans des secteurs spécifiques notamment ceux préalablement très pénalisés par la pandémie (hôtellerie, restauration ou automobile par exemple).

Aux **Etats-Unis**, après The Coronavirus Aid, Relief and Economic Security Act (CARES Act) de 2200 milliards de dollars de Donald Trump, le plus vaste plan de soutien de l'histoire américaine, puis le plan de décembre de 900 milliards de dollars (soit au total environ 14% du PIB), le plan de relance de Joe Biden (the American Rescue Plan) totalisant 1900 milliards de dollars, soit environ 9% du PIB, a été déployé à partir de mars. Les ménages, en particulier ceux à faible revenu, en ont été les grands bénéficiaires. Grâce à la reprise vigoureuse de la consommation, en outre dopée par la baisse rapide du chômage, la croissance s'est établie à 5,7% en 2021. En décembre, l'inflation totale sur douze mois a atteint 7% (une première depuis le début des années 1980) pour une inflation sous-jacente à 5,5%, son plus haut niveau depuis le début des années 1990. Outre l'impact des prix de l'énergie et des intrants industriels, certains postes spécifiques (véhicules neufs mais surtout d'occasion, par exemple) stimulés par une demande forte ont contribué à l'accélération de l'inflation.

La **zone euro** a bien résisté aux dernières phases de confinement en limitant, d'une part, les effets négatifs aux secteurs faisant l'objet de mesures de restriction ciblées et en profitant, d'autre part, de la réactivation de son secteur manufacturier. La bonne surprise est venue du dynamisme de l'investissement productif soutenu par la vigueur de la demande de biens manufacturés mais aussi par les fonds européens du plan de relance. Après s'être contracté de 6,5% en 2020, le PIB croîtrait de 5,2% en 2021. Si l'excès de demande et l'accélération des salaires sont bien moins patents qu'aux Etats-Unis, l'inflation totale s'est néanmoins sensiblement redressée pour atteindre 5% sur un an en décembre alors que l'inflation sous-jacente augmentait moins vigoureusement (2,6%).

Après avoir subi une récession de 8% en 2020, la **France** s'est dès le deuxième semestre 2020 engagée sur la voie d'une reprise vive qu'elle a poursuivie en 2021. La nouvelle vague épidémique et la diffusion du variant Omicron ont fait peser de nouvelles craintes sur la vigueur de la reprise à court terme mais l'absence de mesures très restrictives a permis d'en limiter l'impact. Après un rebond mécanique marqué au troisième trimestre, la croissance a ainsi ralenti au quatrième trimestre, tout en restant soutenue, permettant au PIB de progresser de 7% en 2021. Portée par la hausse du prix des matières premières (en particulier de l'énergie, responsable de plus de la moitié de la hausse des prix), l'inflation a accéléré pour atteindre 2,8% sur 12 mois en décembre (1,6% en moyenne).

En dépit d'une inflexion dans le discours de la Réserve Fédérale suggérant une normalisation plus rapide de sa politique monétaire, un cap monétaire accommodant a été maintenu tant aux Etats-Unis qu'en zone euro.

Aux **Etats-Unis**, en début d'année, J. Powell insistait sur la situation toujours très dégradée du marché du travail et la faiblesse du taux d'emploi par rapport à son niveau pré-crise. Mais, les inquiétudes se sont progressivement

¹⁰¹ Les cours pouvant être très volatils, il est préférable de retenir des prix annuels moyens. Entre 2020 et 2021, le prix du pétrole (Brent) a progressé de près de 70% alors que celui du gaz en Europe a quadruplé. L'indice CRB s'est redressé de 43%. Les cours du fer et du cuivre ont crû, respectivement, de 46% et 51%. Les prix alimentaires n'ont pas été épargnés, comme en témoigne le cours du blé en hausse de 23%. Enfin, symptomatique de tensions extrêmement fortes sur le trafic maritime, le « Baltic Dry Index » a quasiment triplé.

déplacées de la croissance vers l'inflation, qui après avoir été jugée transitoire est devenue plus préoccupante. En parallèle, la Fed a annoncé sa stratégie de normalisation progressive : réduction progressive de ses achats mensuels d'actifs (USD 120 Mds alors en vigueur) ou tapering puis, sans ni calendrier préétabli, remontée de son taux directeur (fourchette cible du taux des Fed Funds [0%,0,25%]).

C'est lors de la réunion du Comité de politique monétaire de la Fed (FOMC) de juin qu'est intervenue la première inflexion consistant en une hausse des prévisions des taux des Fed Funds couplée à une révision à la hausse des prévisions de croissance et d'inflation. Afin de préparer les marchés, dès septembre, la Fed a indiqué qu'elle préciserait en novembre les modalités de son tapering. Début novembre, la Fed a annoncé qu'elle réduirait ses achats mensuels de USD 15 Mds suggérant leur fin en juin 2022 tout en se laissant la possibilité d'ajuster le rythme du tapering. Enfin, mi-décembre, avec un doublement de la vitesse du tapering prenant ainsi fin en mars 2022, la réunion du FOMC a confirmé l'accélération de sa normalisation monétaire. Une accélération justifiée par le caractère plus généralisé de l'inflation et les progrès rapides vers l'emploi maximum malgré quelques déceptions persistantes sur le taux de participation. J. Powell a également indiqué qu'une hausse de taux était possible avant que l'emploi maximum ne soit atteint si les pressions inflationnistes restaient préoccupantes. Enfin, le Dot Plot¹⁰² signalait une trajectoire de hausses du taux directeur plus agressive.

En **zone euro**, si la BCE a également pris acte en juin du raffermissement et révisé à la hausse ses prévisions de croissance et d'inflation, elle a confirmé l'orientation très accommodante et très flexible de sa politique monétaire. En décembre, la BCE a confirmé son scénario de croissance et d'inflation et présenté sa stratégie monétaire.

La prévision d'inflation de la BCE a été revue à la hausse pour 2022 (de 1,7% à 3,2%) ; la révision est bien plus modeste pour 2023 (de 1,5% à 1,8%) et sa projection 2024 (1,8%) reste inférieure à la cible de 2%. L'inflation demeurerait donc transitoire selon la BCE, essentiellement motivée par un choc d'offre ayant des effets limités sur l'inflation sous-jacente (à 1,9% en 2022, 1,7% en 2023). L'impact négatif sur la croissance (revue à la baisse de 4,6% à 4,2% en 2022) est supposé modéré et bref : l'inflation érode temporairement le pouvoir d'achat sans faire « dérailler » la croissance (revue à la hausse à 2,9% en 2023).

En termes de stratégie, la BCE a indiqué que le retrait du soutien d'urgence s'accompagnerait d'une présence significative et flexible sur le marché souverain. Il s'agit de prévenir, d'une part, une pentification trop forte de la courbe des taux et, d'autre part, tout risque de fragmentation¹⁰³. La BCE a rappelé que préalablement à une hausse de son taux directeur, trois conditions doivent être remplies : l'inflation doit atteindre l'objectif de 2% bien avant la fin de l'horizon de projection de la BCE ; cet objectif doit être atteint de manière durable jusqu'à la fin de l'horizon de projection ; les progrès réalisés en termes d'inflation sous-jacente doivent être suffisamment avancés pour être compatibles avec la stabilisation de l'inflation au niveau de son objectif à moyen terme. Au regard des prévisions actualisées, les conditions ne sont pas encore remplies.

Les marchés obligataires ont évolué au gré de quelques grands thèmes : un premier trimestre enthousiaste porté par le reflation trade, un deuxième trimestre plus maussade rattrapé par la réalité de la pandémie, un second semestre placé sous le sceau d'une croissance vive mais d'une inflation nettement plus préoccupante nourrissant un scénario de normalisation monétaire américaine plus rapide.

Aux **Etats-Unis**, les taux d'intérêt¹⁰⁴ à 2 ans ont évolué au gré du scénario monétaire : ils sont restés bien ancrés à un niveau bas (0,17% en moyenne) pour ne se redresser lentement qu'à partir du moment où le resserrement monétaire a été évoqué (septembre) puis plus fermement à l'occasion de l'accélération du tapering en fin d'année, qu'ils ont terminée à 0,70% (soit une hausse de 60 points de base sur un an). Avec le « reflation trade » nourri par des perspectives de croissance et d'inflation plus soutenues, les progrès de la vaccination et des données économiques meilleures qu'anticipé, les taux longs ont nettement augmenté aux Etats-Unis et cette hausse s'est diffusée à la zone euro. Le taux américain à 10 ans (proche de 0,90% en début d'année) s'est redressé jusqu'à culminer fin mars vers 1,75%. Les mauvaises nouvelles du front sanitaire sont ensuite venues

¹⁰² Nuage de points reflétant le niveau jugé approprié du taux des Fed Funds par les gouverneurs. La médiane indique désormais des hausses de taux de 25 points de base chacune au rythme de trois en 2022, trois en 2023 et deux en 2024, un resserrement plus avancé et soutenu qu'en septembre quand la première hausse de taux intervenait fin 2022/début 2023. Les hausses de taux porteraient le taux cible des Fed Funds entre 2% et 2,25% à la fin de 2024.

¹⁰³ Les achats dans le cadre du programme d'urgence PPE cesseront donc fin mars 2022 ; la période de réinvestissement s'étendra jusqu'à fin 2024 en maintenant toute la flexibilité des achats entre juridictions et classes d'actifs ; les achats d'actifs au titre du programme traditionnel APP seront accrus en 2022 (de € 20 mds par mois à € 40 mds au T2, puis réduits à € 30 mds au T3 et € 20 mds au T4) et maintenus tant que nécessaire pour renforcer les effets accommodants des taux directeurs. Ils cesseront peu avant la hausse des taux directeurs.

¹⁰⁴ Tous les taux d'intérêt mentionnés se réfèrent aux emprunts d'Etat.

tempérer l'enthousiasme et les marchés obligataires ont adopté une position plus conservatrice. Puis, à partir de septembre, le thème de l'accélération de l'inflation motivant un resserrement monétaire américain plus vif qu'anticipé a de nouveau poussé les taux d'intérêt à la hausse. Le taux américain à 10 ans a fini l'année à 1,50% (soit une hausse de 60 points de base sur un an) : il n'a pas été impacté par l'attention portée par les marchés à l'inflation et la normalisation monétaire.

En **zone euro**, en sympathie avec la première phase de redressement des taux américains, le taux allemand à 10 ans (Bund) a augmenté, passant de près de -0,60% en début d'année à -0,10% en mai. Si la Fed s'est montrée tolérante au durcissement des conditions financières synonyme d'amélioration des perspectives économiques, la BCE s'est empressée de signaler qu'un tel durcissement était prématuré et injustifié. Le Bund est ensuite reparti à la baisse. Alors que le taux à 2 ans allemand est resté quasiment stable (à -0,60% fin 2021 contre -0,70% fin 2020), le Bund a clos l'année à -0,30% (soit une hausse de 40 points de base sur un an). A la faveur des déclarations de la BCE relatives aux modalités de ses achats de titres souverains, les primes de risque offertes par la France et l'Italie contre Bund se sont légèrement écartées (écartement des spreads de respectivement 13 et 24 points de base sur l'année) tout en restant serrées (spreads de respectivement 35 et 135 points de base). Alors que la perspective des élections en France ne semble pas affecter le spread français à ce stade, le spread italien est négativement impacté depuis novembre par la perspective des élections présidentielles.

Les **marchés actions**, toujours soutenus par des conditions financières accommodantes en dépit des normalisations à venir et des perspectives de croissance favorables tout au moins dans les pays avancés, ont enregistré de belles progressions (hausses moyennes annuelles des indices S&P 500, Eurostoxx 50, CAC 40, respectivement, +32%, +23%, +27%). Enfin, après avoir bien résisté, l'euro s'est replié contre le dollar en raison d'une normalisation monétaire plus avancée aux Etats-Unis qu'en Europe : l'euro s'apprécie en moyenne de 3,6% contre dollar mais se déprécie en fin d'année (à 1,14 en décembre 2021, il perd près de 7% sur un an).

PERSPECTIVES 2022

Notre scénario retient un ralentissement de la croissance, qui resterait soutenue, ainsi qu'une lente modération de l'inflation. Un tel schéma suppose que la demande se normalise et que les contraintes pesant sur l'offre se desserrent. Cette double normalisation permet que l'inflation (notamment sous-jacente) ralentisse et que les mesures exceptionnelles de soutien monétaire soient retirées sans précipitation et sans impact excessif sur les marchés obligataires.

On ne peut évidemment mésestimer le risque d'une inflation à la fois plus élevée et plus durable qu'anticipé. Si le risque d'accroissement sensible des salaires et d'installation de l'inflation sur un plateau durablement plus élevé est plus patent aux Etats-Unis, les craintes en zone euro émanent plutôt d'une érosion du pouvoir d'achat susceptible d'entamer la vigueur de la croissance : cela ne constitue cependant pas actuellement notre scénario central. Par ailleurs, tout au moins dans les économies avancées grâce à la couverture vaccinale, les variants éventuels du virus semblent pouvoir freiner temporairement l'activité sans provoquer de rupture ou de forte discontinuité dans les comportements. Le variant Omicron introduit ainsi un risque baissier sur le premier trimestre 2022 mais haussier sur le deuxième trimestre 2022 sans bouleverser les grandes lignes du scénario.

Aux **États-Unis**, la croissance resterait donc vigoureuse (3,8% en 2022) avant de converger graduellement vers sa tendance de long terme (2,3% en 2023). Elle profiterait d'une consommation solide portée par l'amélioration du marché du travail, la progression élevée des salaires – mais circonscrite aux secteurs les plus affectés par les pénuries de main-d'œuvre sans générer une boucle prix-salaires – et le réservoir non encore entamé d'épargne, filet de sécurité permettant d'amortir l'accélération vive de l'inflation. Un scénario favorable sur la consommation mais aussi sur l'investissement : les entreprises restent optimistes malgré les problèmes de perturbation des chaînes d'approvisionnement et de manque de main-d'œuvre persistants bien qu'en repli.

Les moteurs qui ont le plus vigoureusement contribué à l'accélération de l'inflation en 2021 continueront à tourner, tant aux Etats-Unis qu'ailleurs, au moins durant le premier semestre de 2022 : inflation énergétique élevée avec notamment la poursuite de la crise du gaz naturel (dont les prix sont extrêmement volatils mais se sont, en quelque sorte « stabilisés » depuis octobre), répercussions sur les prix de détail des hausses de coûts subies sur les intrants (effets de second tour avec un impact maximal intervenant environ quatre trimestres après le choc sur les prix en amont), problèmes d'approvisionnement (dont semi-conducteurs et conteneurs) et de goulets d'étranglement susceptibles de se prolonger sur la majeure partie de 2022 tout en étant moins « mordants ». Au second semestre 2022, sous réserve d'une stabilisation des prix de l'énergie, les effets de base deviendraient alors très favorables (forte baisse sur un an des prix de l'énergie puis des biens) et les perturbations sur les chaînes de valeur seraient en voie de résolution graduelle.

Aux **Etats-Unis**, dopée par des composantes spécifiques très dynamiques (composante logement « Owners' Equivalent Rent » qui n'existe pas en zone euro, voitures d'occasion notamment, salaires plus dynamiques faisant anticiper des effets de « troisième tour »), l'inflation resterait très élevée au premier trimestre avec un pic prévu vers 7,5% en glissement annuel pour une inflation sous-jacente approchant près de 6,5%. L'inflation totale se replierait ensuite (vers 3% sur 12 mois fin 2022) portant la moyenne annuelle à 5,4% contre 4,7% en 2021.

En **zone euro**, la vigueur de la reprise n'a pas encore permis de combler l'écart de production négatif et le choc inflationniste exogène ne semble pas à même d'altérer le scénario d'une croissance décélérant tout en restant robuste : elle s'établirait à 4,3% en 2022 puis à 2,5% en 2023. Si elle se heurte à la faiblesse de l'offre (blocages logistiques, chaînes d'approvisionnement tendues, pénuries d'intrants et de main-d'œuvre), la demande agrégée est encore faible malgré son rebond : c'est précisément cette faiblesse qui permet d'anticiper des hausses de salaires encore contenues et une hausse de l'inflation plus persistante mais temporaire. Tout comme aux États-Unis, la remontée de l'inflation au-delà de nos anticipations constitue évidemment le principal risque : elle dégraderait la croissance via l'érosion du pouvoir d'achat, plutôt que via une éventuelle spirale prix-salaires. L'éventualité d'une spirale prix-salaire constitue actuellement une préoccupation aux yeux des investisseurs qui semble exagérée.

Outre les facteurs de hausse déjà évoqués, l'inflation en zone euro sera volatile mais largement influencée par des facteurs techniques (tels, par exemple, les pondérations des composantes de l'indice des prix, la fin de l'effet de la TVA en Allemagne, les révisions selon des modalités nationales des prix des contrats énergétiques, etc.). Les inflations totale et sous-jacente s'établiraient en moyenne, respectivement, à 4,1% (2,4% en décembre sur un an) et 2,4% (1,9% en décembre).

En **France**, la consommation devrait bénéficier d'un pouvoir d'achat en hausse malgré les tensions inflationnistes. Des créations d'emplois dynamiques et des taux de chômage au plus bas devraient rassurer les

ménages confortés, par ailleurs, par l'accumulation pendant la crise d'un surplus d'épargne évalué à €150Mds. L'investissement bénéficiera du soutien du plan de relance présenté à l'automne 2020 et renforcé depuis par le plan France 2030. La croissance se situerait vers 3,9% en 2022. Quant à l'inflation, élevée en début d'année, elle repasserait sous 2% en fin d'année et atteindrait en moyenne 2,6% en 2022.

Notre scénario retient des normalisations monétaires (encore préférées à des resserrements monétaires) très variées. Selon la vigueur de l'inflation avérée ou redoutée et la résistance anticipée de la croissance de leurs territoires respectifs, les banques centrales s'engagent à des cadences très diverses sur la voie du retrait de leur accommodation aussi exceptionnelle que généreuse.

Aux **Etats-Unis**, considérant l'inflation comme un risque majeur, les responsables de la Réserve fédérale ont insisté mi-janvier sur la reprise de l'activité et de l'emploi, tout en estimant que le risque de mise en place d'une boucle prix-salaires était faible. Selon la Fed, l'inflation devrait ralentir à partir du second semestre. La Fed a débuté son tapering et les marchés tablent désormais sur quatre hausses du taux des Fed Funds en 2022, dont 50 points de base dès la réunion de mars. Nous tablons sur un taux cible à 1% fin 2022.

En **zone euro**, à une Fed bien avancée s'oppose une BCE pour laquelle rien ne presse et qui s'engage à rester accommodante et flexible encore longtemps comme l'indiquent les axes de sa politique monétaire annoncés en décembre.

Les normalisations monétaires ne s'accompagneraient pas de fortes tensions obligataires. L'année 2022 se diviserait en deux séquences. À un premier semestre encore placé sous le sceau d'une croissance et d'une inflation toutes deux fortes, propices à un mouvement de hausse des taux d'intérêt, succéderait le thème de la décélération favorable à leur recul.

Aux **États-Unis**, les chiffres de l'inflation n'ont jusqu'à présent pas suscité de sur-réaction sur les taux d'intérêt. Le taux gouvernemental à dix ans pourrait ainsi se redresser avant d'amorcer un repli pour se situer à 1,35% fin 2022. En **zone euro**, l'appréciation du risque inflationniste par la BCE et les marchés, d'une part, et la crédibilité du diagnostic de la BCE aux yeux des marchés, d'autre part, seront déterminantes. La montée de l'inflation et de sa volatilité devrait se traduire par une hausse de la prime de terme au cours du premier semestre 2022. En sympathie avec le reflux de la croissance et des tensions sur les prix, les taux s'inscriraient sur une tendance baissière au second semestre. Le taux à dix ans allemand redeviendrait nul (voire très légèrement positif) pour se replier vers -0,25% fin 2022. Alors que les perspectives de nouvelles mesures de relance de la BCE s'estompent, la communication de la BCE devra être aussi subtile que convaincante pour prévenir un écartement des spreads périphériques : ceux-ci pourraient néanmoins s'élargir légèrement et temporairement. Les primes de risque offertes par la France et l'Italie se situeraient, respectivement, à 35 et 130 points de base au-dessus du Bund fin 2022.

Annexe 1 – Eléments spécifiques, Groupe Crédit Agricole et Crédit Agricole S.A.

Groupe Crédit Agricole - Eléments spécifiques, T4-21 et T4-20, 2021 et 2020

| En m€ | T4-21 | | T4-20 | | 2021 | | 2020 | |
|---|--------------|----------------|--------------|----------------|--------------|----------------|----------------|----------------|
| | Impact brut* | Impact en RNPG | Impact brut* | Impact en RNPG | Impact brut* | Impact en RNPG | Impact brut* | Impact en RNPG |
| DVA (GC) | 1 | 1 | 18 | 13 | 6 | 4 | 11 | 8 |
| Couvertures de portefeuilles de prêts (GC) | 4 | 3 | (30) | (21) | (17) | (13) | 10 | 7 |
| Provisions Epargne logement (LCL) | 9 | 7 | 2 | 1 | (1) | (1) | (14) | (9) |
| Provisions Epargne logement (AHM) | 22 | 16 | (14) | (10) | 22 | 16 | (64) | (44) |
| Provisions Epargne logement (CR) | 85 | 60 | 52 | 35 | 85 | 61 | (81) | (55) |
| Soulte Liability management (AHM) | - | - | - | - | - | - | (41) | (28) |
| Soutien aux assurés pros Covid-19 (LCL) | - | - | - | - | - | - | (2) | (1) |
| Soutien aux assurés pros Covid-19 (GEA) | - | - | - | - | - | - | (143) | (97) |
| Soutien aux assurés pros Covid-19 (CR) | - | - | - | - | - | - | (94) | (64) |
| Projet de cession en cours PNB (WM) | - | - | - | - | (1) | (1) | - | - |
| Contribution exceptionnelle sur les cotisations des complémentaires santé (GEA) | - | - | (22) | (15) | - | - | (22) | (15) |
| Déclassement d'actifs en cours de cession - PNB (BPI) | - | - | - | - | (2) | (2) | - | - |
| Total impact en PNB | 120 | 86 | 5 | 4 | 92 | 65 | (439) | (298) |
| Don solidaire Covid-19 (GEA) | - | - | - | - | - | - | (38) | (38) |
| Don solidaire Covid-19 (BPI) | - | - | - | - | - | - | (8) | (4) |
| Don solidaire Covid-19 (AHM) | - | - | - | - | - | - | (10) | (10) |
| Don solidaire Covid-19 (CR) | - | - | - | - | - | - | (10) | (10) |
| Coûts d'intégration Kas Bank / S3 (GC) | - | - | (7) | (3) | (4) | (2) | (19) | (9) |
| Coûts de transformation (GC) | (24) | (12) | - | - | (45) | (23) | - | - |
| Coûts de transformation (LCL) | - | - | - | - | (13) | (9) | - | - |
| Coûts d'acquisition Lyxor | (16) | (8) | - | - | (16) | (8) | - | - |
| PSE CA Italia | (190) | (109) | - | - | (190) | (109) | - | - |
| Projet de cession en cours Charges (WM) | - | - | - | - | (2) | (2) | - | - |
| Frais d'intégration Creval (BPI) | (23) | (13) | - | - | (32) | (17) | - | - |
| Autres ajustements Creval | (19) | (12) | - | - | (19) | (12) | - | - |
| Contribution exceptionnelle au plan de sauvegarde des banques italiennes (BPI) | (25) | (14) | (11) | (7) | (25) | (14) | (11) | (7) |
| Déclassement d'actifs en cours de cession - Charges (BPI) | - | - | - | - | (1) | (1) | - | - |
| Total impact en Charges | (297) | (168) | (18) | (11) | (347) | (197) | (96) | (79) |
| Corrections sur FRU 2016-2020 (CR) | - | - | - | - | 55 | 55 | - | - |
| Corrections sur FRU 2016-2020 (AHM) | - | - | - | - | 130 | 130 | - | - |
| Total impact en FRU | - | - | - | - | 185 | 185 | - | - |
| Activation du Switch2 (GEA) | - | - | - | - | - | - | 65 | 44 |
| Activation du Switch2 (CR) | - | - | - | - | - | - | (65) | (44) |
| Ajustement sur l'activation du switch 2 (CR) | - | - | - | - | - | - | 28 | 19 |
| Ajustement sur l'activation du switch 2 (GEA) | - | - | - | - | - | - | (28) | (19) |
| Creval - Coût du risque stage 1 (BPI) | - | - | - | - | (25) | (21) | - | - |
| Complément de provision portefeuille CA Italia | (319) | (180) | - | - | (319) | (180) | - | - |
| Total impact coût du risque de crédit | (319) | (180) | - | - | (344) | (202) | 0 | 0 |
| Reprise de provision sur l'amende FCA Bank (SFS) | - | - | 89 | 89 | - | - | 89 | 89 |
| Gain "affrancamento" (SFS) | - | - | - | - | 5 | 5 | - | - |
| Total impact mise en équivalence | - | - | 89 | 89 | 5 | 5 | 89 | 89 |
| Frais d'intégration Creval (BPI) | - | - | - | - | 1 | - | - | - |
| Frais d'acquisition Creval (BPI) | - | - | - | - | (16) | (9) | - | - |
| Total impact en Gains ou pertes nets sur autres actifs | - | - | - | - | (15) | (9) | - | - |
| Dépréciation écart d'acquisition CA Italia (AHM) | - | - | (965) | (884) | - | - | (965) | (884) |
| Badwill Creval (BPI) | 119 | 101 | - | - | 497 | 422 | - | - |
| Total impact variation des écarts d'acquisition | 119 | 101 | (965) | (884) | 497 | 422 | (965) | (884) |
| Gain "affrancamento" IS (SFS) | 108 | 66 | - | - | 108 | 66 | - | - |
| Gain "affrancamento" (BPI) | 59 | 50 | - | - | 97 | 82 | - | - |
| Gain "affrancamento" (GEA) | - | - | - | - | 114 | 80 | - | - |
| IDA hors-bilan CREVAL | 105 | 89 | - | - | 105 | 89 | - | - |
| Total impact en Impôts | 272 | 205 | - | - | 424 | 317 | - | - |
| Déclassement d'actifs en cours de cession (SFS) | - | - | (66) | (66) | - | - | (135) | (135) |
| Déclassement d'actifs en cours de cession Bankoia (BPI) | - | - | (1) | (1) | - | - | (42) | (42) |
| Déclassement d'actifs en cours de cession Nacarar (CR) | - | - | - | - | - | - | (5) | (5) |
| Dépréciation de l'écart d'acquisition (AHM) | - | - | - | - | - | - | (55) | (55) |
| Déclassement d'actifs en cours de cession (BPI) | - | - | (7) | (7) | 1 | (1) | (7) | (7) |
| Projet de cession en cours (WM) | - | - | (24) | (24) | 5 | 5 | (24) | (24) |
| Total impact en Activités en cours de cession | - | - | (98) | (98) | 3 | 3 | (268) | (268) |
| Impact total des retraitements | (104) | 44 | (987) | (899) | 500 | 589 | (1 679) | (1 440) |
| Gestion de l'épargne et Assurances | (16) | (8) | (83) | (64) | 100 | 74 | (227) | (174) |
| Banque de proximité-France | 94 | 67 | 91 | 62 | 126 | 106 | (206) | (145) |
| Banque de proximité-International | (292) | (88) | (20) | (16) | 71 | 226 | (68) | (60) |
| Services financiers spécialisés | 108 | 66 | 24 | 24 | 113 | 71 | (45) | (45) |
| Grandes Clientèles | (19) | (8) | (19) | (11) | (61) | (33) | 3 | 6 |
| Activités hors métiers | 22 | 16 | (979) | (894) | 152 | 146 | (1 136) | (1 021) |

* Impacts avant impôts et avant intérêts minoritaires

Crédit Agricole S.A. - Eléments spécifiques, T4-21 et T4-20, 2021 et 2020

| En m€ | T4-21 | | T4-20 | | 2021 | | 2020 | |
|---|--------------|---------------|----------------|---------------|--------------|---------------|----------------|---------------|
| | Impact brut* | Impact en RNP | Impact brut* | Impact en RNP | Impact brut* | Impact en RNP | Impact brut* | Impact en RNP |
| DVA (GC) | 1 | 1 | 18 | 13 | 6 | 4 | 11 | 8 |
| Couvertures de portefeuilles de prêts (GC) | 4 | 3 | (30) | (20) | (17) | (12) | 10 | 7 |
| Provisions Epargne logement (LCL) | 9 | 6 | 2 | 1 | (1) | (1) | (14) | (9) |
| Provisions Epargne logement (AHM) | 22 | 16 | (14) | (10) | 22 | 16 | (64) | (44) |
| Soutien aux assurés pros Covid-19 (LCL) | - | - | - | - | - | - | (41) | (28) |
| Soutien aux assurés pros Covid-19 (GEA) | - | - | - | - | - | - | (2) | (1) |
| Projet de cession en cours PNB (WM) | - | - | - | - | (1) | (1) | (143) | (97) |
| Déclassement d'actifs en cours de cession - PNB (BPI) | - | - | - | - | (2) | (2) | - | - |
| Contribution exceptionnelle sur les cotisations des complémentaires santé (GEA) | - | - | (22) | (15) | - | - | (22) | (15) |
| Total impact en PNB | 36 | 25 | (47) | (31) | 7 | 4 | (264) | (179) |
| Don solidaire Covid-19 (GEA) | - | - | - | - | - | - | (38) | (38) |
| Don solidaire Covid-19 (BPI) | - | - | - | - | - | - | (8) | (4) |
| Don solidaire Covid-19 (AHM) | - | - | - | - | - | - | (10) | (10) |
| Coûts d'intégration Kas Bank / S3 (GC) | - | - | (7) | (3) | (4) | (2) | (19) | (9) |
| Coûts de transformation (GC) | (24) | (12) | - | - | (45) | (23) | - | - |
| Coûts de transformation (LCL) | - | - | - | - | (13) | (9) | - | - |
| Coûts d'acquisition Lyxor | (16) | (8) | - | - | (16) | (8) | - | - |
| PSE CA Italia | (190) | (97) | - | - | (190) | (97) | - | - |
| Projet de cession en cours Charges (WM) | - | - | - | - | (2) | (2) | - | - |
| Frais d'intégration Creval (BPI) | (23) | (12) | - | - | (32) | (15) | - | - |
| Autres ajustements Creval | (19) | (11) | - | - | (19) | (11) | - | - |
| Déclassement d'actifs en cours de cession - Charges (BPI) | - | - | - | - | (0) | (0) | - | - |
| Contribution exceptionnelle au plan de sauvegarde des banques italiennes (BPI) | (25) | (13) | (11) | (6) | (25) | (13) | (11) | (6) |
| Total impact en Charges | (297) | (152) | (18) | (10) | (347) | (180) | (86) | (68) |
| Corrections sur 2016-2020 FRU | - | - | - | - | 130 | 130 | - | - |
| Total impact en FRU | - | - | - | - | 130 | 130 | - | - |
| Activation du Switch2 (GEA) | - | - | - | - | - | - | 65 | 44 |
| Creval - Coût du risque stage 1 (BPI) | - | - | - | - | (25) | (19) | - | - |
| Retour à meilleure fortune de l'appel en garantie Switch 2 (GEA) | - | - | (38) | (26) | - | - | (38) | (26) |
| Provisionnement complémentaire portefeuille CA Italia | (319) | (161) | - | - | (319) | (161) | - | - |
| Ajustement sur l'activation du switch 2 (GEA) | - | - | - | - | - | - | (28) | (19) |
| Total impact coût du risque de crédit | (319) | (161) | (38) | (26) | (344) | (180) | - | - |
| Reprise de provision sur l'amende FCA Bank (SFS) | - | - | 89 | 89 | - | - | 89 | 89 |
| Gain "affranchimento" (SFS) | - | - | - | - | 5 | 5 | - | - |
| Total impact Mise en équivalence | - | - | 89 | 89 | 5 | 5 | 89 | 89 |
| Frais d'intégration Creval (BPI) | - | - | - | - | 1 | - | - | - |
| Frais d'acquisition Creval (BPI) | - | - | - | - | (16) | (8) | - | - |
| Total impact RN sur autres actifs | - | - | - | - | (15) | (8) | - | - |
| Dépréciation écart d'acquisition CA Italia (AHM) | - | - | (903) | (778) | - | - | - | - |
| Badwill Creval (BPI) | 119 | 90 | - | - | 497 | 376 | - | - |
| Total impact variation des écarts d'acquisition | 119 | 90 | (903) | (778) | 497 | 376 | - | - |
| Gain "affranchimento" IS (SFS) | 108 | 66 | - | - | 108 | 66 | - | - |
| Gain "affranchimento" (BPI) | 59 | 45 | - | - | 97 | 73 | - | - |
| Gain "affranchimento" (GEA) | - | - | - | - | 114 | 78 | - | - |
| DTA hors-bilan CREVAL | 105 | 80 | - | - | 105 | 80 | - | - |
| Total impact en Impôts | 272 | 190 | - | - | 424 | 296 | - | - |
| Déclassement d'actifs en cours de cession (BPI) | - | - | (7) | (7) | (1) | (1) | (7) | (7) |
| Dépréciation de l'écart d'acquisition (AHM) | - | - | - | - | - | - | (55) | (55) |
| Déclassement d'actifs en cours de cession (SFS) | - | - | (66) | (66) | - | - | (135) | (135) |
| Projet de cession en cours (WM) | - | - | (24) | (23) | 5 | 5 | (24) | (23) |
| Total impact en Activités en cours de cession | - | - | (97) | (96) | 3 | 3 | (221) | (221) |
| Impact total des retraitements | (189) | (7) | (1 013) | (851) | 361 | 447 | (482) | (379) |
| Gestion de l'épargne et Assurances | (16) | (8) | (83) | (64) | 100 | 72 | (227) | (174) |
| Banque de proximité-France | 9 | 6 | 2 | 1 | (14) | (10) | (16) | (10) |
| Banque de proximité-International | (292) | (78) | (19) | (14) | 71 | 200 | (27) | (18) |
| Services financiers spécialisés | 108 | 66 | 24 | 24 | 113 | 71 | (45) | (45) |
| Grandes Clientèles | (19) | (8) | (19) | (10) | (61) | (33) | 3 | 6 |
| Activités hors métiers | 22 | 16 | (917) | (788) | 152 | 146 | (1 074) | (915) |

* Impacts avant impôts et avant intérêts minoritaires

Annexe 2 – Groupe Crédit Agricole : résultats par pôle

| Groupe Crédit Agricole – Résultats par pôles, T4-21 et T4-20 | | | | | | | | |
|--|----------------|------------|--------------|--------------|------------|--------------|----------------|--------------|
| En m€ | T4-21 (publié) | | | | | | | |
| | CR | LCL | BPI | GEA | SFS | GC | AHM | Total |
| Produit net bancaire | 3 680 | 939 | 842 | 1 608 | 686 | 1 565 | 181 | 9 500 |
| Charges d'exploitation hors FRU | (2 337) | (603) | (867) | (733) | (347) | (975) | (246) | (6 109) |
| FRU | - | - | - | - | - | - | - | - |
| Résultat brut d'exploitation | 1 343 | 336 | (25) | 875 | 338 | 590 | (65) | 3 391 |
| Coût du risque | (130) | (54) | (455) | 1 | (136) | (1) | (8) | (783) |
| Sociétés mises en équivalence | 1 | - | 2 | 21 | 67 | 2 | - | 92 |
| Gains ou pertes nets sur autres actifs | 22 | 4 | (0) | 0 | (14) | 0 | (3) | 10 |
| Variation de valeur des écarts d'acquisition | - | - | 119 | - | - | 0 | - | 119 |
| Résultat avant impôt | 1 235 | 285 | (359) | 898 | 256 | 591 | (76) | 2 829 |
| Impôts | (292) | (70) | 330 | (175) | 57 | (157) | 37 | (269) |
| Rés. net des activités abandonnées | - | - | 4 | (0) | - | - | (0) | 4 |
| Résultat net | 943 | 215 | (25) | 723 | 313 | 434 | (39) | 2 564 |
| Intérêts minoritaires | (0) | (0) | (1) | (116) | (75) | (18) | 0 | (210) |
| Résultat net part du Groupe | 943 | 215 | (26) | 607 | 238 | 416 | (39) | 2 354 |
| En m€ | T4-20 (publié) | | | | | | | |
| | CR | LCL | GEA | BPI | SFS | GC | AHM | Total |
| Produit net bancaire | 3 425 | 904 | 1 634 | 712 | 654 | 1 424 | (88) | 8 665 |
| Charges d'exploitation hors FRU | (2 311) | (599) | (735) | (481) | (319) | (911) | (230) | (5 585) |
| FRU | - | - | - | - | - | - | - | - |
| Résultat brut d'exploitation | 1 114 | 305 | 899 | 230 | 335 | 513 | (317) | 3 080 |
| Coût du risque | (378) | (89) | (60) | (130) | (154) | (111) | 2 | (919) |
| Sociétés mises en équivalence | 1 | - | 20 | - | 140 | 2 | - | 163 |
| Gains ou pertes nets sur autres actifs | (7) | 1 | 1 | (0) | (10) | (0) | (9) | (26) |
| Variation de valeur des écarts d'acquisition | - | - | - | - | - | - | (965) | (965) |
| Résultat avant impôt | 731 | 216 | 861 | 100 | 311 | 405 | (1 290) | 1 334 |
| Impôts | (205) | (68) | (274) | (16) | (44) | (55) | 28 | (634) |
| Rés. net des activités abandonnées | 5 | - | (24) | (7) | (66) | - | 0 | (91) |
| Résultat net | 531 | 148 | 564 | 77 | 201 | 350 | (1 262) | 609 |
| Intérêts minoritaires | 0 | (0) | (119) | (15) | (12) | (16) | 82 | (80) |
| Résultat net part du Groupe | 531 | 148 | 445 | 62 | 189 | 334 | (1 180) | 530 |

Groupe Crédit Agricole – Résultats par pôles, 2021 et 2020

| En m€ | 2021 (publié) | | | | | | | |
|--|---------------|--------------|--------------|--------------|--------------|--------------|----------------|---------------|
| | CR | LCL | BPI | GEA | SFS | GC | AHM | Total |
| Produit net bancaire | 14 096 | 3 696 | 3 180 | 6 528 | 2 692 | 6 318 | 312 | 36 822 |
| Charges d'exploitation hors FRU | (8 986) | (2 312) | (2 299) | (3 005) | (1 379) | (3 707) | (913) | (22 602) |
| FRU | (87) | (59) | (33) | (7) | (23) | (328) | 58 | (479) |
| Résultat brut d'exploitation | 5 023 | 1 325 | 848 | 3 516 | 1 290 | 2 283 | (543) | 13 741 |
| Coût du risque | (606) | (222) | (786) | (18) | (505) | (39) | (18) | (2 193) |
| Sociétés mises en équivalence | (11) | - | 3 | 84 | 307 | 8 | - | 392 |
| Gains ou pertes nets sur autres actifs | 28 | 6 | (13) | (0) | (8) | (39) | 0 | (27) |
| Variation de valeur des écarts d'acquisition | - | - | 497 | - | - | 0 | - | 497 |
| Résultat avant impôt | 4 434 | 1 109 | 549 | 3 582 | 1 084 | 2 212 | (561) | 12 409 |
| Impôts | (1 249) | (309) | 198 | (643) | (120) | (512) | 172 | (2 463) |
| Rés. net des activités abandonnées | - | - | 1 | 5 | - | - | (0) | 6 |
| Résultat net | 3 185 | 800 | 748 | 2 944 | 964 | 1 700 | (389) | 9 953 |
| Intérêts minoritaires | (1) | (0) | (132) | (501) | (157) | (57) | (4) | (852) |
| Résultat net part du Groupe | 3 184 | 800 | 617 | 2 443 | 808 | 1 643 | (393) | 9 101 |
| | | | | | | | | |
| En m€ | 2020 (publié) | | | | | | | |
| | CR | LCL | GEA | BPI | SFS | GC | AHM | Total |
| Produit net bancaire | 13 056 | 3 521 | 5 749 | 2 724 | 2 526 | 6 297 | (278) | 33 596 |
| Charges d'exploitation hors FRU | (8 712) | (2 277) | (2 865) | (1 785) | (1 268) | (3 523) | (836) | (21 266) |
| FRU | (123) | (42) | (6) | (25) | (20) | (260) | (86) | (562) |
| Résultat brut d'exploitation | 4 221 | 1 203 | 2 879 | 914 | 1 238 | 2 514 | (1 200) | 11 768 |
| Coût du risque | (1 042) | (390) | (55) | (566) | (732) | (829) | (36) | (3 651) |
| Sociétés mises en équivalence | 2 | - | 66 | - | 344 | 7 | (0) | 419 |
| Gains ou pertes nets sur autres actifs | (13) | 2 | 3 | 72 | (3) | 1 | (10) | 52 |
| Variation de valeur des écarts d'acquisition | (3) | - | - | - | - | - | (965) | (968) |
| Résultat avant impôt | 3 165 | 814 | 2 893 | 419 | 847 | 1 693 | (2 212) | 7 620 |
| Impôts | (1 067) | (252) | (775) | (103) | (69) | (277) | 378 | (2 165) |
| Rés. net des activités abandonnées | (0) | - | (24) | (48) | (135) | - | (55) | (262) |
| Résultat net | 2 098 | 563 | 2 095 | 268 | 643 | 1 416 | (1 889) | 5 193 |
| Intérêts minoritaires | (3) | (0) | (362) | (75) | (84) | (57) | 77 | (504) |
| Résultat net part du Groupe | 2 096 | 562 | 1 733 | 193 | 559 | 1 359 | (1 812) | 4 689 |

Annexe 3 – Crédit Agricole S.A. : Résultats par pôle

Crédit Agricole S.A. – Résultats par pôle, T4-21 et T4-20

| T4-21 (publié) | | | | | | | |
|--|--------------|--------------|------------|------------|--------------|----------------|--------------|
| En m€ | GEA | GC | SFS | BP (LCL) | BPI | AHM | Total |
| Produit net bancaire | 1 608 | 1 566 | 690 | 939 | 824 | 187 | 5 815 |
| Charges d'exploitation hors FRU | (733) | (975) | (352) | (603) | (851) | (207) | (3 720) |
| FRU | - | - | - | - | - | - | - |
| Résultat brut d'exploitation | 876 | 591 | 338 | 336 | (26) | (19) | 2 094 |
| Coût du risque | 1 | (1) | (136) | (54) | (451) | (6) | (647) |
| Sociétés mises en équivalence | 21 | 2 | 67 | - | 2 | (10) | 82 |
| Gains ou pertes nets sur autres actifs | 0 | 0 | (14) | 4 | (0) | (0) | (9) |
| Résultat avant impôt | 898 | 592 | 256 | 285 | (356) | (36) | 1 640 |
| Impôts | (175) | (157) | 57 | (70) | 330 | 24 | 9 |
| Rés. net des activités abandonnées | (1) | - | - | - | 4 | - | 4 |
| Résultat net | 723 | 435 | 313 | 215 | (23) | (12) | 1 652 |
| Intérêts minoritaires | (122) | (25) | (75) | (10) | 6 | 1 | (224) |
| Résultat net part du Groupe | 602 | 410 | 238 | 205 | (16) | (11) | 1 428 |
| T4-20 (publié) | | | | | | | |
| En m€ | GEA | GC | SFS | BP (LCL) | BPI | AHM | Total |
| Produit net bancaire | 1 644 | 1 426 | 654 | 904 | 692 | (68) | 5 251 |
| Charges d'exploitation hors FRU | (735) | (911) | (319) | (599) | (465) | (198) | (3 226) |
| FRU | - | - | - | - | - | - | - |
| Résultat brut d'exploitation | 909 | 514 | 335 | 305 | 228 | (266) | 2 025 |
| Coût du risque | (60) | (111) | (154) | (89) | (131) | 6 | (538) |
| Sociétés mises en équivalence | 20 | 2 | 140 | - | - | (26) | 137 |
| Gains ou pertes nets sur autres actifs | 1 | (0) | (10) | 1 | (0) | (0) | (9) |
| Résultat avant impôt | 871 | 406 | 311 | 216 | 96 | (1 189) | 712 |
| Impôts | (275) | (55) | (44) | (68) | (15) | 21 | (436) |
| Rés. net des activités abandonnées | (24) | - | (66) | - | (7) | 0 | (96) |
| Résultat net | 572 | 351 | 201 | 148 | 74 | (1 167) | 179 |
| Intérêts minoritaires | (123) | (23) | (12) | (7) | (19) | 128 | (56) |
| Résultat net part du Groupe | 449 | 328 | 189 | 141 | 56 | (1 040) | 124 |

Crédit Agricole S.A. – Résultats par pôle, 2021 et 2020

| | 2021 (publié) | | | | | | |
|--|---------------|--------------|--------------|--------------|--------------|----------------|---------------|
| En m€ | GEA | GC | SFS | BP (LCL) | BPI | AHM | Total |
| Produit net bancaire | 6 527 | 6 319 | 2 697 | 3 696 | 3 113 | 306 | 22 657 |
| Charges d'exploitation hors FRU | (3 005) | (3 707) | (1 383) | (2 312) | (2 242) | (779) | (13 429) |
| FRU | (7) | (328) | (23) | (59) | (33) | 58 | (392) |
| Résultat brut d'exploitation | 3 515 | 2 284 | 1 290 | 1 325 | 838 | (415) | 8 836 |
| Coût du risque | (18) | (39) | (505) | (222) | (779) | (12) | (1 576) |
| Coût du risque juridique | - | - | - | - | - | - | - |
| Sociétés mises en équivalence | 84 | 8 | 307 | - | 3 | (29) | 373 |
| Gains ou pertes nets sur autres actifs | (0) | (39) | (8) | 6 | (13) | 3 | (51) |
| Variation de valeur des écarts d'acquisition | - | 0 | - | - | 497 | - | 497 |
| Résultat avant impôt | 3 581 | 2 213 | 1 084 | 1 109 | 545 | (453) | 8 080 |
| Impôts | (642) | (512) | (120) | (309) | 199 | 148 | (1 236) |
| Rés. net des activités abandonnées | 5 | - | - | - | 1 | - | 5 |
| Résultat net | 2 944 | 1 701 | 964 | 800 | 745 | (305) | 6 849 |
| Intérêts minoritaires | (524) | (90) | (157) | (36) | (187) | (12) | (1 005) |
| Résultat net part du Groupe | 2 420 | 1 611 | 808 | 764 | 558 | (317) | 5 844 |
| | | | | | | | |
| | 2020 (publié) | | | | | | |
| En m€ | GEA | GC | SFS | BP (LCL) | BPI | AHM | Total |
| Produit net bancaire | 5 734 | 6 297 | 2 526 | 3 521 | 2 659 | (238) | 20 500 |
| Charges d'exploitation hors FRU | (2 864) | (3 523) | (1 268) | (2 277) | (1 728) | (792) | (12 452) |
| FRU | (6) | (260) | (20) | (42) | (25) | (86) | (439) |
| Résultat brut d'exploitation | 2 864 | 2 514 | 1 238 | 1 203 | 906 | (1 116) | 7 609 |
| Coût du risque | (55) | (829) | (732) | (390) | (569) | (29) | (2 606) |
| Coût du risque juridique | - | - | - | - | - | - | - |
| Sociétés mises en équivalence | 66 | 7 | 344 | - | - | (4) | 413 |
| Gains ou pertes nets sur autres actifs | 3 | 1 | (3) | 2 | 72 | 0 | 75 |
| Variation de valeur des écarts d'acquisition | - | - | - | - | - | (903) | (903) |
| Résultat avant impôt | 2 878 | 1 693 | 847 | 814 | 408 | (2 052) | 4 588 |
| Impôts | (770) | (278) | (69) | (252) | (101) | 341 | (1 129) |
| Rés. net des activités abandonnées | (24) | - | (135) | - | (8) | (55) | (221) |
| Résultat net | 2 084 | 1 415 | 643 | 563 | 299 | (1 766) | 3 238 |
| Intérêts minoritaires | (379) | (85) | (84) | (25) | (92) | 119 | (546) |
| Résultat net part du Groupe | 1 706 | 1 330 | 559 | 537 | 207 | (1 647) | 2 692 |

Annexe 4 – Méthodes de calcul du bénéfice par action et de l'actif net par action

Crédit Agricole S.A. – Calcul du bénéfice par action, de l'actif net par action et du ROTE

| (en m€) | T4-21 | T4-20 | 2021 | 2020 | Δ T4/T4 | Δ 2021/2020 |
|---|---------------|---------------|---------------|---------------|---------------|---------------|
| Résultat net part du Groupe - publié | 1 428 | 124 | 5 844 | 2 692 | x 11,5 | x 2,2 |
| - Intérêts sur AT1 y compris frais d'émission, avant IS | (63) | (79) | (353) | (373) | (20,3%) | (5,4%) |
| RNPG attribuable aux actions ordinaires - publié [A] | 1 365 | 45 | 5 491 | 2 319 | x 30,6 | x 2,4 |
| Nombre d'actions moyen, hors titres d'auto-contrôle (m) [B] | 2 990,0 | 2 893,4 | 2 990,0 | 2 885,3 | +3,3% | +3,6% |
| Résultat net par action - publié [A]/[B] | 0,46 € | 0,02 € | 1,84 € | 0,80 € | x 29,6 | x 2,3 |
| RNPG sous-jacent | 1 435 | 975 | 5 397 | 3 849 | +47,2% | +40,2% |
| RNPG sous-jacent attribuable aux actions ordinaires [C] | 1 372 | 896 | 5 044 | 3 476 | +53,2% | +45,1% |
| Résultat net par action - sous-jacent [C]/[B] | 0,46 € | 0,31 € | 1,69 € | 1,20 € | +48,2% | +40,0% |

| (en m€) | 31/12/2021 | 31/12/2020 |
|---|---------------|---------------|
| Capitaux propres - part du Groupe | 68 217 | 65 217 |
| - Emissions AT1 | (4 888) | (5 888) |
| - Réserves latentes OCI - part du Groupe | (2 125) | (3 083) |
| - Projet distribution de dividende sur résultat annuel* | (3 176) | (914) |
| Actif net non réévalué (ANC) attrib. aux actions ord. [D] | 58 027 | 55 333 |
| - Écarts d'acquisition & incorporels** - part du Groupe | (18 581) | (17 488) |
| ANC tangible non réévalué (ANT) attrib. aux actions ord. [E] | 39 445 | 37 844 |
| Nombre d'actions, hors titres d'auto-contrôle (fin de période, m) [F] | 3 025,2 | 2 915,6 |
| ANC par action, après déduction du dividende à verser (€) [D]/[F] | 19,2 € | 19,0 € |
| + Dividende à verser (€) [H] | 1,05 € | 0,31 € |
| ANC par action, avant déduction du dividende (€) | 20,2 € | 19,3 € |
| ANT par action, après déduction du dividende à verser (€) [G]=[E]/[F] | 13,0 € | 13,0 € |
| ANT par action, avt déduct. du divid. à verser (€) [G]+[H] | 14,1 € | 13,3 € |

* dividende proposé par le Conseil d'administration et en attente de versement

** y compris les écarts d'acquisition dans les participations ne donnant pas le contrôle

| (en m€) | 2021 | 2020 |
|---|-----------------------|--------|
| Résultat net part du Groupe - publié [K] | 5 844 | 2 692 |
| Dépréciation d'immobilisation incorporelle [L] | 0 | 0 |
| IFRIC [M] | 0 | 0 |
| RNPG publié annualisé [N] = ([K]-[L]-[M])*12/12+[M] | 5 844 | 2 692 |
| Intérêts sur AT1 y compris frais d'émission, avant IS, annualisés [O] | -353 | -373 |
| Résultat publié ajusté [P] = [N]+[O] | 5 491 | 2 319 |
| AN tangible moyen non réévalué attrib. aux actions ordin.*** [J] | 38 645 ⁽¹⁾ | 37 314 |
| ROTE publié ajusté (%) = [P] / [J] | 14,2% | 6,2% |
| Résultat net part du Groupe sous-jacent [Q] | 5 397 | 3 849 |
| RNPG sous-jacent annualisé [R] = ([Q]-[M])*12/12+[M] | 5 397 | 3 849 |
| Résultat sous-jacent ajusté [S] = [R]+[O] | 5 044 | 3 476 |
| ROTE sous-jacent ajusté (%) = [S] / [J] | 13,1% | 9,3% |

⁽¹⁾ Moyenne de l'ANT tangible non réévalué attribuable aux actions ordinaires calculée entre les bornes 31/12/2021 et 31/12/2020 retraité comme présenté dans le tableau ci-dessous

Indicateurs Alternatifs de Performance

ANC Actif net comptable (non réévalué)

L'actif net comptable non réévalué correspond aux capitaux propres part du Groupe duquel ont été retraités le montant des émissions AT1, des réserves latentes liées aux valorisations par capitaux propres recyclables et du projet de distribution de dividende sur résultat annuel.

ANPA Actif Net Par Action - ANTPA Actif net tangible par action

L'actif net par action est une des méthodes de calcul pour évaluer une action. Il correspond à l'Actif net comptable rapporté au nombre d'actions en circulation en fin de période hors titres d'autocontrôle.

L'actif net tangible par action correspond à l'actif net comptable retraité des actifs incorporels et écarts d'acquisition, rapporté au nombre d'actions en circulation en fin de période hors titres d'autocontrôle.

BNPA Bénéfice Net Par Action

C'est le résultat net part du groupe de l'entreprise, net des intérêts sur la dette AT1, rapporté au nombre moyen d'actions en circulation hors titres d'autocontrôle. Il indique la part de bénéfice qui revient à chaque action (et non pas la part du bénéfice distribué à chaque actionnaire qu'est le dividende). Il peut diminuer, à bénéfice total inchangé, si le nombre d'actions augmente.

Coefficient d'exploitation

Le coefficient d'exploitation est un ratio calculé en divisant les charges par le produit net bancaire ; il indique la part de produit net bancaire nécessaire pour couvrir les charges.

Coût du risque sur encours

Le coût du risque sur encours est calculé en rapportant la charge du coût du risque (sur quatre trimestres glissants) aux encours de crédit (sur une moyenne des quatre derniers trimestres, début de période). Le coût du risque sur encours peut également être calculé en rapportant la charge annualisée du coût du risque du trimestre aux encours de crédit début de trimestre. De manière similaire, le coût du risque de la période peut être annualisé et rapporté à la moyenne encours début de période.

Depuis le premier trimestre 2019, les encours pris en compte sont les encours de crédit clientèle, avant déduction des provisions.

Le mode de calcul de l'indicateur est spécifié lors de chaque utilisation de l'indicateur.

Créance douteuse

Une créance douteuse est une créance en défaut. Un débiteur est considéré en situation de défaut lorsqu'au moins une des deux conditions suivantes est satisfaite :

- un arriéré de paiement significatif généralement supérieur à 90 jours sauf si des circonstances particulières démontrent que l'arriéré est dû à des causes non liées à la situation du débiteur ;
- l'entité estime improbable que le débiteur s'acquitte intégralement de ses obligations de crédit sans qu'elle ait recours à d'éventuelles mesures telles que la réalisation d'une sûreté.

Créance dépréciée

Une créance dépréciée est une créance ayant fait l'objet d'une provision pour risque de non-remboursement.

Taux de couverture des créances dépréciées (ou douteux) :

Ce taux rapporte les encours de provisions aux encours de créances clientèles brutes dépréciées.

Taux des créances dépréciées (ou douteux) :

Ce taux rapporte les encours de créances clientèle brutes dépréciées sur base individuelle, avant provisions, aux encours de créances clientèle brutes totales.

RNPG *Résultat net part du Groupe*

Le résultat net correspond au bénéfice ou à la perte de l'exercice (après impôt sur les sociétés). Le résultat net part du Groupe est égal à ce résultat diminué de la quote-part revenant aux actionnaires minoritaires des filiales consolidées globalement.

RNPG sous-jacent

Le résultat net part du Groupe sous-jacent correspond au résultat net part du Groupe publié duquel a été retraité des éléments spécifiques (i.e. non récurrents ou exceptionnels).

RNPG attribuable aux actions ordinaires

Le Résultat net part du Groupe attribuable aux actions ordinaires correspond au résultat net part du Groupe duquel ont été déduits les intérêts sur la dette AT1 y compris les frais d'émissions avant impôt.

RoTE Retour sur fonds propres tangibles - Return on Tangible Equity

Le RoTE (Return on Tangible Equity) est une mesure de la rentabilité sur fonds propres tangibles en rapportant le RNPG annualisé à l'ANC du groupe retraité des immobilisations incorporelles et écarts d'acquisition. Le RNPG annualisé correspond à l'annualisation du RNPG (T1x4 ; S1x2 ; 9Mx4/3) hors dépréciation d'immobilisations incorporelles et en retraitant chaque période des impacts IFRIC afin de les linéariser sur l'année.

Avertissement

L'information financière de Crédit Agricole S.A. et du Groupe Crédit Agricole pour le quatrième trimestre et l'année 2021 est constituée de ce communiqué de presse, de la présentation et des annexes à cette présentation, disponibles sur le site <https://www.credit-agricole.com/finance/finance/publications-financieres>.

Cette présentation peut comporter des informations prospectives du Groupe, fournies au titre de l'information sur les tendances. Ces données ne constituent pas des prévisions au sens du règlement délégué UE 2019/980 du 14 mars 2019 (chapitre 1, article 1.,d).

Ces éléments sont issus de scénarios fondés sur un certain nombre d'hypothèses économiques dans un contexte concurrentiel et réglementaire donné. Par nature, ils sont donc soumis à des aléas qui pourraient conduire à la non-réalisation des projections et résultats mentionnés. De même, les informations financières reposent sur des estimations notamment lors des calculs de valeur de marché et des montants de dépréciations d'actifs.

Le lecteur doit prendre en considération l'ensemble de ces facteurs d'incertitudes et de risques avant de fonder son propre jugement.

Normes applicables et comparabilité

Les chiffres présentés au titre de la période de douze mois close au 31 décembre 2021 ont été établis en conformité avec le référentiel IFRS tel qu'adopté par l'Union européenne et applicable à cette date, et avec la réglementation prudentielle en vigueur à ce jour. Les procédures d'audit menées par les commissaires aux comptes sur les états financiers consolidés sont en cours.

Note : Les périmètres de consolidation des groupes Crédit Agricole S.A. et Crédit Agricole n'ont pas changé de façon matérielle depuis le dépôt auprès de l'AMF du Document d'enregistrement universel 2020 de Crédit Agricole S.A. et de l'amendement A.01 de ce Document d'enregistrement universel 2020 comprenant les informations réglementées pour le Groupe Crédit Agricole.

La somme des valeurs contenues dans les tableaux et analyses peut différer légèrement du total en raison de l'absence de gestion des arrondis.

Le 30 juin 2020, l'ensemble des autorisations réglementaires nécessaires ayant été obtenues, Amundi a acquis l'intégralité du capital de Sabadell Asset Management.

Au 30 juin 2021, suite au rachat par crédit Agricole Consumer Finance de 49% du capital de joint-venture CACF Bankia S.A, CACF Bankia S.A. est consolidée selon la méthode de l'intégration globale dans les comptes consolidés de Crédit Agricole S.A.

Au 30 juin 2021, suite à l'offre publique d'achat lancée par Crédit Agricole Italia sur Credito Valtellinese, Credito Valtellinese est détenue à 100% par Crédit Agricole Italia et consolidée selon la méthode de l'intégration globale dans les comptes consolidés de Crédit Agricole S.A.

Au 31 décembre 2021, Amundi annonce la finalisation de l'acquisition de Lyxor. Lyxor est consolidée par intégration globale dans les comptes consolidés de Crédit Agricole S.A. L'opération ne génère aucun impact sur le résultat consolidé de Crédit Agricole S.A. au 31 décembre 2021.

Agenda financier

| | |
|------------------|---|
| 05 mai 2022 | Publication des résultats du premier trimestre 2022 |
| 24 mai 2022 | Assemblée générale à Montpellier |
| 04 août 2022 | Publication des résultats du deuxième trimestre et du premier semestre 2022 |
| 10 novembre 2022 | Publication des résultats du troisième trimestre et des neuf mois 2022 |

Contacts

CONTACTS PRESSE CREDIT AGRICOLE

| | | |
|------------------------|--------------------|--|
| Charlotte de Chavagnac | + 33 1 57 72 11 17 | charlotte.dechavagnac@credit-agricole-sa.fr |
| Olivier Tassain | + 33 1 43 23 25 41 | olivier.tassain@credit-agricole-sa.fr |
| Bertrand Schaefer | + 33 1 49 53 43 76 | bertrand.schaefer@ca-fnca.fr |

CONTACTS RELATIONS INVESTISSEURS CREDIT AGRICOLE S.A

| | | |
|--|--|--|
| Investisseurs institutionnels | + 33 1 43 23 04 31 | investor.relations@credit-agricole-sa.fr |
| Actionnaires individuels | + 33 800 000 777 (numéro vert France uniquement) | relation@actionnaires.credit-agricole.com |
| Clotilde L'Angevin | + 33 1 43 23 32 45 | clotilde.langevin@credit-agricole-sa.fr |
| Investisseurs actions : | | |
| Fethi Azzoug | + 33 1 57 72 03 75 | Fethi.azzoug@credit-agricole-sa.fr |
| Joséphine Brouard | + 33 1 43 23 48 33 | joséphine.brouard@credit-agricole-sa.fr |
| Oriane Cante | + 33 1 43 23 03 07 | oriane.cante@credit-agricole-sa.fr |
| Nicolas Ianna | +33 1 43 23 55 51 | nicolas.ianna@credit-agricole-sa.fr |
| Leila Mamou | + 33 1 57 72 07 93 | leila.mamou@credit-agricole-sa.fr |
| Anna Pigoulevski | + 33 1 43 23 40 59 | anna.pigoulevski@credit-agricole-sa.fr |
| Annabelle Wiriath | + 33 1 43 23 55 52 | annabelle.wiriath@credit-agricole-sa.fr |
| Investisseurs crédit et agences de notation : | | |
| Caroline Crépin | + 33 1 43 23 83 65 | caroline.crepin@credit-agricole-sa.fr |
| Marie-Laure Malo | + 33 1 43 23 10 21 | marielaure.malo@credit-agricole-sa.fr |
| Rhita Alami Hassani | + 33 1 43 23 15 27 | rhita.alamihassani@credit-agricole-sa.fr |

Tous nos communiqués de presse sur : www.credit-agricole.com - www.creditagricole.info

 Crédit_Agricole  Groupe Crédit Agricole  créditagricole_sa